



John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

★ ADAMS

★ 254.9

v.3



RECHERCHES
S U R
LA NATURE ET LES CAUSES
D E L A
RICHESSE
D E S N A T I O N S.

Traduit de l'anglois de M. SMITH.

TOME TROISIEME.



Y V E R D O N

M. D C C. L X X X I.

✓

ADAMS



RECHERCHES

S U R L A

NATURE ET LES CAUSES

D E L A

RICHESSSE DES NATIONS.

SUITE DU LIVRE SECOND.

C H A P I T R E III.

*De l'accumulation des fonds & du travail
productif & non productif.*

IL y a une sorte de travail qui ajoute à la valeur du sujet sur lequel il se porte, & une autre sorte qui n'a pas un pareil effet. Comme le premier produit une valeur, on peut l'appeller *productif*; & par la raison contraire,

Tome III.

A

le second peut être appelé *non-productif* (a). Ainsi le travail d'un manufacturier ajoute généralement à la valeur des matières sur lesquelles il opère celle de sa propre subsistance & du profit de son maître; au contraire, le travail d'un domestique ne donne de la valeur à rien. Quoique le salaire du manufacturier lui soit avancé par son maître, dans le fond il ne lui coûte rien, parce que le maître retrouve généralement ce salaire avec un profit dans la valeur ajoutée au sujet sur lequel a travaillé l'ouvrier. Mais la subsistance d'un domestique n'est jamais rendue à son maître. Un homme s'enrichit en employant une multitude de manufacturiers; il s'appauvrit en nourrissant une multitude de domestiques. Cependant le travail des derniers a sa valeur, & mérite sa récompense aussi bien que celui des premiers. Mais le travail du manufacturier se fixe & se

(a) Quelques auteurs françois qui ont beaucoup d'esprit & de savoir, ont employé ces mots dans un sens différent. Je tâcherai de faire voir dans le dernier chapitre du quatrième livre, que le leur est impropre.

réalise dans un sujet particulier ou une marchandise vénale qui dure au moins quelque tems après que le travail est passé. C'est, pour ainsi dire, une certaine quantité de travail dont on a fait un fonds & un amas pour être employé, s'il est nécessaire, dans quelque autre occasion. Ce sujet, ou, ce qui revient au même, le prix de ce sujet, peut ensuite, au besoin, mettre en mouvement une quantité de travail égale à celle qui l'a produit originairement. Le travail d'un domestique, au contraire, ne se fixe & ne se réalise pas dans un sujet particulier ou une marchandise vénale, ses services périssent généralement à l'instant qu'il s'en acquitte, & ils laissent rarement après eux aucune trace ou valeur pour laquelle on puisse acheter ensuite une égale quantité de service.

Le travail de quelques-uns des ordres de la société les plus respectables, est comme celui des domestiques; il ne produit aucune valeur; il ne se fixe & ne se réalise point dans aucun sujet permanent ou aucune marchandise vénale qui ait une certaine durée après le travail fait, & avec lequel on puisse se procurer ensuite une égale quantité

de travail. Le Souverain, par exemple, avec tous les officiers de justice & de guerre qui servent sous lui, tous ceux qui composent les armées de terre & de mer, sont des ouvriers qui ne produisent rien. Ils sont les serviteurs ou domestiques du public, & sont nourris & entretenus par une partie du produit annuel de l'industrie des autres. Leur service, quelque honorable, utile & nécessaire qu'il soit, ne produit rien avec quoi l'on puisse se procurer ensuite une égale quantité de service. La protection, la sûreté & la défense que la république tire cette année de leur travail, ne lui achètera pas sa protection, sa sûreté & sa défense pour l'année prochaine. On peut ranger dans la même classe quelques-unes des professions les plus graves & les plus importantes, comme quelques-unes des plus frivoles; les ecclésiastiques, les gens de loi, les médecins, les gens de lettres de toute espèce; les comédiens, les bouffons, les musiciens, les chanteurs & les danseurs d'opéra, &c. Le travail des plus basses de ces professions a une certaine valeur qui se règle par les mêmes principes que celle de toute autre sorte de travail; & celui des plus

relevées & des plus utiles ne produit rien qui puisse ensuite acheter ou procurer une égale quantité de travail. Toutes ont le sort de la déclamation de l'acteur, de la harangue de l'orateur, ou de l'air que chante un musicien. Leur ouvrage s'anéantit à l'instant même où il paroît.

Les ouvriers productifs & non productifs, & ceux qui ne travaillent point du tout, subsistent tous également du produit naturel de la terre & du travail du pays. Ce produit, quelque grand qu'il soit, ne peut jamais être infini, & il a nécessairement des bornes. Plus ou moins il y en a d'employé chaque année à l'entretien des gens qui ne produisent rien, plus ou moins il en restera pour ceux qui produisent, & en conséquence le produit de l'année suivante sera plus grand ou plus petit, le produit total annuel, si on en excepte ce que la terre donne d'elle-même, étant l'effet du travail productif.

Quoique tout le produit annuel de la terre & du travail de chaque pays soit sans doute destiné en dernier ressort pour fournir à la consommation de ses habitans & pour leur faire un

revenu , cependant quand on le recueille ou qu'il sort des mains des ouvriers productifs , il se partage naturellement en deux parts. L'une d'elles , & souvent la plus grande , est premierement destinée à remplacer le capital , ou à renouveler les vivres , les matieres & l'ouvrage fait qui ont été tirés d'un capital ; l'autre à former un revenu soit au propriétaire de ce capital , comme profit de son fonds , soit à quelqu'autre personne , comme rente de sa terre. Ainsi une partie du produit de la terre remplace le capital du fermier ; l'autre paye son profit & la rente du propriétaire , & forme ainsi un revenu & au propriétaire de ce capital , comme profit de ses fonds , & à quelqu'autre personne comme rente de sa terre. De même une partie du produit d'une grande manufacture , &c. cette partie est toujours la plus considérable , remplace le capital de l'entrepreneur de l'ouvrage & l'autre lui paye son profit , & forme ainsi un revenu pour le propriétaire de ce capital.

Cette partie du produit annuel de la terre & du travail d'un pays qui remplace un capital ne s'emploie jamais immédiatement qu'à l'entretien des

maines productives. Celle qui est immédiatement destinée à former un revenu, soit comme profit, soit comme rente, peut entretenir indifféremment ceux qui produisent quelque chose & ceux qui ne produisent rien.

Quelle que soit la partie de ces fonds qu'un homme employe en capital, il s'attend toujours qu'elle lui rentrera avec un profit. C'est pourquoi il ne l'emploie jamais qu'à l'entretien des mains productives, pour lesquelles elle fait un revenu après lui avoir servi en remplissant pour lui la fonction d'un capital. S'il en emploie une partie à l'entretien ou subsistance de ceux qui ne produisent rien, de ce moment il la distrait de son capital, & il la place dans son fonds réservé pour sa consommation immédiate.

Ceux qui travaillent sans rien produire, & ceux qui ne travaillent point du tout, vivent tous du revenu, savoir, premièrement, ou de cette partie du produit annuel qui est originairement destinée à faire un revenu pour certaines personnes, soit comme rente de la terre, soit comme profit des fonds; ou secondement, de cette partie qui, quoiqu'originairement destinée à rem-

placer le capital & la subsistance des seuls ouvriers productifs, est plus qu'il ne faut pour leur subsistance, & dont l'excédent peut être employé indifféremment à celle des gens productifs & de ceux qui ne le sont pas. C'est ainsi que non seulement le grand propriétaire de terres, ou le riche commerçant, mais que le simple ouvrier, même dont le salaire est considérable, peut entretenir un domestique, aller quelquefois à la comédie ou aux marionnettes, & contribuer par-là de sa quote part à l'entretien d'une classe d'ouvriers non productifs, ou qu'en payant certaines taxes, il peut aider à entretenir une autre classe plus honorable & plus utile, mais qui ne produit rien non plus. Jamais cependant aucune partie du produit annuel destinée originairement à remplacer un capital ne s'est détournée à l'entretien de ceux qui ne produisent rien, qu'après avoir mis en mouvement tout le travail qu'elle pouvoit y mettre dans le genre où il étoit employé. Il faut qu'un ouvrier ait gagné son salaire par de l'ouvrage fait avant qu'il puisse en employer aucune partie de cette manière. D'ailleurs cette partie est généralement fort petite.

C'est l'épargne qu'il fait sur son revenu, & il est rare que les ouvriers productifs épargnent beaucoup sur le leur. Cependant en général ils épargnent quelque chose, & dans le paiement des taxes le grand nombre des contribuables de cette classe peut compenser en quelque sorte la modicité de la contribution. La rente de la terre & les profits des fonds sont donc par-tout les principales sources d'où les gens qui ne produisent rien, tirent leur subsistance. Ce sont les deux especes de revenus sur lesquels ceux qui les possèdent peuvent épargner davantage. Ils peuvent aller indifféremment à l'entretien de ceux qui produisent & de ceux qui ne produisent rien. Ils semblent aller plus volontiers aux derniers. La dépense que fait un grand seigneur nourrit généralement plus de fainéans que d'hommes industrieux. Quoiqu'un riche négociant n'entretienne avec son capital que des gens industrieux, cependant par sa dépense, c'est-à-dire, par l'emploi de son revenu, il nourrit communément la même espece de gens que nourrit le grand seigneur.

Ainsi, la proportion entre la classe

productive & la classe non productive, dépend beaucoup, dans chaque pays, de la proportion entre cette partie du produit annuel, qui, en venant de la terre ou en sortant des mains des ouvriers productifs, est destinée à remplacer un capital, & celle qui est destinée à faire un revenu, soit comme rente, soit comme profit. Cette proportion est fort différente dans un pays riche & dans un pays pauvre.

Actuellement, dans les riches pays de l'Europe, une grande & souvent la plus grande portion du produit de la terre, est destinée à remplacer le capital d'un fermier riche & indépendant; & l'autre, à payer ses profits & la rente du propriétaire. Anciennement, pendant le regne du gouvernement féodal, une fort petite partie du produit suffisoit pour remplacer le capital employé dans la culture. Il consistoit communément dans un peu de misérable bétail que la terre nourrissoit d'elle-même, & qui peut être regardé, par conséquent, comme faisant partie de son produit spontané. Il appartenoit aussi au seigneur, & c'étoit lui qui l'avancoit à ses métayers. Tout le reste du produit lui appartenoit également.

soit comme rente de sa terre, soit comme profit de son chétif capital. Ceux qui faisoient valoir ses terres étoient généralement des esclaves dont les personnes & les effets faisoient partie de sa propriété. Ceux qui n'étoient point serfs étoient des tenanciers à volonté; & quoique la rente qu'ils payoient ne fût souvent de nom guere plus qu'une censive, elle se montoit réellement à tout le produit de la terre. Leur seigneur pouvoit toujours disposer de leur travail en tems de paix, & de leur service en tems de guerre; quoiqu'ils vécussent loin de son château, ils dépendoient autant de lui que les gens de sa suite, qui vivoient avec lui. Mais tout le produit de la terre appartient indubitablement à celui qui peut disposer du travail & du service de ceux qu'elle nourrit. Dans l'état présent de l'Europe, la part du seigneur ou propriétaire s'étend rarement au tiers, quelquefois pas à la quatrieme partie de tout le produit de la terre. Cependant la rente de la terre, dans tous les endroits bien cultivés & bien amendés, a triplé & quadruplé depuis ces anciens tems, & ce tiers, ou cette quatrieme partie du produit annuel, est, ce semble, trois ou quatre

fois plus considérable que le total ne l'étoit auparavant. Dans les progrès de la bonne culture, quoique la rente croisse en proportion de l'étendue, elle diminue en proportion du produit de la terre.

Dans les riches pays de l'Europe, les grandes capitales sont aujourd'hui livrées au commerce & aux manufactures. Le peu de commerce & le peu de manufactures simples & grossières qu'il y avoit autrefois, n'exigeoient que de bien petits capitaux, mais qui doivent avoir rapporté de fort grands profits. Le taux le plus bas de l'intérêt étoit à dix pour cent, & il falloit bien que les profits fussent assez forts pour le payer. Le taux le plus haut de l'intérêt est à présent de six pour cent, dans les parties bien cultivées de l'Europe; & dans quelques-unes de celles qui le sont le mieux, il n'est que de quatre, de trois & de deux pour cent. Il est vrai que la partie du revenu des habitans qui vient des profits, des fonds, est beaucoup plus grande dans les pays riches que dans les pays pauvres; mais c'est parce que les fonds sont beaucoup plus considérables; car en proportion des fonds, les profits

sont généralement beaucoup moindres.

Ainsi, cette partie du produit annuel, qui, en venant de la terre ou en sortant des mains des ouvriers productifs, est destinée à remplacer un capital, est non-seulement beaucoup plus grande dans les riches contrées que dans les pauvres, mais elle l'est encore par proportion à celle qui est immédiatement destinée à faire un revenu, comme rente ou comme profit. Les fonds destinés pour l'entretien du travail productif, sont non-seulement beaucoup plus considérables dans les unes que dans les autres, mais ils le sont beaucoup plus par proportion à ceux qui, pouvant être employés à la subsistance de la classe productive & de la classe qui ne produit rien, vont plus volontiers à la dernière.

C'est la proportion entre ces différens fonds qui détermine nécessairement dans chaque pays le caractère général des habitans, quant à l'industrie ou à la paresse. Nous sommes plus industriels que nos ancêtres, parce qu'actuellement les fonds destinés pour l'entretien de l'industrie sont beaucoup plus grands, en proportion de ceux qui doivent aller à l'entretien de la fainéan-

tise, qu'ils ne l'étoient il y a deux ou trois siècles. Nos ancêtres étoient paresseux, parce que l'industrie n'étoit point assez encouragée. Il vaut mieux s'amuser pour rien, dit le proverbe, que de travailler pour rien. Dans les villes marchandes & manufacturières où les rangs inférieurs du peuple subsistent principalement de l'emploi du capital, on est généralement industriel, réglé, & chacun y améliore sa fortune, comme on le voit dans plusieurs villes d'Angleterre & de Hollande. Dans ces villes qui se soutiennent sur-tout par la résidence constante ou le séjour périodique d'une cour, & où les rangs inférieurs du peuple vivent principalement de la dépense du revenu, on est en général fainéant, dissolu & pauvre, comme à Rome, à Versailles, à Compiègne, à Fontainebleau. En France, excepté Rouen & Bordeaux, il y a peu de commerce & d'industrie dans les villes de parlement, & les rangs inférieurs du peuple ne subsistant guère que de la dépense que font les membres des cours de justice & les plaideurs, les habitans y sont généralement pauvres & paresseux. Le grand commerce de Rouen & de Bordeaux sem-

ble être entièrement l'effet de leur situation. Rouen se trouve nécessairement l'entrepôt de presque toutes les marchandises qu'on apporte des pays étrangers & des provinces maritimes de France pour la consommation de Paris. Bordeaux est de même l'entrepôt des vins qui croissent sur les bords de la Garonne & des rivières qui s'y jettent, le pays du monde le plus riche en vignobles, & qui paroît donner les vins les plus propres à l'exportation, ou qui conviennent le mieux au goût des nations étrangères. Des situations si avantageuses attirent nécessairement un grand capital par le grand emploi qu'elles donnent le moyen de faire, & l'emploi de ce capital est la cause de l'industrie de ces deux villes. Dans les autres villes de parlement de France, il paroît qu'on n'emploie guère que le capital nécessaire pour fournir à leur consommation, c'est-à-dire, qu'on n'y emploie guère que le plus petit capital possible. On peut dire la même chose de Paris, de Madrid & de Vienne. De ces trois, Paris est, sans contredit, la plus industrieuse. Mais Paris est le principal marché de toutes ses manufactures, & sa consommation est le

principal objet de tout le commerce qui s'y fait. Londres, Lisbonne & Copenhague font peut-être les trois seules villes de l'Europe où il réside constamment une cour, & qui puissent être regardées en même tems comme des villes marchandes, ou comme des villes qui ne font pas seulement le commerce pour leur propre consommation, mais encore pour celle d'autres villes & d'autres pays. Leur situation à toutes trois est extrêmement avantageuse, & en fait naturellement des entrepôts d'une grande partie des marchandises destinées à la consommation des pays éloignés. Il est probablement plus difficile d'employer avantageusement un capital à fournir à d'autre consommation que l'intérieure, dans une ville où il se dépense un gros revenu, que dans une ville où les rangs inférieurs du peuple ne vivent que de l'emploi d'un semblable capital. La paresse de ceux qui subsistent par la dépense du revenu, gâte vraisemblablement l'industrie de ceux qui doivent vivre par l'emploi du capital, & fait qu'on y emploie un capital avec moins d'avantage qu'ailleurs. Il y avoit peu de commerce & d'industrie à Edimbourg avant l'union. Il y en

a eu davantage depuis que le parlement d'Ecosse a été fondu dans celui d'Angleterre, & depuis que la ville a cessé d'être la résidence nécessaire des principaux de la grande & petite noblesse du pays. Elle continue cependant d'être la résidence des principales cours de justice de l'Ecosse & des bureaux de douane & d'excise, &c. On y dépense par conséquent encore un revenu considérable. En industrie & en commerce, elle est fort inférieure à Glascow, dont les habitans tirent la plus grande partie de leur subsistance de l'emploi du capital. On a quelquefois observé que les habitans d'un gros village, après avoir fait de grands progrès dans les manufactures, étoient devenus paresseux & pauvres en conséquence de ce qu'un grand seigneur étoit venu faire sa résidence dans leur voisinage.

La proportion entre le capital & le revenu semble donc régler par-tout celle qui est entre l'industrie & la faiméantise; si c'est le capital qui prédomine, l'industrie regne; si c'est le revenu, la paresse l'emporte. Chaque accroissement, chaque diminution du capital, tend donc naturellement à augmenter ou à diminuer la quantité réelle d'in-

duſtrie, le nombre des bras productifs, & conféquemment la valeur du produit annuel de la terre & du travail du pays, ſa ri cheſſe réelle & le revenu de tous ſes habitans.

Les capitaux ſ'augmentent par l'économie, & diminuent par la prodigalité & la mauvaiſe conduite.

Tout ce qu'une perſonne épargne ſur ſon revenu, elle l'ajoute à ſon capital; & ſi elle ne l'emploie pas elle-même à entretenir plus de mains productives, elle met quelqu'autre perſonne en état de le faire, en le lui prêtant moyennant un intérêt, c'eſt-à-dire, une part dans les profits. Comme le capital d'un individu peut être augmenté uniquement par ce qu'il épargne ſur ſon revenu ou ſur ſon gain annuel, de même le capital d'une ſociété, qui eſt le même que celui de tous les individus dont elle eſt compoſée, peut augmenter de cette ſeule manière.

C'eſt l'économie, & non l'induſtrie, qui eſt la cauſe immédiate de l'augmentation du capital. L'induſtrie fournit, à la vérité, ce que l'économie amaffe; mais l'induſtrie aura beau acquérir, ſi l'économie n'épargne & n'amaffe point, le capital n'en fera jamais plus grand.

L'économie, en augmentant le fonds destiné à entretenir les mains productives, tend à augmenter le nombre de ces mains dont le travail ajoute à la valeur du sujet sur lequel il s'exerce. Elle tend par conséquent à augmenter la valeur échangeable du produit annuel de la terre & du travail du pays. Elle met en mouvement une nouvelle quantité d'industrie qui donne une nouvelle valeur au produit annuel.

Ce qu'on épargne annuellement est consommé aussi régulièrement que ce qu'on dépense annuellement, & il l'est à-peu-près en même tems, mais il l'est par une autre sorte de gens. La portion de son revenu que dépense annuellement un homme riche est, la plupart du tems, consommée par des gens oisifs & des domestiques, qui ne laissent rien en retour de leur consommation. La portion qu'il épargne annuellement, & qu'il emploie immédiatement comme capital pour en faire un profit, est consommée de la même manière, & à-peu-près en même tems, mais elle l'est par une autre sorte de gens, par des ouvriers, des manufacturiers & des artisans, qui reproduisent avec un profit

la valeur de leur consommation annuelle. Je suppose qu'on lui paye son revenu en argent ; s'il le dépense tout, la nourriture, l'habillement & le logement que tout ce revenu peut acheter, seront distribués à la première classe. S'il en épargne une partie, comme il l'emploie tout de suite, soit par lui-même, soit par quelqu'autre, en qualité de capital & en vue du profit, la nourriture, le vêtement & le logement que cette partie peut acheter, sont nécessairement réservés pour la dernière classe. La consommation est la même ; les consommateurs sont différens.

Par ce qu'un homme économe épargne tous les ans, il ne pourvoit pas seulement à la subsistance d'un nombre additionnel de mains productives pour l'année actuelle ou la suivante, mais, semblable au fondateur d'un établissement public pour le travail, il assigne, pour ainsi dire, un fonds perpétuel pour la subsistance d'un pareil nombre dans tous les tems à venir. Véritablement l'assignation & la destination perpétuelle de ce fonds ne sont pas toujours garanties par une loi positive, par un dépôt ou par un acte d'amortissement. Elles le sont cepen-

dant toujours par un principe bien puissant, l'intérêt clair & évident de chaque individu auquel il pourra en appartenir une portion. Il n'est pas possible d'en appliquer désormais aucune à d'autre usage que celui de faire subsister des mains productives, sans qu'il y ait une perte évidente, pour la personne qui la détourne ainsi de sa destination propre.

Le prodigue est celui qui en pervertit l'usage. En ne bornant point sa dépense à son revenu, il empiète sur son capital. Semblable à celui qui divertit les revenus de quelque fondation pieuse à des usages profanes, il entretient la paresse avec les fonds que ses ancêtres avoient, pour ainsi dire, consacrés à l'entretien de l'industrie. En diminuant les fonds destinés à employer le travail productif, il diminue nécessairement, autant qu'il est en lui, la quantité de ce travail qui ajoute une valeur au sujet sur lequel il s'exerce, & par conséquent la valeur du produit annuel de la terre & du travail de tout le pays, sa richesse réelle & le revenu de ses habitans. Si la prodigalité de quelques-uns n'étoit pas compensée par l'économie des autres, le prodigue, en nourrissant la fainéantise du pain de

la paresse, ne va pas seulement à la ruine, mais à l'appauvrissement de son pays.

Quand la dépense du prodigue se borneroit aux marchandises du pays, & qu'il n'en passeroit rien chez l'étranger, elle ne laisseroit pas d'avoir le même effet sur les fonds productifs de la société. Il y auroit toujours chaque année une certaine quantité de nourriture & de vêtement qui seroit employée à l'entretien de mains oisives, tandis qu'elle devroit l'être à celui de mains productives. Il y auroit par conséquent chaque année quelque diminution dans ce qu'auroit dû être la valeur du produit annuel de la terre & du travail du pays.

On peut dire, il est vrai, que si cette dépense ne se fait pas en marchandises étrangères, & qu'elle n'occasionne aucune exportation d'or & d'argent, il restera dans le pays la même quantité d'argent qu'auparavant. Mais si la quantité d'alimens & de vêtement qui seroit ainsi consommée par ceux qui ne produisent rien eût été distribuée parmi ceux qui produisent quelque chose, ceux-ci auroient reproduit avec un profit la pleine valeur de leur consumma-

tion. Dans ce cas, il seroit également resté dans le pays la même quantité d'argent, & il y auroit eu de plus une reproduction d'une valeur égale de marchandises de consommation. Q'auroit été deux valeurs pour une.

D'ailleurs, il n'est pas possible qu'il reste long-tems la même quantité d'argent dans un pays où la valeur du produit annuel diminue. Le seul usage de l'argent est de faire circuler les marchandises de consommation. C'est par lui que les vivres, les matieres de l'ouvrage fait, s'achètent, se vendent & se distribuent aux consommateurs. La quantité d'argent qui peut être employée annuellement dans un pays, doit donc être déterminée par la valeur des marchandises de consommation qui circulent dans ce pays. Celles-ci consistent nécessairement ou dans le produit immédiat de la terre & du travail du pays même, ou dans d'autres choses achetées avec une partie de ce produit. Il faut donc que leur valeur diminue à mesure que diminue la valeur de ce produit, & avec elles la quantité d'argent qui peut être employée à les faire circuler. Mais on ne laissera pas à rien faire l'argent qui se retire annuellement,

de la circulation domestique par cette diminution annuelle du produit. L'intérêt du possesseur est qu'il soit employé. Mais ne pouvant l'être intérieurement, on l'enverra dehors, malgré toutes les loix & les prohibitions, pour y acheter des marchandises de consommation qui puissent être de quelque usage au-dedans. De cette manière, son exportation annuelle continuera pendant quelque tems d'ajouter quelque chose à la consommation annuelle du pays, c'est-à-dire, à celle que lui fournit son produit annuel. Ce qu'on aura épargné de ce produit dans le tems de la prospérité du pays, & ce qu'on en aura employé à se procurer de l'or & de l'argent, continuera un certain tems de soutenir sa consommation dans ses jours d'adversité. L'exportation de l'or & de l'argent est dans ce cas, non la cause, mais l'effet de sa décadence, & peut même, pendant quelque tems, le soulager dans la misère de son déclin.

La quantité d'argent croît au contraire nécessairement dans un pays, à mesure que croît la valeur du produit annuel. La valeur des marchandises de consommation qui circulent annuellement

lement dans la société, se trouvant plus grande, elles ont besoin d'une plus grande quantité d'argent pour circuler. On employera donc naturellement une partie du produit accru à se procurer, où l'on pourra en avoir, une nouvelle quantité d'or & d'argent nécessaire pour la circulation du reste. L'augmentation de ces métaux sera, dans ce cas, non la cause, mais l'effet de la prospérité publique. L'or & l'argent s'achètent de même par-tout. La nourriture, le vêtement & le logement, le revenu & la subsistance de tous ceux dont le travail & les fonds sont employés à tirer de l'argent des mines, & à le mettre en état de vente, sont le prix qu'il coûte au Pérou comme en Angleterre. Le pays qui peut en donner ce prix, ne sera pas long-tems sans en avoir la quantité qu'il lui en faut, & aucun pays n'en conservera long-tems la quantité dont il n'a pas besoin.

Soit donc qu'on fasse subsister la richesse réelle & le revenu d'un pays dans la valeur du produit annuel de ses terres & de son travail, comme le bon sens le dicte; soit qu'on les place dans la quantité des métaux précieux qui y circulent, ainsi que le supposent

les préjugés vulgaires; sous l'un & l'autre aspect, le prodigue paroît être l'ennemi, & l'homme économe, l'ami & le bienfaiteur du public.

Les effets de la mauvaise conduite sont souvent les mêmes que ceux de la prodigalité. Chaque projet mal conçu & malheureux dans l'agriculture, les mines, les pêcheries, le commerce & les manufactures, tendent de même à diminuer les fonds destinés à l'entretien du travail productif. Dans ces sortes de projets, quoique le capital ne soit consommé que par ceux qui produisent quelque chose, cependant, comme il est employé sans jugement, ils ne reproduisent pas la valeur entière de leur consommation, & les fonds productifs de la société souffrent nécessairement une diminution, puisqu'ils ne sont pas aussi considérables qu'ils l'auroient été sans cela.

Véritablement, il ne peut guere arriver que la prodigalité & la mauvaise conduite des individus influent beaucoup sur l'état & la fortune d'une grande nation la profusion ou l'imprudence de quelques-uns étant toujours plus que compensées par l'économie & la bonne conduite des autres.

A l'égard de la profusion, le principe qui porte à la dépense, est la passion pour les jouissances actuelles; passion qui, toute violente & difficile à contenir qu'elle est quelquefois, n'est en général que momentanée & accidentelle. Mais le principe qui porte à épargner, est le desir d'améliorer notre condition; desir qui, quoique généralement calme & exempt de passion, vient au monde avec nous, & ne nous quitte point jusqu'au tombeau. Dans tout l'intervalle qui sépare ces deux momens de la naissance & de la mort, à peine y a-t-il peut-être un seul instant où un homme soit assez pleinement & assez parfaitement content de sa situation, pour ne pas avoir le plus petit desir qu'il s'y fasse de changement ni d'amélioration d'aucune espèce. Une augmentation de fortune est le moyen par où la plupart des hommes se proposent & souhaitent de rendre leur condition plus agréable. Ce moyen est le plus commun & celui qui se présente le plus naturellement, & la voie la plus simple pour augmenter sa fortune, est d'épargner & d'accumuler ce qu'on acquiert, soit en économisant régulièrement, soit en met-

tant quelque chose en réserve dans ces occasions extraordinaires. Ainsi, quoique le principe qui porte à la dépense domine presque tous les hommes dans certaines occasions, & quelques-uns presque dans toutes, cependant, à les prendre durant tout le cours de leur vie, la plupart se gouvernent par le principe de l'économie, & ce principe est non-seulement celui qui domine, mais il l'emporte de beaucoup.

Quant à l'inconduite, il y a par-tout beaucoup plus d'entreprises prudentes & qui réussissent, que d'entreprises folles & malheureuses. Après toutes les plaintes sur la multiplication des banqueroutes, les infortunés qui tombent dans ce malheur, ne font qu'une bien petite partie du nombre de ceux qui sont engagés dans le commerce & dans toutes les autres especes d'affaires. Peut-être n'y en a-t-il pas plus d'un sur mille. La banqueroute est peut-être ce qui peut arriver de plus malheureux & de plus humiliant à un homme innocent. C'est pourquoi la plupart des hommes sont assez attentifs à l'éviter. Quelques-uns, il est vrai, ne l'évitent pas; comme quelques-uns n'évitent pas la potence.

C'est la prodigalité & la mauvaise conduite publique , & non celles des particuliers , qui appauvrissent une nation. Tout ou presque tout le revenu public est employé, dans bien des pays, à l'entretien des gens non productifs. Tels sont ceux qui composent une cour nombreuse & brillante, un grand établissement ecclésiastique , de grandes flottes & de grandes armées, qui, en tems de paix, ne produisent rien, & qui, en tems de guerre n'acquièrent rien qui puisse compenser ce qu'elles coûtent à entretenir pendant la guerre même. Tous ces gens-là, ne produisant rien eux-mêmes, sont entretenus par le produit du travail des autres hommes. Multipliés au-delà du nombre qu'il en faut, ils peuvent, dans une année, tant consommer de ce produit, qu'il n'en reste pas assez pour entretenir les ouvriers productifs qui le reproduiroient l'année d'après. Le produit de l'année suivante sera donc moindre que celui de l'année précédente, & si le même désordre continue, le produit de la troisième année sera encore moindre que celui de la seconde. Cette classe d'hommes qui devrait être entretenue seulement par une partie de

ce que le peuple épargne sur son revenu, peut consommer une si grande portion de ce revenu total, & obliger par-là tant de monde à entamer leurs capitaux, & à prendre sur les fonds destinés à l'entretien du travail productif, que toute l'économie & la bonne conduite des individus ne seront pas capables de compenser le dégât & le déchet du produit, occasionnés par cet empiétement violent & forcé.

Il paroît cependant par l'expérience, que cette économie & cette bonne conduite suffisent pour compenser, non-seulement la prodigalité & la mauvaise conduite des individus, mais encore la folie publique du gouvernement. L'effort constant, uniforme & non interrompu de chaque particulier, pour améliorer sa condition, principe d'où découle originairement l'opulence publique & nationale, aussi bien que l'opulence particulière, est souvent assez fort pour faire aller les choses de mieux en mieux, & pour maintenir leur progrès naturel, malgré l'extravagance du gouvernement & les plus grandes erreurs de l'administration. Semblable au principe inconnu de la vie animale, il rétablit souvent la santé & la vigueur

de la constitution, en dépit, non-seulement de la maladie, mais encore des absurdes ordonnances du médecin.

Le produit annuel de la terre & du travail d'une nation ne peut s'accroître qu'autant qu'il se fait une augmentation, soit dans le nombre des ouvriers productifs, soit dans les facultés productives des ouvriers qu'on employoit auparavant. Il est évident que le nombre des ouvriers ne peut jamais augmenter de beaucoup, si ce n'est en conséquence d'une augmentation du capital ou des fonds destinés à leur subsistance. Les productions du même nombre d'ouvriers ne peuvent augmenter, si ce n'est en conséquence ou de quelque addition ou perfectionnement dans les machines qui facilitent & abrègent le travail, ou d'une division & distribution plus convenable de l'ouvrage; dans l'un & l'autre cas, il faut presque toujours un surcroît de capital. C'est par le seul moyen de ce capital surajouté, que l'entrepreneur d'un ouvrage peut fournir de meilleures machines à ses ouvriers, ou faire une distribution plus convenable dans la manière de les employer. Lorsque l'ouvrage à faire consiste dans un nom-

bre de parties, il faut bien plus de capital pour tenir un homme constamment occupé à une seule, qu'il n'en faut pour qu'un seul homme s'occupe successivement de plusieurs. Ainsi lorsque nous comparons l'état d'une nation à deux différentes époques, si nous trouvons que le produit annuel de ses terres & de son travail soit évidemment plus grand à la dernière qu'à la première; que ses terres soient mieux cultivées, ses manufactures plus nombreuses & plus florissantes, & son commerce plus étendu, nous pouvons être assurés que son capital doit avoir augmenté entre ces deux époques, & qu'il a plus acquis par la bonne conduite des uns, qu'il n'a perdu, soit par l'inconduite particulière des autres, soit par l'extravagance publique du gouvernement. Or nous verrons que tel a été le cas de presque toutes les nations dans tous les tems passablement tranquilles & paisibles, même de celles qui n'ont pas eu les gouvernemens les plus sages & les plus économes. Il est vrai que, pour en juger pertinemment, nous devons comparer l'état du pays à des époques un peu éloignées. Souvent le progrès se fait par de tels degrés, que

non-seulement il n'est pas sensible à des périodes plus rapprochées, mais que sur la décadence de certaines branches d'industrie, ou de certains cantons du pays (choses qui arrivent souvent, quoique le pays, en général soit dans la plus grande prospérité) nous sommes portés à soupçonner que le total des richesses & de l'industrie ne s'y est pas maintenu.

Par exemple, le produit annuel des terres & du travail de l'Angleterre est certainement beaucoup plus grand qu'il n'étoit il y a un peu plus de cent ans, à la restauration de Charles II. Quoique peu de gens, à ce que je pense, doutent aujourd'hui de ce fait, cependant, durant cet intervalle, il ne s'est guere écoulé cinq ans de suite où l'on n'ait publié quelque livre ou pamphlet assez bien écrit pour gagner quelque crédit dans le public, & prétendant démontrer que la richesse de la nation déclinait rapidement, que le pays étoit dépeuplé, l'agriculture négligée, les manufactures tombées, & le commerce perdu; & notez que ces ouvrages n'étoient point des libelles de parti, de misérables productions du mensonge & de la vénalité. Plusieurs ont été faits

par des auteurs de très-bonne foi & fort intelligens qui n'ont rien dit que ce qu'ils croyoient, & seulement parce qu'ils le croyoient.

Le produit annuel des terres & du travail de l'Angleterre étoit certainement aussi plus grand à la restauration, que nous ne pouvons le supposer, environ cent ans auparavant, à l'avènement d'Elisabeth. Nous avons également tout sujet de croire qu'alors même la nation étoit bien plus avancée de ce côté-là qu'elle ne l'étoit encore environ un siècle plutôt, vers la fin des dissensions entre les maisons d'Yorck & de Lancastre. Dans ce dernier tems, ce produit valoit probablement encore mieux que lors de la conquête des Normands, & à la conquête des Normands que durant la confusion de l'héptarchie saxone. A cette époque même si reculée, le pays étoit incontestablement en meilleur état qu'à l'invasion de Jules César, où les habitans étoient à-peu-près ce que sont aujourd'hui les Sauvages de l'Amérique septentrionale.

Dans chacune de ces périodes il y avoit non-seulement beaucoup de profusion particulière & publique, beaucoup de guerres dispendieuses & inu-

tiles, un grand divertissement du produit annuel destiné à l'entretien des mains productives, mais dans les troubles des discordes civiles il y avoit quelquefois une telle dévastation & destruction des fonds, qu'on peut supposer qu'elles ne retardoient pas simplement, comme elles l'on fait certainement, l'accumulation des richesses, mais qu'elles laissoient le pays plus pauvre à la fin de la période qu'il ne l'étoit au commencement. Prenons de toutes ces périodes la plus heureuse & la plus florissante, celle du tems qui s'est passé depuis la restauration; combien y est-il arrivé de troubles & de malheurs dont on auroit craint non-seulement l'appauvrissement du pays, mais sa ruine totale, si on avoit pu les prévoir? Qu'on se rappelle l'incendie & la peste de Londres, les deux guerres avec la Hollande, les quatre avec la France qui ont tant coûté, savoir, celles de 1688, de 1701, de 1742 & de 1756, avec les deux rebellions de 1715 & de 1745. Pendant le cours des quatre guerres avec la France, la nation a contracté plus de cent quarante-cinq millions sterl. de dettes au delà de toute la dépense extraordinaire.

qu'elles ont occasionnées , de maniere qu'on peut bien évaluer le tout à deux cents millions, au moins. Une si grande portion du produit annuel des terres & du travail du pays a été employée en différentes occasions à entretenir [un nombre extraordinaire de mains non productives. Mais si ces guerres n'eussent pas détourné un capital aussi considérable , on en auroit employé la plus grande partie à entretenir des mains productives, dont le travail eût remplacé avec un profit la valeur de leur consommation. Celle du produit annuel des terres, & du travail auroit augmenté considérablement chaque année, & l'excédent d'une année sur l'autre seroit devenu continuellement de plus en plus fort. L'on auroit bâti plus de maisons, amendé plus de terres, & les terres déjà amendées auroient été mieux cultivées; il se seroit établi plus de manufactures, & celles qui étoient déjà établies se seroient étendues davantage; & il n'est peut-être pas facile d'imaginer à quel point la richesse & le revenu réels du pays seroient parvenus pendant cet intervalle.

Mais quoique la profusion du gou-

vernement ait dû infailliblement retarder le progrès naturel de la richesse & de l'avancement de l'Angleterre, elle n'a pas été capable de l'arrêter. Le produit annuel de ses terres & de son travail est sans contredit beaucoup plus grand à présent qu'il ne l'étoit à la restauration ou à la révolution. Le capital employé à cultiver ces terres & à faire aller ce travail doit donc être aussi beaucoup plus grand. Au milieu de toutes les exactions du gouvernement, ce capital s'est accumulé en silence & graduellement par l'économie & la bonne conduite particulière des individus, par l'effort universel, continu & non interrompu qu'ils ont fait pour améliorer leur condition. Cet effort, protégé par les loix & par la liberté d'exercer son énergie de la manière la plus avantageuse, est ce qui a soutenu les progrès de l'Angleterre vers l'opulence & l'amélioration dans tous les tems qui ont précédé, & ce qui les soutiendra encore, à ce qu'il faut espérer, dans les tems qui suivront. Cependant il est vrai de dire que si l'Angleterre n'a jamais eu l'avantage d'un gouvernement ménager, l'esprit d'économie n'a jamais été non plus la vertu

caractéristique de ses habitans. N'est-ce donc pas la prétention la plus ridicule & la plus haute présomption dans les souverains & les ministres, que de prétendre avoir l'œil & l'inspection sur l'économie des particuliers, & de vouloir restreindre leur dépense ou par des loix somptuaires, ou par des prohibitions d'importer des objets de luxe étrangers? Ils sont eux-mêmes toujours, & sans exception, les plus grands dissipateurs qu'il y ait dans la société. Qu'ils veillent sur leur propre dépense, & qu'ils ne s'embarassent pas de celle que font les particuliers auxquels ils peuvent s'en rapporter en toute sûreté. Si leurs excès ne ruinent pas l'état, ceux des particuliers ne le ruineront jamais.

Comme l'économie augmente & que la prodigalité diminue le capital public, ainsi la conduite de ceux qui dépensent tout juste leur revenu, sans rien accumuler & sans rien prendre sur leurs fonds, laisse ce capital dans l'état où il est. Il y a cependant certaines manières de dépenser qui contribuent davantage à l'accroissement de l'opulence publique.

Un individu peut dépenser son re-

venu ou en choses qui se consomment sur le champ, & où la dépense d'un jour ne peut ni alléger ni soutenir la dépense d'un autre jour, ou en choses plus durables, qui peuvent par conséquent être accumulées, & où la dépense d'un jour peut, s'il veut, ou alléger, ou soutenir celle du jour suivant, ou en rehausser l'effet. Par exemple, celui qui jouit d'une fortune peut mettre son revenu ou à servir sa table avec somptuosité & profusion, & à entretenir un grand nombre de domestiques, de chiens & de chevaux; ou, en se contentant d'une table frugale & de peu de domestiques, il peut en employer la plus grande partie à embellir ses maisons de ville & de campagne, à des bâtimens utiles ou servant d'ornement, à des meubles qui aient également ce mérite; à faire un amas de livres, de statues, de tableaux; ou en choses plus frivoles, en bijoux, en babioles, en ingénieux colifichets de toute espece; ou, ce qui est souverainement puérile, à se faire un grand magasin de beaux habits, ou une belle & immense garde-robe, telle que l'a laissée le favori & le ministre d'un grand prince mort il y a quelques

années. Que deux hommes d'une fortune égale dépensent leur revenu, l'un de la première & l'autre de la seconde de ces manières; la magnificence de celui qui l'employera principalement en marchandises durables, croîtra continuellement, la dépense d'un jour contribuant à soutenir & à relever l'effet de celle du jour suivant. La magnificence de l'autre, au contraire, ne sera pas plus grande au bout d'un intervalle de tems qu'au commencement. Il fera même le moins riche des deux après un certain tems. Car il n'aura pas un fonds de marchandises, qui, quoique d'une valeur au dessous de ce qu'elles auroient coûté, vaudroient toujours quelque chose. Il ne restera aucune trace, aucun vestige de sa dépense, & les effets de dix ou vingt ans de profusion seront aussi complètement dans le néant que s'ils n'avoient jamais existé.

Comme une de ces deux manières de dépenser est plus favorable que l'autre à l'opulence de l'individu, elle l'est de même à celle d'une nation. Les maisons, l'ameublement & l'habillement du riche passent en peu de tems à l'usage des rangs moyens & inférieurs du peuple. Ils sont en état de les acheter

quand leurs supérieurs s'en lassent, & lorsque ce ton de dépense devient universel parmi les gens de fortune, le peuple en profite par degrés pour se mettre généralement plus à son aise, & pour se donner plus de commodités. Voyez les pays qui ont été long-tems riches, vous y trouverez souvent les rangs inférieurs du peuple en possession de maisons & de meubles tous bons & tous entiers qui n'ont jamais pu être faits pour leur usage. Ce qui étoit anciennement le séjour de la famille de Seymour, est à présent une auberge sur le chemin de la Bath. Le lit nuptial de Jacques I, roi de la Grande-Bretagne, qui lui avoit été apporté de Danemarck par sa femme, comme un présent digne d'être fait à un souverain, étoit il y a quelques années l'ornement d'un cabaret à biere à Dunfermline. Il y a d'anciennes villes qui ont été long-tems au même degré de splendeur ou qui en ont un peu déchu, dans lesquelles vous trouverez à peine une seule maison qui ait été faite pour ceux qui l'habitent à présent. Si vous entrez dans ces maisons, vous y verrez des pieces d'ameublement excellentes, quoique surannées, & encore très-bon-

nes pour l'usage, mais qui originairement n'étoient pas plus destinées pour ceux qui s'en servent aujourd'hui. Des palais majestueux, de magnifiques maisons de campagne, de grandes collections de livres, de statues, de tableaux, & d'autres curiosités, font souvent l'ornement & la gloire non-seulement du voisinage, mais de tout le pays auquel ils appartiennent. Versailles fait un ornement & un honneur pour la France, Stowe & Wilton pour l'Angleterre. L'Italie s'attire encore une sorte de vénération par les monumens qu'elle renferme en ce genre, quoique bien déchue de l'opulence qui les a produits, & quoique le génie qui les a conçus semble être éteint, peut-être faute d'être employé de même.

Ajoutez que la dépense faite en marchandises durables favorise non-seulement l'accumulation, mais encore l'économie. Si quelqu'un la pousse trop loin, il lui est aisé de la réformer sans s'exposer à la censure du public. Réduire ses domestiques d'un grand à un petit nombre, d'une table splendide en faire une table frugale, mettre équipage bas, ce sont des changemens qui ne peuvent guere échapper à l'obser-

vation des voisins , & dans lesquels on suppose un aveu tacite qu'on s'est mal conduit auparavant. Aussi est-il rare que ceux qui se sont malheureusement embarqués trop avant dans cette sorte de dépense aient le courage de se réformer , à moins d'y être forcés par une banqueroute & une ruine totale. Mais si une personne se trouve avoir trop dépensé en bâtimens , en meubles , en livres & en tableaux , elle peut changer de conduite sans être taxée d'imprudence. En ce genre , une première dépense rend souvent inutile une dépense ultérieure , & lorsque quelqu'un cesse d'en faire , on ne conclut pas qu'il a excédé ses moyens , mais qu'il a contenté sa fantaisie.

D'ailleurs , avec ce qu'on dépense en marchandises durables , on fait subsister communément plus de monde qu'avec ce qu'il en coûte pour exercer l'hospitalité la plus prodigue. De deux ou trois cents pesant de vivres qui peuvent quelquefois être servis dans un grand festin , la moitié peut-être est jetée sur le fumier , & il y a toujours beaucoup de dégât & de gaspillage. Or si la dépense de ce festin eût été employée à faire travailler des maçons , des char-

pentiers, des tapissiers & des artisans, une quantité de vivres de la même valeur eût été distribuée à beaucoup plus de gens qui en auroient acheté pour un fol & à la livre, & qui n'en auroient pas laissé perdre une once. De plus, la dépense dans cette dernière direction fait subsister des membres productifs de la société, & dans l'autre elle entretient qui ne produisent rien. Elle augmente par conséquent dans un cas & n'augmente pas dans l'autre la valeur échangeable du produit annuel des terres & du travail du pays.

Par tout ce que je viens de dire, je ne prétends cependant pas que de ces deux espèces de dépense, l'une convienne toujours mieux que l'autre à une ame bien née & généreuse. Lorsqu'un homme avantage de la fortune consacre son revenu à l'exercice de l'hospitalité, il en partage la plus grande partie avec ses amis & les gens de sa société; mais quand il en achète de ces sortes de marchandises durables, il dépense souvent le tout pour sa personne, & il ne donne rien pour rien. Aussi peut-on dire de cette dernière espèce de dépense, sur-tout quand elle se tourne vers des objets frivoles,

vers les petits ornemens de l'habillement & du meuble, vers les bijoux, les babioles & les colifichets, qu'elle ne décele pas seulement un petit génie, mais une ame basse & intéressée. Tout ce que je veux dire, c'est que comme une de ces deux manieres de dépenser occasionne toujours une accumulation de marchandises qui ont une valeur, qu'elle est plus favorable à l'économie privée, & par conséquent à l'accroissement du capital public, & qu'elle entretient plutôt des mains productives que d'autres, elle contribue par-là plus que l'autre à l'opulence publique.

CHAPITRE IV.

Des fonds prêtés à intérêt.

CELUI qui prête des fonds à intérêt, les regarde toujours comme un capital. Il s'attend qu'ils lui rentreront dans le tems qu'il faudra, & que cependant l'emprunteur lui en payera l'usage par une rente annuelle. Celui-ci peut s'en servir ou comme d'un ca-

pital, ou comme d'un fonds destiné pour la consommation immédiate. S'il s'en sert comme d'un capital, il l'emploie à entretenir des ouvriers productifs qui en reproduisent la valeur avec un profit. Il peut en ce cas & rendre le capital & payer l'intérêt sans rien aliéner ou sans rien prendre sur aucune autre source de revenu. S'il en use comme d'un fonds réservé pour la consommation immédiate, il agit en prodigue, & il dissipe à entretenir des fainéans ce qui étoit destiné à faire subsister les gens industrieux. Il ne peut dans ce cas ni rembourser le capital, ni payer l'intérêt sans aliéner ou sans empiéter sur quelque autre source de revenu, telle que la propriété ou la rente d'une terre.

Les fonds prêtés à intérêt sont sans doute employés de l'une & de l'autre façon, mais beaucoup plus souvent de la première que de la dernière. L'homme qui emprunte pour dépenser, sera bientôt ruiné, & en général celui qui lui prête aura sujet de se repentir de sa folie. Il est donc également contraire à l'intérêt des deux parties d'emprunter & de prêter pour cette vue, & cela est vrai dans tous les cas où il

ne s'agit pas d'une grosse usure. Mais quoique la chose arrive, les hommes ont trop de considération pour leur intérêt personnel, pour qu'elle arrive aussi fréquemment que nous sommes quelquefois portés à l'imaginer. Demandez à tout homme riche d'une prudence ordinaire, à quelle espèce de gens il a prêté la plus grande partie de ses fonds, si c'est à des gens qu'il pensoit devoir en faire un bon usage, ou à des gens qui devoient les dépenser mal-à-propos? il ne manquera pas de rire de votre question. Ainsi parmi les emprunteurs même, race d'hommes qui n'est pas fameuse pour son économie, le nombre de ceux qui ont de l'industrie & de la conduite, surpasse de beaucoup le nombre de ceux qui n'en ont pas.

Les seuls auxquels on prête communément des fonds sans s'attendre qu'ils les emploient à profit, sont les gens qui vivent dans les campagnes du produit de leur terres, & qui empruntent sur gage. Encore à peine en trouverez-vous qui empruntent uniquement pour dépenser. On peut dire que ce qu'ils empruntent est ordinairement déjà dépensé avant qu'on le leur prête. En général ils ont consommé tant de marchandises qui

leur ont été avancées à crédit par des marchands ou des gens de métier, qu'ils se croient dans la nécessité d'emprunter à intérêt pour payer la dette. Le capital emprunté remplace les capitaux de leurs fournisseurs qui ne pouvoient l'être par les rentes de leurs terres. Ils n'empruntent pas proprement pour dépenser, mais pour remplacer un capital qu'ils avoient dépensé auparavant.

Presque tous les prêts à intérêt se font en monnoie, soit de papier, soit d'or & d'argent. Mais ce qu'il faut à l'emprunteur & ce que le prêteur lui fournit réellement, n'est pas la monnoie, mais la valeur de la monnoie, ou les marchandises qu'elle peut acheter. S'il en a besoin comme d'un fonds pour la consommation immédiate, il ne peut placer dans ce fonds que ces marchandises; & s'il en a besoin comme d'un fonds pour employer l'industrie, c'est avec ces marchandises seules qu'il peut fournir les outils, les matières & la subsistance pour la mettre en œuvre. Par le moyen du prêt, le prêteur transporte, pour ainsi dire, à l'emprunteur son droit à une certaine portion du produit annuel des ter-

re

res & du travail du pays, pour l'employer comme il voudra.

La quantité des fonds, ou, comme on s'exprime communément, la quantité d'argent qui peut être prêtée à intérêt dans un pays, n'est donc pas réglée par la valeur de l'argent, soit papier, soit monnoie, qui sert d'instrument aux différens prêts qui s'y font, mais par la valeur de cette partie du produit annuel qui, en sortant de dessus terre ou des mains des ouvriers productifs, est destinée non-seulement à remplacer un capital, mais un capital que le propriétaire ne se soucie pas de prendre la peine d'employer lui-même. Comme ces sortes de capitaux sont communément prêtés & remboursés en argent, ils constituent ce qu'on appelle l'intérêt de l'argent, qui est distinct de celui des terres, du commerce & des manufactures, en ce que les propriétaires n'y emploient pas eux-mêmes leurs capitaux. Cependant dans l'intérêt pécuniaire même, l'argent n'est, pour ainsi dire, que le véhicule qui fait passer d'une main dans l'autre ces capitaux que les propriétaires ne se soucient pas d'employer eux-mêmes. Ces

capitaux peuvent être plus grands, dans presque toute sorte de proportion, que le montant de l'argent qui sert à les transporter, les mêmes pièces de métal servant successivement pour différens prêts aussi bien que pour différens achats. A, par exemple, prête à W mille liv. st. avec lesquelles W achete aussitôt de B pour cette somme de marchandises. B, n'ayant que faire d'argent pour lui-même, prête à X les pièces qui composent identiquement cette somme, & X en achete immédiatement de C des marchandises pour même valeur. C, qui n'a pas plus besoin de cet argent que B, le prête encore à Y qui en achete encore des marchandises de D. Les mêmes morceaux, soit de métal, soit de papier, peuvent servir ainsi dans l'espace de quelques jours à trois différens prêts & à trois différens achats, chacun desquels égale en valeur tout le montant de ces pièces de monnaie. Ce que les trois hommes pécunieux A, B & C transportent ou cèdent aux trois emprunteurs W, X, Y, est le pouvoir de faire ces achats. C'est dans ce pouvoir que consistent & la valeur & l'usage des prêts. Le fonds prêté par les trois hommes à

argent est égal à la valeur des marchandises qu'il peut acheter, & il est trois fois plus grand que celui de l'argent avec lequel ont été faits les achats. Ces prêts cependant peuvent être tous parfaitement sûrs, les marchandises achetées par les différens débiteurs étant tellement employées qu'il se fasse au tems prescrit le remboursement d'une valeur égale, soit en argent, soit en papier, avec un profit; & comme les mêmes pieces de monnoie peuvent servir ainsi d'instrument à différens prêts pour trois fois, & par la même raison pour trente fois leur valeur, de même elles peuvent être l'instrument d'autant de remboursemens.

Un capital prêté à intérêt peut ainsi être considéré comme un transport d'une portion considérable du produit annuel qui se fait du prêteur à l'emprunteur, à condition que l'emprunteur en transportera de son côté, chaque année, une plus petite portion au prêteur pendant le cours du prêt (ce qui s'appelle *intérêt*), & qu'à la fin il lui cédera une portion aussi considérable que celle qui lui a été cédée d'abord, ce qui s'appelle *remboursement*. Quoique l'argent ou le papier serve gé-

néralement d'instrument de transport à la plus petite portion comme à la plus grande, il est totalement différent de ce qui se transporte par son moyen.

A mesure qu'il se fait une augmentation dans cette partie du produit annuel qui, au sortir de la terre ou des mains des ouvriers productifs, est destinée à remplacer un capital, il s'en fait une aussi dans ce qu'on appelle *l'intérêt pécuniaire*. L'augmentation de ces capitaux particuliers dont les propriétaires veulent tirer un revenu sans se donner la peine de les employer eux-mêmes, va naturellement avec l'augmentation générale des capitaux ; ou, en d'autres termes, à mesure que les fonds croissent, la quantité de fonds à prêter à intérêt devient de plus en plus grande.

A mesure que les fonds à prêter à intérêt augmentent, l'intérêt ou le prix qu'il faut payer pour l'usage de ces fonds diminue nécessairement, non-seulement par ces causes générales qui font diminuer ordinairement le prix des choses à mesure que leur quantité augmente, mais par des causes particulières. Dès que les capitaux augmen-

tent dans un pays, les profits qu'on peut faire avec eux diminuent nécessairement. Il devient de plus en plus difficile d'y trouver une méthode d'employer avantageusement un nouveau capital. Il s'établit en conséquence une concurrence entre différens capitaux, le propriétaire de l'un tâchant de se mettre en possession de l'emploi qui est occupé par un autre. Mais la plupart du tems il ne peut espérer de le supplanter qu'en offrant des conditions plus raisonnables. Il faut non-seulement qu'il vende ses marchandises un peu meilleur marché, mais, pour trouver à vendre, il faut quelquefois qu'il achete plus cher. Les fonds pour la subsistance du travail productif croissant de jour en jour, on demande continuellement plus de travail. Les ouvriers trouvent aisément de l'emploi, tandis que les propriétaires des capitaux trouvent difficilement des ouvriers à employer. La concurrence de ces propriétaires fait hausser le salaire du travail & baisser les profits des fonds. Mais quand les profits qu'on peut tirer de l'usage d'un capital diminuent de cette manière, pour ainsi dire, par les deux bouts, il est de toute nécessité

que le prix à payer pour cet usage, c'est-à-dire, le taux de l'intérêt diminue avec eux.

MM. Locke, Law & Montesquieu, & d'autres écrivains, semblent avoir imaginé que l'augmentation arrivée dans la quantité d'or & d'argent en conséquence de la découverte des Indes Occidentales Espagnoles, étoit la cause réelle de ce que le taux de l'intérêt avoit baissé dans la plus grande partie de l'Europe. Ces métaux, disent-ils, ayant perdu de leur valeur, en total, chaque portion a dû perdre de la sienne, & conséquemment le prix qu'on en pouvoit donner a dû baisser. Cette idée, qui, à la première vue, paroît si plausible, a été si bien exposée par M. Hume, qu'il est peut-être inutile d'en parler davantage. Cependant le raisonnement suivant, également court & simple, peut servir à développer plus clairement le sophisme qui semble avoir égaré ces auteurs.

Il paroît qu'avant la découverte des Indes Occidentales Espagnoles, le taux de l'intérêt étoit communément de dix pour cent dans la plus grande partie de l'Europe. Depuis ce tems il y est tombé en différens pays à six, cinq,

quatre & trois pour cent. Supposons que dans chacun de ces pays la valeur de l'argent ait baissé précisément dans la même proportion que le taux de l'intérêt, & que dans ceux, par exemple, où ce taux a été réduit de dix à cinq pour cent la même quantité d'argent puisse acheter à présent justement la moitié des marchandises qu'elle pouvoit acheter auparavant. Cette supposition ne se trouvera, je crois, nulle part conforme à la vérité; mais c'est la plus favorable à l'opinion que nous examinons. Or dans cette supposition même, il est absolument impossible que la diminution de la valeur de l'argent puisse avoir le moindre effet pour baisser le taux de l'intérêt. Si dans ces pays cent livres ne valent pas plus aujourd'hui que cinquante ne valoient alors, dix livres ne doivent pas valoir à présent plus que cinq ne valoient en ce tems-là. Quelles qu'aient été les causes qui ont fait baisser le capital, elles ont nécessairement fait baisser l'intérêt, & exactement dans la même proportion. La proportion entre la valeur du capital & celle de l'intérêt devoit avoir resté la même si le taux n'eût jamais changé. En changeant le

taux, au contraire, la proportion entre ces deux valeurs change nécessairement. Si cent livres st. ne valent aujourd'hui que ce que cinquante livres valaient alors, cinq livres ne peuvent valoir que ce que valaient alors deux livres & dix schelings. Ainsi, en réduisant le taux de l'intérêt de dix à cinq pour cent, nous donnons pour l'usage d'un capital qu'on suppose égal à une moitié de son ancienne valeur, un intérêt qui est seulement égal à la quatrième partie de l'ancien intérêt.

Toute augmentation qui se feroit dans la quantité d'argent, tandis que celle des marchandises qui circuleroient par le moyen de l'argent demeureroit la même, ne pourroit avoir d'autre effet que de diminuer la valeur de ce métal. La valeur nominale de toutes les sortes de marchandises seroit plus grande, mais leur valeur réelle seroit précisément la même qu'auparavant. On les échangeroit pour un plus grand nombre de pièces d'argent; mais la quantité de travail dont elles pourroient disposer, le nombre de gens qu'elles pourroient faire subsister & employer, seroient précisément les mêmes. Le capital du pays seroit le même.

me, quoiqu'il fallût davantage de pièces de monnoie pour en transporter une égale portion d'une main dans l'autre. Les actes de transport semblables à ceux que fait un notaire verbeux, seroient plus embarrassans; mais la chose transportée seroit précisément la même qu'auparavant, & ne pourroit produire que les mêmes effets. Les fonds pour le travail productif étant les mêmes, on demanderoit la même quantité de travail, & son prix ou salaire n'augmenteroit que nominalemeut. On le payeroit par un plus grand nombre de pièces d'argent; mais ces pièces n'acheteroient que la même quantité de marchandises. Les profits des fonds seroient les mêmes nominalemeut & réellement. Le salaire du travail se calcule ordinairement par la quantité d'argent qui se paye aux ouvriers; quantité qui peut augmenter sans qu'il soit plus grand, quoiqu'il le paroisse. Mais on ne calcule pas les profits des fonds par le nombre de pièces d'argent avec lesquelles ils se payent, mais par la proportion qu'ont ces pièces avec tout le capital employé. Ainsi on dit dans tel pays que cinq schelings par semaine

font le salaire ordinaire du travail , & que dix pour cent font les profits ordinaires des fonds. Mais tout le capital d'un pays étant le même qu'auparavant , la concurrence entre les différens capitaux des individus dans lesquels il feroit partagé , feroit également la même. Ils commerceroient tous avec les mêmes avantages & désavantages. La proportion ordinaire entre le capital & le profit feroit donc la même , & par conséquent aussi l'intérêt de l'argent , ce qu'on peut donner communément pour l'usage de l'argent étant nécessairement réglé par ce qu'on en peut faire.

Toute augmentation qui se feroit dans la quantité des marchandises qui circulent annuellement dans un pays , tandis que celle de l'argent qui circuleroit demeureroit la même , produiroit au contraire plusieurs effets importants , outre celui de faire hauffer la valeur de l'argent. Quoique le capital du pays restât nominalelement le même , il feroit réellement augmenté. On pourroit continuer de l'exprimer par la même quantité d'argent , mais il disposeroit d'une plus grande quantité de travail. La quantité de travail

productif qu'il pourroit faire subsister & employer seroit plus grande, & par conséquent on en demanderoit davantage. Le salaire hausseroit naturellement avec la demande, & cependant il pourroit baisser en apparence. On pourroit le payer avec une moindre quantité d'argent; mais cette moindre quantité pourroit acheter plus de marchandises qu'on n'en avoit auparavant avec une plus grande. Les profits des fonds diminueroient réellement & en apparence. Tout le capital du pays étant augmenté, la concurrence entre les différens capitaux dont il seroit composé augmenteroit naturellement avec lui. Les propriétaires de ces capitaux particuliers seroient obligés de se contenter d'une moindre portion dans le produit du travail qu'emploieroient leurs capitaux respectifs. L'intérêt de l'argent, marchant de pair avec les profits des fonds, pourroit diminuer beaucoup, quoique la valeur de l'argent ou la quantité de marchandises que chaque somme particulière pourroit acheter, fût fort augmentée.

Dans certains pays l'intérêt de l'argent a été défendu par les loix. Mais comme on peut faire par-tout quelque

chose avec de l'argent , on doit payer par-tout quelque chose pour l'usage qu'on en fait. L'expérience a montré que ce règlement ne faisoit qu'aggraver le mal de l'usure au lieu de le prévenir, le débiteur étant obligé de payer non seulement pour l'usage de l'argent, mais pour le risque que son créancier court en acceptant une compensation pour cet usage. Il est obligé, si on peut ainsi parler, à devenir l'assureur de son créancier contre les peines décernées à l'usure.

Dans les pays où l'intérêt est permis, la loi , pour prévenir les extorsions de l'usure, fixe généralement le plus haut taux qu'on puisse prendre sans encourir une peine. Ce taux doit toujours être un peu au dessus du plus bas prix courant ou du prix qui se paye communément pour l'usage de l'argent par ceux qui peuvent donner les meilleures sûretés. Si ce taux légal étoit fixé au dessous du plus bas prix courant, les effets de cette fixation seroient approchant les mêmes que ceux d'une prohibition totale de l'intérêt. Le créancier ne prêterait point son argent pour moins que n'en vaut l'usage, & il faut que le débiteur lui paye le risque qu'il

court en acceptant la valeur entiere de cet usage. Si on fixe le taux précisément au plus bas prix courant, on ruine, parmi les honnêtes gens qui respectent les loix du pays, le crédit de tous ceux qui ne peuvent donner les meilleures sûretés, & on les oblige d'avoir recours à des usuriers exorbitans. Dans un pays tel que la Grande-Bretagne, où l'on prête à trois pour cent au gouvernement, & aux particuliers qui ont de quoi répondre, à quatre & à quatre & demi pour cent, le taux légal actuel de cinq pour cent est peut-être aussi convenable qu'aucun autre.

Il faut encore que le taux légal ne soit pas fort au dessus du prix courant. Si, par exemple, il étoit fixé en Angleterre à huit ou dix pour cent, la plus grande partie de l'argent à prêter seroit prêtée à des prodigues ou à des faiseurs de projets qui seuls voudroient le prendre à si gros intérêt. Les gens sages qui ne veulent donner pour l'usage de l'argent qu'une partie de ce qu'ils peuvent compter en faire, ne se mettroient pas sur les rangs pour emprunter. Ainsi une grande partie du capital du pays n'iroit pas dans les mains capables d'en tirer un bon parti, & il

feroit jeté dans celles qui feroient les plus propres à le confumer & à le détruire. Si au contraire le taux légal de l'intérêt est simplement fixé un peu au dessus du taux courant le plus bas, on donne universellement la préférence aux gens sages, & on leur prête plutôt qu'aux gens prodigues & portés à de folles entreprises. Le prêteur tire presque autant d'intérêt des premiers qu'il oseroit en prendre des derniers, & son argent est placé bien plus sûrement dans les mains des uns que dans celles des autres. Une grande partie du capital du pays tombe ainsi entre les mains les plus capables de le faire valoir avec avantage.

Il n'y a point de loi qui puisse réduire le taux de l'intérêt au dessous du taux courant le plus bas qui existe dans le tems qu'elle est portée. En 1766, le roi de France a tenté de mettre à quatre pour cent le taux de l'intérêt qui étoit à cinq. Malgré son édit, l'on continue d'y prêter à cinq pour cent, la loi se trouvant éludée en bien des manières.

Il est à observer que le prix courant ordinaire des terres, dépend par-tout du taux courant ordinaire de l'intérêt.

Celui qui possède un capital dont il veut tirer un revenu sans prendre la peine de l'employer lui-même, délibère s'il en achètera une terre, ou s'il le placera à intérêt. La sûreté supérieure d'une terre, avec quelques autres avantages qui accompagnent toujours cette espèce de propriété, le dispose généralement à préférer un moindre revenu qu'il tirera d'une terre à celui qu'il pourroit avoir en prêtant son argent à intérêt. Ces avantages suffisent pour compenser ce qu'il y a de moins en revenu, mais ils n'en peuvent compenser qu'une certaine différence; car si elle étoit plus grande, & que la rente d'une terre fût trop au dessous de l'intérêt de l'argent, personne n'achèteroit plus de terre, & leur prix ordinaire seroit bientôt réduit. Si ces avantages, au contraire, faisoient plus que compenser cette différence, chacun achèteroit des terres, & aussi-tôt elles hausseroient de prix. Lorsque l'intérêt étoit à dix pour cent, les terres se vendoient communément pour dix ou douze années du revenu. A mesure qu'il est tombé à six, à cinq & à quatre pour cent, le prix des terres s'est élevé au denier vingt, au denier vingt-cinq &

au denier trente. Le taux courant de l'intérêt est plus haut en France qu'en Angleterre, & le prix commun des terres y est plus bas. En Angleterre elles se vendent communément au denier trente, & en France au denier vingt.

CHAPITRE V.

Des différens emplois des capitaux.

QUOIQUE tous les capitaux soyent destinés à entretenir le seul travail productif, cependant la quantité de travail que des capitaux égaux peuvent mettre en mouvement, varie extrêmement selon la diversité de l'emploi qu'on en fait; & on peut en dire autant de la valeur que cet emploi ajoute au produit annuel de la terre & du travail du pays.

Un capital peut s'employer de quatre différentes manières; 1°. en procurant à la société le produit brut qu'il lui faut annuellement pour son usage & sa consommation; 2°. en manufacturant & en préparant ce produit brut pour l'usage & la consommation immédia-

te; 3°. en transportant le produit brut ou manufacturé des lieux où il abonde en ceux où il manque; 4°. en divisant des portions particulieres de l'un & de l'autre produit en petites parcelles, telles que ceux qui en ont besoin s'en accommodent. Le premier emploi des capitaux est celui qu'en font ceux qui entreprennent d'amender & de cultiver les terres, les mines ou les pêcheries; le second est celui de tous les maîtres manufacturiers; le troisieme celui des marchands en gros, & le quatrieme celui des marchands détailliers. Il est difficile de concevoir qu'on emploie un capital de quelque maniere qui ne puisse se rapporter à aucun de ces quatre chefs.

Chacune de ces quatre méthodes est essentiellement nécessaire, soit à l'existence ou à l'extension des trois autres, soit à la commodité générale de la société.

Si l'on n'employoit pas un capital à fournir le produit brut jusqu'à un certain degré d'abondance, il n'y auroit ni manufactures, ni commerce d'aucune espece.

Si l'on n'employoit pas un capital à manufacturer cette partie du produit

qui a besoin d'une assez grande préparation pour devenir propre à l'usage & à la consommation, ou ce produit ne viendrait pas, parce qu'on n'en demanderait point; ou s'il venoit naturellement, il n'auroit aucune valeur dans les échanges, & il n'ajouterait rien à la richesse de la société.

Si l'on n'employoit pas un capital à transporter le produit brut ou manufacturé des endroits où il abonde en ceux où il manque, il ne pourroit y en avoir que ce qui seroit nécessaire pour la consommation du voisinage. Le capital du marchand échange le surabondant du produit d'un lieu contre celui d'un autre lieu, & par là il encourage l'industrie, & augmente les jouissances de tous les deux.

Si l'on n'employoit pas un capital à diviser & à morceler certaine portion du produit, soit brut, soit manufacturé, de manière que ceux qui n'en demandent que de petites parcelles en aient, chaque homme seroit obligé d'acheter plus de marchandises qu'il ne lui en faudroit pour ses besoins immédiats. Si, par exemple, il n'y avoit point de boucher, ni de gens qui en fissent les fonctions, chaque homme seroit obli-

gé d'acheter tout-à-la fois un bœuf ou un mouton entier, ce qui seroit généralement incommode pour les riches, & beaucoup plus pour les pauvres. Qu'un pauvre ouvrier soit obligé d'acheter à la fois des vivres pour un ou pour six mois, une grande partie des fonds qu'il employe comme capital à se procurer des instrumens de son métier & à fournir sa boutique, & dont il tire un revenu, ne lui rapportera plus rien, parce qu'il fera obligé de la placer dans cette partie de son fonds qui est réservée pour la consommation immédiate, & qui ne lui rapporte aucun revenu. Rien ne lui convient mieux que de pouvoir acheter sa subsistance d'un jour à l'autre, ou même d'heure en heure, à mesure qu'il a des besoins. Par-là il se trouve en état d'employer presque tout son fonds comme capital; il peut fournir de l'ouvrage pour une plus grande valeur, & le profit qu'il y fait est bien plus grand que la compensation du prix qu'ajoute aux marchandises le profit du détailleur. Les préjugés de quelques écrivains politiques contre les artisans tenant boutique, & les marchands sont totalement dénués de fondement. Tant

s'en faut qu'il soit nécessaire de les taxer, ou de réduire leur nombre qu'ils ne peuvent jamais se multiplier assez pour nuire au public, quoique par une trop grande multiplication ils puissent se nuire les uns aux autres. La quantité de merceries, par exemple, qui peut être vendue dans une ville particulière, est limitée par la demande de cette ville & de son voisinage. Ainsi le capital qui peut être employé dans le commerce de la mercerie, ne peut excéder ce qui suffit pour acheter cette quantité. Si ce capital est partagé entre deux marchands épiciers, leur concurrence tend à ce qu'ils vendent l'un & l'autre moins cher que s'il étoit dans les mains d'un seul; & s'il étoit partagé entre vingt, leur concurrence seroit justement d'autant plus grande, & le risque qu'ils ne se liguassent ensemble pour hausser le prix, seroit justement d'autant plus petit. Leur concurrence pourroit peut-être ruiner quelqu'un d'eux; mais prendre de l'inquiétude à cet égard, c'est l'affaire des parties intéressées, & on peut en toute sûreté s'en reposer sur leur discrétion. Cette concurrence ne peut porter aucun préjudice au consommateur, ni au pro-

ducteur. Au contraire, elle tend nécessairement à ce que les marchands détailliers vendent meilleur marché, & achètent plus cher, que si tout le commerce se faisoit par le monopole d'une ou deux personnes. Il est possible que quelqu'un d'eux induise une pratique foible à lui acheter ce dont elle n'a que faire. Mais cet inconvénient est trop léger pour mériter l'attention publique, & on ne l'empêcheroit pas en limitant le nombre des vendeurs. Pour donner un exemple dans une chose qu'on est le plus porté à regarder comme dangereuse, ce n'est point la multitude des cabarets à biere qui occasionne parmi le bas peuple une disposition générale à l'ivrognerie; mais c'est cette disposition qui, provenant d'autres causes, donne nécessairement de l'emploi à une multitude de ces cabarets.

Ceux qui employent leurs capitaux de quelqu'une de ces quatre manieres sont eux-mêmes des ouvriers productifs. Leur travail bien dirigé se fixe & se réalise dans le sujet ou la marchandise vénale sur lequel il s'exerce, & au prix duquel il ajoute au moins la valeur de leur subsistance & de leur consommation. Les profits du fermier, du

manufacturier, du marchand en gros & du détailleur, viennent tous du prix des marchandises que les deux premiers produisent, & que les deux derniers vendent & achètent. Cependant, des capitaux égaux employés de chacune de ces quatre manières, mettront en mouvement des quantités de travail productif fort différentes, & ils augmentent aussi dans des proportions fort différentes la valeur du produit annuel de la terre & du travail de la société à laquelle ils appartiennent.

Le capital du détailleur remplace avec ses profits celui du marchand dont il achète des marchandises, & par-là il le met en état de continuer son commerce. Le détailleur est lui-même le seul ouvrier productif que ce capital emploie. C'est dans ses profits que consiste toute la valeur que son commerce ajoute au produit annuel des terres & du travail de la société.

Le capital du marchand grossier remplace avec leurs profits les capitaux des fermiers & des manufacturiers dont il achète le produit brut & manufacturé qui entre dans son négoce, & par-là il les met en état de continuer leurs commerces respectifs. C'est principale-

ment par ce service qu'il contribue indirectement à soutenir le travail productif de la société, & à augmenter la valeur de son produit annuel. Son capital emploie aussi les gens de mer & les voituriers qui transportent les marchandises d'un endroit à l'autre, & il augmente ainsi le prix de ces marchandises, non-seulement de ses profits, mais de leurs salaires. C'est-là tout le travail productif qu'il met en mouvement, & toute la valeur qu'il ajoute immédiatement au produit annuel ; son opération, à ces deux égards, ne puisse pas d'être assez supérieure à celle du capital du détailleur.

Une partie du capital du maître manufacturier est employée comme un capital fixe en instrumens de son métier, & remplace avec ses profits celui de quelque autre ouvrier dont il les achète. Une partie de son capital circulant est employée à l'achat des matières, & remplace, avec leurs profits, les capitaux des fermiers & des entrepreneurs des mines qui les lui vendent. Mais il y en a toujours une grande partie qui, soit annuellement, soit dans un espace plus court, se distribue parmi les différens ouvriers qu'il emploie. Elle

augmente la valeur de ces matieres par leurs salaires & par les profits de leurs maîtres sur tous les fonds des salaires matieres, & instrumens de métier qui sont employés en ce genre. Elle met par conséquent en mouvement une bien plus grande quantité de travail productif, & ajoute une bien plus grande valeur au produit annuel des terres & du travail de la société, que ne le fait un capital égal entre les mains de quelque marchand grossier que ce puisse être.

A égalité de capitaux, il n'y en a point qui mette plus de travail productif en mouvement que celui du fermier. Non-seulement ses domestiques, mais ses animaux de labour sont des ouvriers productifs. D'ailleurs, en agriculture, la nature travaille avec l'homme, & quoique ce travail ne coûte rien à l'homme, son produit a sa valeur aussi bien que celui des ouvriers qui coûtent le plus. Quoique les opérations de l'agriculture augmentent la fertilité du sol, il semble que le but des plus importantes soit moins de l'augmenter que de la diriger pour faire produire à la nature les plantes les plus utiles à l'homme. Un champ cou-

vert

vert de ronces peut souvent produire autant de végétaux que les vignobles & les terres à grains les mieux cultivées. Souvent les plantations & le labourage réglent plutôt qu'elles n'animent la fécondité de la nature, & après tout le travail de planter & de labourer, il lui reste encore une grande partie de l'ouvrage à faire. Ainsi les hommes & les animaux employés dans l'agriculture n'opèrent pas seulement, de même que les ouvriers dans les manufactures, la reproduction d'une valeur égale à leur consommation, ou au capital qui les emploie, y compris les profits des propriétaires de ce capital, mais la valeur de leur reproduction est beaucoup plus grande. Outre le capital du fermier & tous ses profits, cette reproduction donne encore régulièrement la rente du propriétaire de la terre. Cette rente peut être considérée comme le produit de ces puissances de la nature, dont le propriétaire prête l'usage au fermier. Il est plus grand ou plus petit, selon l'étendue qu'on suppose à ces forces ou puissances, ou, en d'autres termes, selon la fertilité naturelle ou acquise de la terre. C'est l'ouvrage de la nature qui reste après avoir

déduit ou compensé tout ce qui peut être considéré comme l'ouvrage de l'homme. Il est rarement moins que le quart, & souvent plus du tiers du produit. Il n'y a point de manufactures où une égale quantité de travail puisse occasionner une aussi grande reproduction. La nature n'y fait rien, l'homme y fait tout, & la reproduction doit toujours être en proportion de la force des agens qui l'occasionnent. Ainsi le capital employé en agriculture met non-seulement en mouvement une plus grande quantité de travail productif qu'un capital égal employé dans les manufactures, mais en proportion de la quantité de travail productif qu'il emploie, il ajoute encore une bien plus grande valeur au produit annuel des terres & du travail du pays, à la richesse réelle & au revenu de ses habitans. De toutes les manières dont un capital peut être employé, celle-là est donc de beaucoup plus avantageuse à la société.

Les capitaux employés dans l'agriculture & dans le commerce de détail d'une société, résident toujours dans son intérieur, leur emploi étant attaché aux lieux où il se fait, à la ferme, à

outique du détailleur. Ils doivent aussi généralement appartenir à des membres résidens de la société, quoique la chose ne soit pas sans exception.

Le capital du marchand grossier pa-
 ôit, au contraire, n'avoir point de
 résidence fixe ou nécessaire; il peut er-
 rer d'un endroit à l'autre, selon qu'il
 peut acheter meilleur marché ou ven-
 dre plus cher.

Il faut, sans doute, que le capital du
 manufacturier réside où est sa manufac-
 ture; mais où sera-t-elle? C'est ce qui
 n'est pas déterminé nécessairement. El-
 le peut être à une grande distance du
 lieu où croissent les matières, & de ce-
 lui où ses marchandises se consomment.
 On est fort éloigné, tant des endroits
 qui lui fournissent les matières que de
 ceux qui les consomment. Les Siciliens
 portent des soies fabriquées dans d'au-
 tres pays, & produites par le leur. Une
 partie des laines d'Espagne se travail-
 lent en Angleterre, d'où elles retournent
 manufacturées couvrir les Espagnols.

Il importe peu que le marchand dont
 le capital exporte le surabondant du
 produit d'une société soit naturel du
 pays ou étranger. Si c'est un étranger,
 le nombre des ouvriers du pays est né-

cessairement moindre d'une unité que si c'étoit un membre de la société, & la valeur du total des profits sera moindre des profits que fera cet étranger. Les gens qu'il emploie pour le transport par mer & par terre peuvent être indifféremment de son pays ou d'un autre, & sa qualité d'étranger ne change rien à cet égard. Le capital d'un étranger donne une valeur au surabondant du produit d'un pays tout aussi bien que le capital d'un naturel, parce qu'il l'échange contre quelque chose dont ce pays a besoin. Il remplace tout aussi bien le capital de la personne qui produit ce surabondant, & la met également en état de continuer ses entreprises. C'est principalement par ce service que le capital d'un marchand en gros contribue à maintenir le travail productif, & à augmenter la valeur du produit annuel de la société à laquelle il appartient.

Il est d'une plus grande conséquence, que le capital du manufacturier ne soit pas hors du pays. Il met nécessairement en mouvement une plus grande quantité de travail productif, & ajoute une plus grande valeur au produit annuel des terres & du travail de la so-

ciété. Il peut cependant être utile à un pays, quoiqu'il n'y réside point. Les capitaux des manufacturiers anglois qui travaillent le chanvre & le lin qu'on importe annuellement des côtes de la mer Baltique, sont sûrement utiles aux pays qui les produisent. Ces matieres sont une partie de leur surabondant, qui, si elle n'étoit échangée pour quelque autre chose dont on y a besoin, n'auroit aucune valeur, & cesseroit aussi - tôt d'être produite. Les marchands qui les exportent remplacent les capitaux des producteurs; par-là ils les encouragent à continuer leur culture, & les manufacturiers anglois remplacent les capitaux de ces marchands.

Tel pays, comme telle personne, peut n'avoir pas assez de capital pour labourer & cultiver toutes les terres, pour manufacturer & préparer tout le produit brut qu'il faut pour son usage & sa consommation immédiate, & pour transporter le surplus de son produit brut & manufacturé à ces marchés éloignés où il peut être échangé contre des choses dont il a besoin. Les habitants de plusieurs parties de la Grande-Bretagne n'ont pas un capital suffi-

fant pour améliorer & cultiver toutes leurs terres. Une grande partie des laines des comtés méridionaux de l'Angleterre se fait un long trajet de terre par de fort mauvais chemins , pour venir dans l'Yorkshire où elle est manufacturée faute d'un capital suffisant pour la fabriquer dans les lieux de sa naissance. Il y a dans la Grande-Bretagne plusieurs petites villes à manufacture qui n'ont point assez de capital pour transporter le produit de leur industrie jusqu'à ces marchés éloignés où se fait la demande & la consommation. Elles ont quelques marchands , ils sont proprement que les agens d'autres marchands plus riches qui résident dans quelque'une des plus grandes villes de commerce.

Lorsque le capital d'un pays ne suffit pas pour tous ces trois objets , plus grande sera la portion qu'on en emploiera dans l'agriculture , plus grande sera la quantité du travail produit qu'elle mettra en mouvement dans l'intérieur , & plus grande sera pareillement la valeur qu'ajoutera cet emploi au produit annuel des terres & du travail de la société. Après l'agriculture , c'est le capital employé dans les manufac-

res qui met le plus de travail productif en mouvement, & qui ajoute le plus de valeur au produit annuel. Celui qu'on emploie dans le commerce d'exportation y contribue le moins des trois.

Le pays qui n'a point assez de capital pour remplir tous ces trois objets, n'est véritablement pas encore parvenu à ce degré d'opulence auquel il paroît naturellement destiné. Si cependant on vouloit les remplir trop tôt, & avec un capital insuffisant, ce ne seroit pas le plus court moyen d'en acquérir un assez considérable; ce qui est également vrai d'une société & d'un individu. Le capital de tous les individus d'une nation a ses limites comme celui d'un seul, & il n'est capable d'exécuter que certaines choses. Le capital de tous les individus d'une nation s'accroît de la même manière que celui d'un seul, en accumulant continuellement, & en y ajoutant ce qu'ils épargnent de leur revenu. Il ne doit donc jamais grossir plus vite que quand il est employé de la manière où il rapporte le plus grand revenu à tous les habitans du pays, puisque c'est alors qu'il les met en état de faire les plus grandes épargnes. Or le revenu de tous les habitans du pays

est nécessairement en proportion avec la valeur du produit annuel de leurs terres & de leur travail.

La principale cause du rapide progrès de nos colonies américaines vers la richesse & la grandeur, a été que jusqu'à présent presque tous leurs capitaux ont été employés dans l'agriculture. Elles n'ont point de manufactures, si ce n'est celles dont le ménage ne peut se passer, & les plus grossières qui accompagnent toujours les progrès de l'agriculture, & qui font l'ouvrage de femmes & des enfans de chaque famille particulière. La plus grande partie de l'exportation & du commerce des côtes de l'Amérique se fait par les capitaux marchands qui résident en Angleterre. Les amas même & les magasins où l'on vend les marchandises en détail dans quelques provinces, particulièrement dans la Virginie & Maryland, appartiennent la plupart des marchands résidens dans la métropole, & font un de ces exemples rares d'une société où le commerce de détail se fait par les capitaux de gens qui n'en sont pas membres résidens. Si les Américains se ligueroient ou usoient de tout autre moyen violent pour ac-

ter l'exportation des manufactures européennes, & pour procurer ainsi le monopole à ceux de leurs compatriotes qui pourroient manifacter chez eux ce qu'on leur apporte d'ailleurs; la partie considérable de leur capital irait là; bien loin d'accélérer l'accroissement ultérieur dans la valeur de leur produit annuel, ils le retarderoient, ils reculeroient, au lieu d'avancer sur le chemin de la richesse & de la grandeur. C'est ce qui leur arriveroit encore plutôt, s'ils entreprennent de même de faire à eux seuls le commerce d'exportation.

Véritablement il ne paroît pas que le cours de la prospérité humaine ait jamais été d'une assez longue durée pour donner le tems à un pays vaste d'acquérir un capital qui suffise à remplir ces trois objets. Après tout ce qu'on a débité de merveilleux sur l'opulence & la culture de la Chine, sur celles de l'ancienne Egypte, & sur l'ancien Etat de l'Indostan, il se trouve que ces trois contrées même, que toutes les relations donnent pour les plus riches qui aient jamais été, sont principalement renommées pour leur supériorité dans l'agriculture & les ma-

nufactures, & non pour le commerce étranger. Les anciens Egyptiens avoient une antipathie superstitieuse pour le commerce, superstition qui regne encore parmi les Indiens & les Chinois & n'ont jamais excellé dans le commerce étranger. La plus grande partie du produit abondant de ces trois riches pays semble avoir été toujours exportée par des étrangers qui donnoient en échange quelque autre chose qu'on y demandoit, souvent de l'or & de l'argent. C'est ainsi que le même capital dans un pays mettra plus ou moins de travail productif en mouvement, & qu'il ajoutera plus ou moins de valeur au produit annuel de ses terres & de son travail, selon les différentes proportions où il sera employé dans l'agriculture, les manufactures & le commerce en gros. La différence est aussi fort grande, selon les différentes sortes de commerce en gros dans lesquelles une partie de ce capital se trouve employé.

Tout commerce en gros, tout accordé dans la vue de revendre en gros, peut se réduire à trois especes, le commerce intérieur, le commerce extérieur de consommation, & le commerce de transport. Le commerce intérieur achete

produit de l'industrie du pays dans une partie du même pays, & le vend dans une autre. Le commerce étranger de consommation achete des marchandises étrangères pour être consommées dans le pays. Le commerce de transport fait le commerce des pays étrangers, ou transporte leur surabondance de l'un à l'autre.

Le capital employé dans le commerce intérieur remplace généralement deux capitaux distinctifs, tous deux employés dans l'agriculture & les manufactures du pays, qui par-là se trouvent en état d'en faire le même emploi. Quand il envoie une certaine valeur de marchandises, il en ramène généralement d'autres qui sont au moins d'une valeur égale. Quand les unes & les autres sont le produit de l'industrie domestique, il remplace nécessairement par chaque opération de ce genre deux capitaux distincts, qui tous deux ont été employés à soutenir le travail productif, qui par-là se trouve encore en état de continuer. Le capital qui envoie à Londres des marchandises manufacturées en Ecosse, & qui en rapporte du bled & d'autres marchandises angloises à Edimbourg, remplace né-

cessairement par une telle opération, deux capitaux britanniques employés dans l'agriculture & les manufactures de la Grande-Bretagne.

Le capital qui achète des marchandises étrangères pour la consommation intérieure, remplace aussi deux capitaux distincts, lorsque cet achat se fait du produit de l'industrie domestique. Le capital qui envoie des marchandises angloises en Portugal, & qui rapporte en Angleterre des marchandises portugaises, remplace par chaque opération de ce genre un seul capital anglois; l'autre est un capital portugais. Ainsi quand les retours du commerce étranger de consommation seroient aussi prompts que ceux du commerce intérieur, le capital qu'on y emploie ne donneroit que moitié de l'encouragement à l'industrie ou au travail productif du pays.

Mais il est rare que les retours du commerce étranger de consommation soient aussi prompts que ceux du commerce intérieur. Ceux-ci se font généralement avant la fin de l'année, & quelquefois trois ou quatre fois par an. Les retours du commerce extérieur de consommation ne se font guere

avant la fin de l'année, & quelquefois qu'au bout de deux ou trois ans. Un capital employé dans le commerce intérieur fera donc quelquefois douze opérations, ou il ira & reviendra douze fois avant que le capital employé dans le commerce extérieur de consommation le fasse une fois. En supposant donc l'égalité dans ces capitaux, il y en a un qui donnera vingt-quatre fois plus d'encouragement & de soutien que l'autre à l'industrie du pays.

Il peut arriver que les marchandises étrangères pour la consommation intérieure soient achetées non avec le produit de l'industrie domestique, mais avec d'autres marchandises étrangères. Il faut cependant que ces dernières aient été achetées ou immédiatement avec ce produit, ou avec quelque chose qu'il ait acheté; car, excepté le cas de guerre & de conquête, les marchandises étrangères ne peuvent jamais s'acquérir qu'en échangeant contr'elles quelque chose qui ait été produit dans le pays, soit qu'on le donne immédiatement, soit qu'on en donne la valeur acquise par des échanges plus ou moins nombreux qui aient précédé. Ainsi les effets d'un capital

employé dans un commerce étranger de consommation qui prend le grand tour, font, à tous égards, les mêmes que ceux d'un capital employé dans le commerce le plus direct du même genre, excepté que les retours finaux doivent être naturellement encore plus éloignés, parce qu'ils dépendent des retours de deux ou trois commerces étrangers distincts. Si on achète le lin & le chanvre de Riga avec du tabac de Virginie pour lequel on a donné des manufactures angloises, il faut que le marchand attende les retours de deux commerces étrangers distincts avant qu'il puisse employer le même capital à racheter une pareille quantité de manufactures angloises. Il attendra les retours de trois, si le tabac de Virginie n'a point été acheté avec des manufactures angloises, mais avec du sucre ou du rum de la Jamaïque, que ces marchandises manufacturées angloises auront achetés. S'il arrivoit que ces deux ou trois commerces étrangers distincts se fissent par deux ou trois marchands différens, dont le second acheteroit les marchandises importées par le premier, & le troisième celles importées par le second pour

les exporter de nouveau, dans ce cas chaque marchand recevrait véritablement plus promptement les retours de son capital ; mais les retours finals de tout le capital employé dans ce commerce seroient justement aussi lents. Que ce capital qui prend ainsi des détours soit employé par un seul ou par trois marchands, il n'en résulte aucune différence pour le pays, quoiqu'il puisse y en avoir une pour les marchands particuliers. Pour échanger une certaine valeur de marchandises angloises contre une certaine quantité de lin & de chanvre, il faut dans les deux cas un capital trois fois plus grand qu'il ne l'auroit fallu si ces marchandises & le lin & le chanvre avoient été échangées directement les unes contre les autres. Il suit de là que tout le capital employé dans cette sorte de commerce étranger de détour donnera généralement à l'industrie & au travail productif du pays moins d'encouragement & de support qu'un capital égal employé dans un commerce plus direct de la même espèce.

Quelle que soit la marchandise étrangère avec laquelle on achète au dehors pour la consommation du dedans, elle

ne peut occasionner de différence essentielle, soit dans la nature du commerce, soit dans l'encouragement & l'appui qu'il peut donner au travail productif du pays d'où il se fait. Si, par exemple, on achete chez l'étranger avec de l'or du Brésil ou avec de l'argent du Pérou, il faut que, comme le tabac de Virginie, cet or & cet argent aient été achetés avec quelque chose qu'ait produit l'industrie du pays ou avec quelque autre chose que ce produit ait acheté. Le commerce étranger de consommation qui se fait avec de l'or & de l'argent a donc, par rapport au travail productif du pays, tous les mêmes avantages & les mêmes inconvéniens que tout autre commerce de détour de la même espèce, & il remplacera précisément aussi vite ou aussi lentement le capital employé immédiatement à soutenir le travail productif. Il paroît même avoir un avantage particulier. Le transport de ces métaux d'un endroit à l'autre est, à raison de leur peu de volume & de leur grande valeur, moins dispendieux que celui de presque toutes les marchandises étrangères d'une valeur égale; leur fret est moindre, & l'assurance

est la même. On peut donc souvent acheter, par le moyen de l'or & de l'argent, une égale quantité de marchandises étrangères avec une moindre quantité du produit de l'industrie domestique, qu'on ne l'achèteroit par intervention de toute autre marchandise étrangère. Souvent on peut fournir à la demande du pays plus complètement & à moins de frais de cette manière que d'aucune autre. Savoir, par l'exportation continuelle de ces métaux, un commerce de cette espèce ne peut appauvrir le pays d'où il se fait, c'est ce que j'aurai occasion d'examiner fort au long dans la suite.

La partie du capital employée dans le commerce de transport est totalement soustraite au travail productif du pays qui l'emploie, & va soutenir celui des pays étrangers. Quoiqu'il puisse employer par chaque opération deux capitaux distincts, ces capitaux appartiennent aux étrangers. Le capital du marchand hollandois qui transporte du blé de Pologne en Portugal, & qui apporte des fruits & des vins de Portugal en Pologne, remplace par chacune de ces opérations deux capitaux dont aucun n'a été employé à soute-

nir le travail productif de la Hollande mais à soutenir l'un le travail productif de la Pologne, & l'autre celui du Portugal. Les profits seuls reviennent régulièrement à la Hollande, & forment toute l'addition que ce commerce fait nécessairement au produit annuel de ses terres & de son travail. Il est vrai que quand le commerce de transport se fait avec les vaisseaux & les hommes de mer du pays même qui le fait, la partie de son capital qui paye le fret, se distribue parmi un certain nombre d'ouvriers productifs du pays & les met en mouvement. Presque toutes les nations qui s'y sont beaucoup adonnées l'ont réellement fait ainsi, & c'est probablement de là que ce commerce a tiré son nom, les gens de ce pays là étant ceux qui transportent dans d'autres pays. Cependant il n'est pas de l'essence de ce commerce qu'il se fasse de cette manière. Des marchands hollandois, par exemple, peuvent employer le capital à faire le commerce de Pologne & de Portugal, en transportant une partie du surabondant de l'une dans l'autre avec des vaisseaux non hollandois, mais anglois. On peut présumer qu'ils en usent ainsi.

dans certaines occasions particulieres. C'est cependant ce qui a fait supposer que le commerce de transport étoit spécialement avantageux à un pays tel que la Grande-Bretagne, dont la défense & la sûreté dépendent du nombre de ses gens de mer & de ses vaisseaux. Mais avec le même capital on peut employer autant de matelots & de vaisseaux dans le commerce étranger de consommation, ou dans le commerce intérieur de cabotage, que dans le commerce de transport. Le nombre des matelots & des vaisseaux qu'un capital particulier peut employer ne dépend pas de la nature du commerce, mais en partie du volume des marchandises en proportion de leur valeur, & en partie de la distance des ports qu'elles ont à franchir ; il dépend sur-tout de la premiere de ces deux circonstances. Par exemple, le commerce de charbon, qui se fait de Newcastle à Londres, employe plus de vaisseaux que tout le commerce de transport ne fait par l'Angleterre ; quoique Newcastle & Londres ne soient pas bien éloignées. Ainsi la marine d'un pays n'augmentera pas toujours nécessairement par les

encouragemens extraordinaires qu'on donnera pour faire passer dans le commerce de transport une plus grande portion du capital de ce même pays.

Il suit de ce que nous venons de dire, que le capital employé dans le commerce intérieur d'un pays donnera généralement de l'encouragement & du support à une plus grande quantité de son travail productif, & augmentera davantage la valeur de son produit annuel qu'un capital égal employé dans le commerce étranger de consommation; & que le capital employé dans ce dernier commerce a, sous ce double rapport, encore plus d'avantage sur un capital égal employé dans le commerce de transport. La richesse & la puissance d'un pays (en tant que la puissance dépend de la richesse), doivent toujours être en proportion à la valeur de son produit annuel, qui est en dernière analyse le fonds où se prennent toutes les taxes. Or le grand objet de l'économie politique de chaque pays est d'augmenter ses richesses & sa puissance. Donc elle ne doit pas donner de préférence ni d'encouragement supérieur au commerce étran-

per de consommation sur le commerce intérieur, ni au commerce de transport sur les deux autres. Elle ne doit ni pousser violemment, ni attirer dans aucun de ces deux canaux plus du capital du pays qu'il n'y en entreroit naturellement & sans que le gouvernement s'en mêlât.

Cependant chacune de ces différentes branches est non-seulement avantageuse, mais nécessaire & inévitable, quand le cours des choses les amène naturellement sans contrainte & sans violence.

Lorsque le produit d'une branche particulière d'industrie excède les besoins & la demande du pays, il faut envoyer le surplus au dehors & l'échanger contre quelque chose qu'on veuille avoir dans le pays. Sans cette exportation, une partie du travail productif du pays cesseroit nécessairement, & la valeur de son produit annuel diminueroit. Les terres & le travail de la Grande-Bretagne produisent généralement plus de bled, de laines & de quincailleries qu'il n'en faut pour son usage. Il faut donc qu'elle en envoie le surplus au dehors, & qu'elle l'é-

change pour quelque chose qu'elle est bien aise d'avoir. C'est par le seul moyen de cette exportation que son surabondant peut acquérir une valeur capable de compenser le travail & la dépense qu'il en a coûté pour le produire. Le voisinage des côtes de la mer & les bords de toutes les rivières navigables ne sont des situations avantageuses pour l'industrie que parce qu'ils facilitent l'exportation & l'échange du surabondant pour quelque autre chose dont on a besoin.

Lorsque les marchandises étrangères qu'on achète avec le surplus du produit de l'industrie domestique excèdent la demande qu'on en fait dans le pays, l'excédent doit encore être renvoyé dehors & échangé pour quelque chose qu'on veuille avoir au dedans. Avec une partie du surabondant de son produit la Grande-Bretagne achète tous les ans dans la Virginie & le Maryland environ quatre-vingt-seize mille muids de tabac. Mais il ne lui en faut peut-être pas plus de quatorze mille muids pour son usage. Si donc les quatre-vingt-deux mille restans ne trouvoient point de débouché dans le

dehors, & qu'ils ne pussent être échangés contre quelque chose qu'elle soit plus aise d'avoir, l'importation en seroit arrêtée, & avec elle cesseroit le travail productif de tous les habitans de la Grande-Bretagne qui sont employés à préparer les marchandises avec lesquelles on achete annuellement des quatre-vingt-deux mille muids. Comme ces marchandises, qui sont une partie du produit des terres & du travail de la Grande-Bretagne, ne trouveroient pas de débit chez elle, & qu'elles seroient privées de celui qu'elles pouvoient dans le dehors, on n'en produiroit plus. Ainsi le commerce étranger de consommation qui se fait par le plus grand détour, peut quelquefois être aussi nécessaire que le plus direct pour maintenir le travail productif d'un pays & la valeur de son produit annuel.

S'il y a plus de capital dans un pays qu'il n'en faut pour fournir à sa consommation & maintenir son travail productif, le surplus se dégorge naturellement dans le commerce de transport, & va faire ces mêmes fonctions dans les pays étrangers. Ce commerce

est l'effet & le symptôme naturel d'une grande richesse nationale, mais il ne paroît pas en être la cause naturelle. Les hommes d'Etat qui ont eu du penchant à le favoriser par des encouragemens particuliers, semblent avoir pris l'effet & le symptôme pour la cause. La Hollande, qui est sans comparaison le plus riche pays de l'Europe en proportion de ses terres & du nombre de ses habitans, a en conséquence la plus grande part au commerce de transport que fait l'Europe. On suppose que l'Angleterre, qui, après la Hollande, est peut-être le plus riche pays de l'Europe, y a pareillement une grande part, quoiqu'à bien examiner on trouvera que ce qu'on regarde communément comme son commerce de transport, n'est que celui de détour qu'elle fait chez l'étranger pour sa consommation. Tel est en grande partie le commerce par lequel elle transporte les marchandises des Indes orientales & occidentales dans les différens marchés de l'Europe. Ces marchandises sont généralement achetées ou immédiatement avec le produit de l'industrie angloise, ou avec quelque autre chose achetée par

par ce produit, & les retours finals de ce commerce servent généralement à l'usage ou à la consommation de la Grande-Bretagne. Les principales branches de ce qu'on appelle son commerce de transport sont peut être le commerce qui se fait par les vaisseaux britanniques entre les différens ports de la méditerranée, & celui de la même espèce qui se fait par les marchands anglois entre les différens ports de l'Inde.

L'étendue du commerce intérieur & du capital qui peut y être employé est nécessairement bornée par la valeur du surabondant de tous les lieux éloignés, dans le pays même, qui ont besoin d'échanger leurs productions respectives l'un avec l'autre. Celle du commerce étranger de consommation l'est par la valeur du surabondant de tout le pays pris ensemble & de ce qu'on peut en acheter. Celle du commerce de transport l'est par la valeur du surabondant de tous les pays du monde. Elle peut donc être en quelque manière infinie en comparaison des deux autres, & elle est capable d'absorber les plus grands capitaux.

C'est uniquement par la considération de son profit particulier que le propriétaire d'un capital se détermine à l'employer dans l'agriculture, dans les manufactures ou dans quelque branche du commerce en gros ou en détail. Jamais il ne songe aux différentes quantités de travail productif qu'il peut mettre en mouvement, ni aux différentes valeurs qu'il peut ajouter au produit annuel des terres & du travail de la société, selon qu'il emploie ce capital d'une de ces manières plutôt que des autres. Ainsi dans les pays où l'agriculture est le plus profitable de tous les emplois, les capitaux des individus se tourneront naturellement du côté qui est le plus avantageux à toute la société. Cependant il n'y a aucune partie de l'Europe où les profits de l'agriculture paroissent être supérieurs à ceux des autres emplois du capital. Depuis quelques années il s'y est trouvé de tout côté des gens à spéculation qui ont amusé le public par les plus magnifiques récits des profits à faire dans la culture & l'amélioration des terres. Sans entrer dans aucune discussion particulière de leurs calculs

une observation fort simple peut nous convaincre que le résultat en est faux. Nous voyons tous les jours les fortunes les plus brillantes acquises dans le cours d'une seule vie par le commerce & les manufactures, & qui souvent ont commencé qu'avec un fort petit ou même sans le plus petit capital. Or il n'y a peut-être pas eu dans tout le cours de ce siècle un seul exemple d'une pareille fortune acquise en Europe par l'agriculture en aussi peu de tems & avec aussi peu de fonds. Il reste cependant encore dans tous les grands pays de l'Europe beaucoup de terres incultes, & la plupart de celles qui sont cultivées ne le sont pas à beaucoup près aussi bien qu'elles pourroient l'être. L'agriculture y est donc presque par-tout capable d'absorber un capital beaucoup plus grand qu'on ne l'a jamais employé. Je tâcherai d'expliquer pleinement dans les deux livres suivans quelles sont les circonstances dans la politique de l'Europe qui ont donné aux commerces qui se font dans les villes un si grand avantage sur celui de la campagne, que les particuliers trouvent souvent qu'il y

a plus de profit pour eux à employer
leurs capitaux fort au long dans les
commerces de transport de l'Asie & de
l'Amérique, que dans l'amélioration
& la culture des champs les plus fer-
tiles de leur voisinage.



L
cie
tem
Il d
bru
qu'i
soit
ou
pag
subi
factu
aux
partie
factur
ment,
& ne



LIVRE TROISIEME.

*Des divers progrès de l'opulence
chez différentes nations.*



CHAPITRE PREMIER.

Du progrès naturel de l'opulence.

LE grand commerce de toute société civilisée, se fait entre les habitans de la ville & ceux de la campagne. Il consiste dans l'échange du produit brut pour le produit manufacturé, soit qu'ils s'échangent immédiatement, soit qu'ils s'échangent avec de l'argent, ou du papier qui le représente. La campagne fournit à la ville les moyens de subsistance & les matieres à manufacturer. La ville envoie en retour, aux habitans de la campagne, une partie de ces mêmes matieres, manufacturées. On peut dire très-proprement, que la ville où il n'y a, & où ne peut y avoir aucune reproduc-

tion de substances, tire toute sa richesse & sa subsistance, de la campagne. Il ne faut pourtant pas imaginer là-dessus, que le gain de la ville soit une perte pour la campagne. Leurs gains sont mutuels & reciproques, & ici, comme en tout autre cas, la division du travail est avantageuse à toutes les différentes personnes employées dans les diverses occupations dans lesquelles il se subdivise. Pour acheter une plus grande quantité de marchandises manufacturées, il ne faut aux habitans de la campagne qu'une bien moindre quantité du produit de leur travail, qu'il n'en faudroit s'ils étoient obligés de préparer ces marchandises eux-mêmes. La ville fournit un marché pour le surabondant du produit de la campagne, ou pour le surplus de ce qui est nécessaire à la subsistance des cultivateurs, & c'est là qu'ils l'échangent contre quelque'autre chose dont ils ont besoin. Plus le nombre & le revenu des habitans de la ville est grand, plus le marché qu'elle ouvre à ceux de la campagne est étendu; & plus il est étendu, plus il est avantageux à la multitude. Le bled qui croît à un mille de la ville, s'y vend le même

me prix que celui qu'on y amène de la distance de vingt milles. Mais il faut que le prix du dernier paye généralement, non-seulement la dépense de la culture & du transport au marché, mais qu'il rapporte encore au fermier les profits ordinaires de l'agriculture. Par conséquent, outre les profits ordinaires de l'agriculture, les propriétaires & les cultivateurs du pays, qui sont aux environs de la ville, gagnent dans le prix de ce qu'ils vendent, toute la valeur du transport d'un pareil produit qui vient de plus loin, & ils épargnent encore toute la valeur de ce transport, dans le prix de ce qu'ils achètent. Que l'on compare la culture des terres dans le voisinage d'une ville considérable, avec celle des terres qui en sont à quelque distance, & on se convaincra aisément du bien que fait à la campagne le commerce des villes. Parmi toutes les absurdes spéculations qui se sont répandues sur la balance du commerce, on ne trouve pas que la campagne perde au commerce qu'elle fait avec la ville, ni la ville à celui qu'elle fait avec la campagne, & d'où elle tire sa subsistance.

Comme dans la nature des choses la

substance va devant les commodités & le luxe, de même l'industrie qui la procure est nécessairement antérieure à celle qui procure les autres. La culture & l'amendement des terres doivent donc être nécessairement antérieurs à l'agrandissement des villes, qui fournissent simplement des objets de commodité & de luxe. C'est le seul surabondant du produit de campagne, ou ce qui reste après qu'en a prélevé la subsistance de ses habitans, qui constitue la subsistance des villes, qui, par conséquent, peuvent s'accroître qu'autant que le surabondant prend lui-même d'accroissement. Il est possible, à la vérité, que les villes ne tirent pas toujours toute leur subsistance des campagnes voisines, ni même de celles qui composent tout le territoire du pays. Elles peuvent la tirer de pays éloignés, & quoique cette circonstance ne forme pas une exception à la règle générale, elle a occasionné des variations considérables dans les progrès de l'opulence, en différens siècles & en différentes nations.

Par-tout les inclinations de l'homme se portent naturellement à

ordre de choses , que la nécessité impose généralement , quoiqu'elle ne l'impose pas dans chaque pays particulier. Si ces inclinations naturelles n'avoient jamais été traversées par les institutions humaines , les villes ne se feroient jamais aggrandies au delà de ce que comportoient l'amélioration & la culture du territoire où elles étoient situées , du moins jusqu'à ce que le territoire en total eût reçu toute la culture & l'amélioration dont il étoit susceptible. En supposant l'égalité de profits , ou à peu près , la plupart des hommes aimeront mieux placer leurs capitaux dans l'agriculture , que dans les manufactures , ou dans le commerce étranger. Celui qui emploie son capital dans la culture de la terre , l'a davantage sous ses yeux & à son commandement , & sa fortune est beaucoup moins sujette aux accidens , que celle du négociant , qui est souvent obligé de la confier , non-seulement aux vents & aux flots , mais encore aux élémens plus perfides de la folie & de l'injustice humaine , en accordant de grands crédits à des hommes qu'une grande distance sépare de lui , & dont il peut rarement connoître le

caractere & la situation. Le capital fixé dans une terre, par celui qui en est le propriétaire, semble être, au contraire, aussi bien assuré que le promet la nature des affaires humaines; ajoutez que la beauté de la campagne, les plaisirs de la vie champêtre, la tranquillité d'ame qu'elle promet, & l'indépendance qu'elle donne par-tout où l'injustice des loix humaines ne le trouble point, ont des charmes qui attirent plus ou moins tout le monde; & comme la destination de l'homme a été originairement de cultiver la terre, il semble qu'à chaque période de son existence il conserve une prédilection pour cette occupation primitive.

Il est cependant vrai qu'on ne peut y vaquer sans le secours de quelques artisans. Les forgerons, les charpentiers, les faiseurs de roues & de charrues, les maçons, les tanneurs, les cordonniers & les tailleurs, sont des gens dont le fermier a souvent besoin & du service desquels il ne se passerait pas sans de grands inconvéniens, & sans être obligé d'interrompre continuellement sa besogne. Ces artisans ont aussi de tems en tems besoin le

ins des autres ; & comme leur résidence , à la différence de celle du fermier , n'est pas nécessairement attachée à tel morceau de terre , plutôt qu'à un autre , ils s'établissent naturellement dans le voisinage les uns des autres , & forment ainsi une petite ville , ou un village. Le boucher , le brasseur & le boulanger , se joignent bientôt à eux , avec plusieurs autres artisans & détailliers nécessaires ou utiles à leurs besoins , & qui contribuent à augmenter la ville. Les habitans de la ville & ceux de la campagne , sont mutuellement les serviteurs les uns des autres. La ville est une foire ou un marché continuel , où se rendent les habitans de la campagne , pour échanger leur produit brut pour du manufacturé. C'est ce commerce qui fournit aux habitans de la ville les matières de leur ouvrage & les moyens de leur subsistance. La quantité d'ouvrages qu'ils vendent aux habitans de la campagne , règle nécessairement la quantité des matières & des vivres qu'ils achètent. Leur occupation & leur subsistance ne peuvent donc augmenter qu'en proportion que la campagne demande plus de leur ouvrage , & cette demande ne

peut augmenter qu'en proportion que l'amélioration & la culture s'étendent. Par conséquent, si le cours naturel des choses n'eût jamais été troublé par les institutions humaines, le progrès de la richesse & de l'accroissement des villes, se feroit fait, dans toute société politique, en conséquence & en proportion de l'amélioration & de la culture du territoire du pays.

Il ne s'est point encore établi de manufactures pour des ventes au loin, dans aucune des villes de nos colonies de l'Amérique Septentrionale, où il est facile jusqu'à présent de se procurer des terrains incultes. Lorsqu'un artisan y a acquis un peu plus de fonds qu'il ne lui en faut pour continuer de fournir le pays voisin, il ne cherche point à y établir une manufacture dont la vente se fasse plus au loin, mais il s'en sert pour acheter & mettre en valeur un terrain inculte. D'artisan il devient planteur, & ni la grandeur du salaire, ni la facilité de subsister, que les artisans trouvent dans ce pays-là, ne le tentent point de travailler plutôt pour d'autres que pour lui-même. Il sent qu'un artisan est le valet des pratiques dont il tire sa subsistance.

mais qu'un planteur, qui cultive la terre & qui gagne de quoi vivre par le travail de sa famille, est son maître, & qu'il ne dépend de personne.

Si, au contraire, il n'y a plus de terres incultes dans un pays, ou qu'on ne puisse en acquérir que difficilement, chaque artisan qui a plus de fonds qu'il ne lui en faut pour fournir le voisinage, tâche de préparer de l'ouvrage pour en vendre plus au loin. Le forgeron érige quelque espèce de manufacture en fer, le tisserand en toile ou en laine. Avec le tems, ces différentes manufactures viennent à se subdiviser par degrés, & par-là elles se perfectionnent & se raffinent de mille manières, qu'on peut aisément concevoir, & qu'il est par conséquent inutile d'expliquer ici.

Lorsqu'on veut employer un capital, si les profits sont égaux, ou à peu près, on préfère naturellement les manufactures au commerce étranger, par la même raison qu'on préfère l'agriculture aux manufactures. Comme le capital du propriétaire ou du fermier est mieux assuré que celui du manufacturier, de même celui du manufacturier l'est mieux que celui du marchand qui

trafique avec l'étranger , parce qu'il est le plus sous ses yeux & sous sa main. Il faut véritablement , à chaque période où arrive une société , que le surabondant de son produit brut & manufacturé , ou ce dont elle n'a que faire , passe chez l'étranger , pour y être échangé contre quelqu'autre chose dont elle ait besoin. Mais il importe peu que le capital qui exporte ce superflu , soit un capital étranger ou domestique. Si la société n'a point acquis assez de capital pour cultiver à la fois toutes ses terres & pour manufacturer tout son produit brut de la manière la plus complète , ce sera encore un grand avantage pour elle , que son superflu soit exporté par un capital étranger , puisque la société peut faire un meilleur usage de tous ses fonds. La richesse de l'ancienne Egypte , celle de la Chine & de l'Indostan , démontrent suffisamment qu'une nation peut arriver à un fort haut degré d'opulence , quoique la plus grande partie de son commerce d'exportation se fasse par des étrangers. Les progrès de nos colonies de l'Amérique Septentrionale & des Indes Occidentales , eussent été bien moins rapides , si l'exportation de leur surabondant ne s'étoit faite par

l'autres capitaux que les leurs.

Ainsi, selon le cours naturel des choses, la plus grande partie du capital d'une société qui se forme, va d'abord à l'agriculture, ensuite aux manufactures, & en dernier lieu, au commerce étranger. Cet ordre est si naturel, qu'il a toujours été, je pense, plus ou moins observé dans toute société possédant un territoire. Avant qu'il s'établît des villes considérables, il a fallu cultiver les terres, & avant de songer au commerce étranger, il a fallu qu'on établît dans ces villes, au moins quelques espèces de manufactures grossières.

Mais, quoique cet ordre naturel des choses ait dû être gardé jusqu'à un certain point dans toute société, il a été totalement interverti à plusieurs égards, dans tous les Etats modernes de l'Europe. Le commerce étranger de quelques-unes de leurs villes, a introduit les plus belles de leurs manufactures, ou celles qui sont propres à être vendues au loin, & les manufactures jointes au commerce étranger, ont fait naître les principales améliorations de l'agriculture. Ils ont été poussés dans cet ordre rétrograde & contre nature, par les mœurs & les coutumes, que leur

gouvernement primitif a introduites & qui sont restées après les grands changemens qui lui sont arrivés.

CHAPITRE II.

Du découragement de l'agriculture dans l'ancien état de l'Europe, après la chute de l'Empire Romain.

L'INONDATION des Germains & des Scythes dans les provinces occidentales de l'Empire Romain, y mit tout dans une confusion qui dura pendant plusieurs siècles. Les rapines & les violences que les Barbares exercèrent contre les anciens habitans, interrompirent le commerce entre les villes & les campagnes. Les unes furent désertées, les autres demeurèrent sans culture, & les provinces occidentales de l'Europe, qui avoient joui d'un degré considérable d'opulence sous l'Empire Romain, tombèrent dans le dernier état de pauvreté & de barbarie. Durant cette désolation, les chefs & les principaux des nations conquérantes

tes, acquirent, ou usurperent pour eux-mêmes, la plus grande partie des terres. Il s'en trouvoit alors beaucoup sans culture; mais cultivée ou non cultivée, il n'y en eut point qui restât sans maître. Elles furent toutes saisies, & la plupart tombèrent au pouvoir d'un petit nombre de grands propriétaires.

Ce fut un grand mal dans l'origine, que les terres incultes passassent en si peu de mains. Cependant il pouvoit n'être que passager: les successions, & les aliénations pouvoient les partager & les morceler de nouveau. Mais la loi de primogéniture & l'introduction des substitutions empêcherent, l'une qu'elles ne fussent partagées par succession, l'autre qu'elles ne fussent morcelées par aliénation.

Quand on a des terres la même idée qu'on a des biens meubles, c'est-à-dire, quand on les regarde uniquement comme des moyens de subsistance & de jouissance, la loi naturelle des successions partage les unes comme les autres, entre tous les enfans de la famille, ou entre tous ceux dont le père a également à cœur la subsistance & le bonheur. Aussi cette loi naturelle des successions fut-elle suivie chez

les Romains, qui ne faisoient pas plus de distinction entre les aînés & les cadets, entre les mâles & les femelles dans l'héritage de leurs terres, que nous n'en faisons dans la distribution du mobilier. Mais quand on regardoit les terres comme des moyens non-seulement de subsistance, mais encore de pouvoir & de protection, l'on croit qu'il vaut mieux qu'elles ne soient pas démembrées, & qu'elles passent toutes entières à un seul de la famille. Dans ces tems de désordre, chaque grand propriétaire étoit une espèce de petit prince. Ses tenanciers étoient ses sujets. Il étoit leur juge, & à quelques égards, leur législateur en tems de paix & leur chef à la guerre. En conséquence, il faisoit la guerre selon son bon plaisir, souvent à ses voisins, quelquefois à son souverain. La sûreté du territoire, & la protection que le propriétaire pouvoit donner à ceux qui l'habitoient, dépendoient donc de la grandeur des possessions. Les diviser c'eût été les ruiner & en exposer chaque partie à être pillée & engloutie par les voisins. C'est pourquoi la loi de primogéniture vint à s'établir, non tout de suite, à la vérité, mais avec le

ems, dans la succession aux biens
 onds, par la même raison qu'elle s'est
 généralement établie dans celle des
 monarchies, quoiqu'elle n'ait pas tou-
 ourseu lieu dès leur première institu-
 ion. Afin que la puissance, & consé-
 quemment la sûreté de la monarchie,
 ne s'affoiblisse point par la division,
 il faut qu'elle aille toute entière à un
 les enfans. Savoir auquel on donnera
 cette préférence si importante, c'est
 ce qui doit être déterminé par quelque
 egle générale, fondée non sur les dis-
 inctions douteuses du mérite person-
 nel, mais sur quelque différence clai-
 re & évidente qui ne soit pas sujette
 à dispute. La seule différence incontes-
 table, entre les enfans d'une même
 famille, est celle du sexe & de l'âge.
 Le sexe masculin est universellement
 préféré au féminin, & toutes choses
 d'ailleurs égales, l'aîné l'emporte par-
 tout sur le cadet. De là l'origine du
 droit de primogéniture, & de ce qu'on
 appelle la succession en ligne directe.

Souvent les loix conservent leur
 force long-tems après que les cir-
 constances qui les ont occasionnées,
 & qui seules pouvoient les rendre rai-
 sonnables, n'existent plus. Dans l'é-

tat présent de l'Europe, le propriétaire d'une seule acre de terre est aussi parfaitement assuré de sa possession que celui qui en a cent mille. Cependant le droit de primogéniture continue d'être respecté, & comme il est de toutes les institutions la plus propre à soutenir l'orgueil des distinctions de famille, on le gardera vraisemblablement encore plusieurs siècles. Cependant, à tout autre égard, il n'y a rien de si contraire à l'intérêt d'une famille nombreuse, qu'un droit qui, pour enrichir un enfant, appauvrit tous les autres.

Les substitutions sont une suite naturelle du droit de primogéniture. Elles ont été introduites pour conserver une certaine succession en ligne droite, dont le droit de primogéniture donna d'abord l'idée, & pour empêcher qu'une partie des biens fonds ne sortît de cette ligne, soit par des dons, par des legs ou par aliénation, soit par la folie ou le malheur d'aucun de ceux qui en deviendroient les propriétaires en suivant cette ligne de succession. Elles étoient absolument inconnues aux Romains. Leurs substitutions & leurs fidécourmis, n'ont pas la moindre

re ressemblance avec nos substitutions, quoiqu'il ait plu à certains jurisconsultes françois d'habiller l'institution moderne à l'antique, en lui appliquant le langage & la forme dont les anciens se servoient pour les leurs.

Lorsque de grandes possessions en terres étoient des especes de principautés, les substitutions pouvoient n'être pas déraisonnables. Semblables à ce qu'on appelle loix fondamentales dans certaines monarchies, elles pouvoient empêcher que la sûreté de plusieurs milliers d'hommes ne fût mise en danger par le caprice ou l'extravagance d'un seul. Mais rien ne peut être plus absurde dans l'état actuel de l'Europe, où les moindres biens en terres tirent, comme les plus grands, leur sûreté des loix du pays. Elles sont fondées sur la plus ridicule de toutes les suppositions, qui est, que chaque génération successive des hommes n'a pas un égal droit à la terre & à tout ce qu'elle y possède, mais que la propriété de la génération présente, doit être restreinte & réglée par la fantaisie de ceux qui vivoient peut-être il y a cinq cents ans. Cependant on respecte encore les substitutions dans la plus gran-

de partie de l'Europe, sur-tout dans les endroits où la noblesse de la naissance est une qualification requise pour jouir des honneurs civils ou militaires. On les croit nécessaires pour le maintien de ce privilege exclusif de la noblesse aux grandes charges & aux grandes dignités du pays ; & cet ordre ayant usurpé sur ses concitoyens l'avantage le plus injuste, on a pensé qu'il étoit raisonnable de lui accorder l'autre, de peur que la pauvreté ne le rendît ridicule. On dit que le droit coutumier d'Angleterre abhorre les successions à perpétuité, & en conséquence, elles y sont plus limitées que dans aucune autre monarchie de l'Europe. Cependant l'Angleterre n'en est pas encore entièrement délivrée. En Ecosse il y a plus d'un cinquieme, peut-être plus d'un tiers, des terres, qui est actuellement sous la substitution la plus stricte.

De vastes étendues de terrains incultes furent donc ainsi non-seulement englobées par des familles particulières, mais elles le furent pour jamais autant qu'il étoit possible, puisqu'on prit toutes les précautions imaginables pour qu'elles ne pussent être

embrées dans la suite. Il est cependant rare qu'un grand propriétaire soit homme à faire de grandes améliorations dans ses biens. Il avoit assez à faire dans ces tems de barbarie, à défendre son propre territoire, & à étendre sa juridiction & son autorité sur celui de ses voisins. Il n'avoit pas le loisir de songer à la culture & à l'amélioration des terres. Lorsque l'établissement de la loi & de l'ordre lui en eurent donné le tems, souvent il n'en avoit pas la volonté, & presque jamais la capacité. Si, comme il arrivoit souvent, la dépense de sa maison & de sa personne égaloit ou excédoit son revenu, il n'avoit pas de fonds à mettre dans la culture; s'il étoit économe, il pouvoit généralement plus avantageux employer ses épargnes annuelles à faire de nouvelles acquisitions, qu'à s'efforcer de faire valoir son ancien patrimoine. Le projet d'améliorer la terre avec profit, est comme tous les autres profits de commerce; il demande une attention exacte à de petites épargnes & à de petits gains, dont se trouve rarement capable un homme né avec une grande fortune, quand il seroit un caractère ménager. Sa situation

le dispose naturellement à faire plus d'attention à une décoration qui plait à son imagination, qu'au profit dont il a si peu besoin. Accoutumé, dès son enfance, à s'occuper de son habillement, de son équipage, de sa maison & de son ameublement, le tour d'esprit que lui donne cette habitude, le suit encore lorsqu'il se propose d'améliorer ses terres. Il embellit peut-être quatre ou cinq cents acres, dans le voisinage de sa maison, avec dix fois plus de dépense que ne vaudra la terre après tout ce qu'il y aura fait; & il trouve que s'il vouloit arranger toutes ses possessions de la même manière, qu'est la seule de son goût, il n'en auroit pas achevé la dixième partie, qu'il deviendrait banqueroutier. Il y a encore en Angleterre & en Ecosse quelques grandes terres qui ne sont jamais sorties de la même famille, depuis les tems de l'anarchie féodale. Comparez leur condition présente avec celle des terres qui appartiennent aux petits propriétaires du voisinage, & vous n'aurez pas besoin d'autre raisonnement pour vous convaincre combien des propriétés aussi étendues sont défavorables à la culture.

Si on ne devoit pas s'attendre que les terres possédées par de grands propriétaires pussent recevoir d'eux une amélioration sensible, on devoit encore moins espérer qu'elles en recevraient de ceux qui les cultivoient sous eux. Dans l'ancien état de l'Europe, ces cultivateurs étoient tous des tenanciers de volonté. Ils étoient tous, ou presque tous esclaves; mais leur esclavage étoit plus doux par sa nature, que celui que nous voyons chez les anciens Grecs & Romains, & même dans nos colonies des Indes Occidentales. On supposoit qu'ils appartenoient plus directement à la terre, qu'à leurs maîtres. Ils pouvoient donc être vendus avec elle, & non sans elle. Ils pouvoient se marier, moyennant le consentement de leurs maîtres; mais ceux-ci ne pouvoient pas dissoudre le mariage, en vendant l'homme & la femme à différentes personnes. Si le maître estoit ou tuoit un de ses esclaves, il étoit sujet à une amende qui cependant étoit en général fort légère. Ils ne pouvoient acquérir aucune propriété. Tout ce qu'ils acquéroient, ils l'acquéroient pour leur maître, qui s'en emparoit quand il le vouloit. Toute la culture

& l'amélioration qui pouvoient se faire par le moyen de cette sorte d'esclaves étoient proprement le fait de leur maître. C'étoit à ses frais. La semence, le bétail, & les instrumens d'agriculture tout étoit à lui & pour son profit. Il ne restoit aux esclaves que leur subsistance journaliere. C'étoit donc proprement le propriétaire qui, dans ce cas, faisoit valoir ses terres, & qui employoit ses esclaves à les cultiver. Cette espece d'esclavage subsiste encore en Russie, en Pologne, en Hongrie, en Bohême, en Moravie & en d'autres parties de l'Allemagne. Ce n'est qu'en dans les provinces de l'ouest, & du sud-ouest de l'Europe, qu'il est venu par degrés, à s'abolir entierement.

Quelle amélioration de culture attendre des grands propriétaires, qui n'ont d'autres cultivateurs que leurs esclaves? L'expérience de tous les siècles, & de toutes les nations, démontre, je pense, que, quoique l'ouvrage des esclaves ne semble coûter que leur entretien, il est néanmoins plus cher que tous les autres. Une personne qui ne peut acquérir de propriété, ne peut avoir d'autre intérêt que de manger le plus, & de travailler le moins.

qu'il lui est possible. Tout ce qu'il fait au-delà de ce qui suffit pour acheter sa subsistance, peut lui être arraché de force, mais ne viendra jamais de la considération d'aucun intérêt qui lui soit personnel. Plin & Columelle ont remarqué combien la culture du bled dégénéra dans l'ancienne Italie, & combien elle porta de préjudice aux maîtres, quand elle tomba entre les mains des esclaves. Elle ne fut pas beaucoup plus heureuse dans l'ancienne Grèce, du tems d'Aristote. En parlant de la république idéale, tracée dans les loix de Platon, il dit que, pour nourrir cinq mille hommes oisifs (nombre de guerriers supposé nécessaire à sa défense), avec leurs femmes & leurs serviteurs, il faudroit un territoire sans bornes, & d'une fertilité semblable à celle des plaines de Babylone.

L'orgueil de l'homme le porte à dominer, & rien ne le mortifie tant que d'être obligé de s'abaisser à persuader des inférieurs. Par cette raison, toutes les fois que la loi le lui permettra, & que la nature de l'ouvrage le comportera, il aimera mieux le service des esclaves, que des gens libres. Les plantations de sucre & de tabac peuvent

fournir à la dépense de la culture par des esclaves. Le bled, ce semble, ne peut y fournir à présent. Dans les colonies angloises, dont le principal produit est en bled, la plus grande partie de l'ouvrage se fait par des hommes libres. La dernière résolution des Quakers de la Pensylvanie, de mettre en liberté tous leurs esclaves negres, prouve qu'ils n'en avoient pas un grand nombre. Jamais ce projet n'y eût été consenti, si les negres avoient fait une partie considérable de leurs propriétés. Ce sont, au contraire, les esclaves qui font tout l'ouvrage dans nos colonies à sucre, & qui le font presque tout dans nos colonies à tabac. Nous avons dans les Indes occidentales quelques colonies où les profits des plantations de cannes à sucre, sont généralement beaucoup plus grands que ceux d'aucune autre culture connue, soit en Europe, soit en Amérique; &, comme je l'ai observé, ceux que rapporte le tabac, quoiqu'inférieurs à ceux du sucre, l'emportent sur ceux du bled. Le sucre & le tabac peuvent donc fournir à la dépense de la culture par des esclaves, & le sucre le peut encore mieux que le tabac. Voilà pourquoi le no-

Le nombre des negres est beaucoup plus grand, en proportion du nombre des blancs, dans nos colonies à sucre, que dans celles à tabac.

Aux esclaves qui cultivoient anciennement, succéda, par degrés, une espece de fermiers, connue aujourd'hui en France sous le nom de *métayers*. On les appelle en latin *Coloni partiarum*. Il y a si long-tems qu'ils ne sont plus d'usage en Angleterre, que je ne leur connois point de nom dans notre langue. Le propriétaire leur fournissoit les semences, le bétail, les instrumens d'agriculture, en un mot, tout ce qui est nécessaire pour une ferme. Le produit se partageoit également entre le propriétaire & le fermier, après en avoir prélevé ce qu'on jugeoit nécessaire pour l'entretien du fonds qui revenoit au propriétaire, lorsque le fermier quitoit ou étoit renvoyé.

A proprement parler, la terre occupée par de pareils tenanciers, est cultivée aux dépens du propriétaire, ni plus ni moins que celle qui est occupée par des esclaves : il y a cependant une différence essentielle entre les uns & les autres. Ces tenanciers étant des hommes libres, ils sont capables d'acquies-

rir en propriété, & comme ils ont une certaine portion dans le produit de la terre, ils ont un intérêt sensible à augmenter ce produit, pour que leur part en soit meilleure. Tout au contraire, un esclave qui ne peut rien acquérir que sa subsistance, trouve son bien-être à ne faire produire à la terre que le moins possible au delà de cette subsistance. Il est probable que l'abolition graduelle du servage, dans la plus grande partie de l'Europe, vient en partie de ce qu'on sentit l'avantage de cette différence, & en partie des usurpations que les vilains firent sur l'autorité de leurs seigneurs, d'après l'encouragement qu'ils recevoient du souverain, toujours jaloux des grands lords. Cependant le tems & la manière dont se fit cette importante révolution, sont un des points les plus obscurs de l'histoire moderne. L'Eglise de Rome s'en fait un grand mérite, & il est certain que, dès le douzième siècle, Alexandre III publia une bulle pour l'émancipation générale des esclaves. Cette bulle paroît pourtant avoir été plutôt une pieuse exhortation, qu'une loi qui prétendît obliger strictement les fideles. Ce qu'il y a de

sur, c'est que l'esclavage subsista encore presque généralement plusieurs siècles après, jusqu'à ce qu'il fût détruit graduellement par l'action réunie des deux intérêts dont je viens de parler, celui du propriétaire d'un côté, & celui du souverain de l'autre. Un vilain qui venoit d'être affranchi, n'avoit pas de fonds à lui. Pour continuer de cultiver la terre, il avoit besoin que le propriétaire lui avançât des fonds, & il devenoit par-là ce que les François appellent un métayer.

Cependant, l'intérêt de cette dernière espece de cultivateurs ne pouvoit jamais être d'employer aucune partie du petit fonds qu'ils pouvoient amasser sur le partage du produit, à une plus grande amélioration de la terre, parce que le seigneur, qui n'y mettoit rien, auroit eu la moitié du surcroît qu'elle auroit donné. On trouve que la dixme, qui n'est que la dixième partie du produit, est un grand obstacle à l'amélioration des terres. C'en étoit donc un invincible, qu'une taxe qui se montoit à la moitié du produit. L'intérêt du métayer pouvoit bien être de tirer de la terre tout ce qu'il pouvoit, avec les fonds que lui fournissoit le pro-

priétaire ; mais il n'étoit pas également intéressé à lui ajouter la moindre partie de ses propres fonds. En France où l'on dit que cette espece de cultivateurs tient encore les cinq sixiemes de tout le royaume, les propriétaires se plaignent que leurs métayers ne manquent jamais l'occasion de faire servir le bétail du maître à des charrois, plutôt qu'à la culture, parce que dans le premier cas, tout le profit est pour le fermier, au lieu que dans le second il le partage avec son maître. Cette sorte de tenanciers subsiste encore en quelques endroits d'Ecosse. Il faut probablement ranger dans leur classe les anciens tenanciers anglois, que le chef baron Gilbert & le docteur Blackstone prennent plutôt pour des baillifs de seigneurs, que pour leurs fermiers.

A cette espece de tenanciers succederent par degrés, mais très-lentement, les fermiers proprement dits, qui cultiverent les terres avec leur propres fonds, en payant une rente fixe au propriétaire. Lorsque ces fermiers ont un bail pour plusieurs années, ils peuvent trouver leur intérêt à employer une partie de leur capital à rendre la ferme encore meilleure, parce

u'ils peuvent quelquefois s'attendre u'il leur rentrera , avec de grands profits , avant l'expiration du bail. Cependant la possession de ces fermiers a été long-tems extrêmement précaire , & est encore dans plusieurs parties de Europe. Ils pouvoient être évincés de leur bail , par un nouvel acheteur ; ils pouvoient même l'être en Angleterre , par l'action fictive du *common recovery* , (du retrait ordinaire) ; s'ils étoient illégalement dépossédés par la violence de leur maître , la réparation qu'ils obtenoient , étoit très-foible. L'action par laquelle ils poursuivoient cette réparation , n'aboutissoit pas toujours à les remettre en possession de la terre ; on se contentoit de leur adjuger des dommages , qui ne compensoient jamais leur perte réelle. En Angleterre même , le pays de l'Europe où la classe des laboureurs a toujours été la plus respectée , ce ne fut que vers la quatorzième année d'Henri VII , qu'on imagina l'action de dépossession , par laquelle un tenancier obtient non les dommages , mais sa réhabilitation , & par laquelle sa prétention ne dépend pas nécessairement de la décision incertaine d'une seule assise. On a trou-

vé dans cette action un remede si efficace, que, dans la pratique moderne lorsqu'un propriétaire est dans le cas de plaider pour la possession de la terre il fait rarement usage des actions qu'il a proprement comme seigneur, savoir le décret de droit ou le décret de prise de possession, mais qu'il poursuit au nom de son tenancier, par la loi concernant la dépossesion. Ainsi, en Angleterre la sûreté du tenancier est égale à celle du propriétaire. D'ailleurs un bail à vie, de quarante schelings de redevance annuelle, y est regardé comme un franc-fief, & donne au preneur le droit de voter dans l'élection d'un membre du parlement; &, comme une grande partie de la classe des bons laboureurs a des franc-fiefs de cette espèce, tout l'ordre tire de-là une considération politique, par laquelle ils deviennent respectables à leurs seigneurs. On ne voit, je pense, nulle part en Europe, excepté en Angleterre, des tenanciers bâtir sur la terre dont ils ont le bail, & compter que l'honneur du propriétaire ne lui permettra pas de prévaloir d'une amélioration si importante. Ces loix & ces coutumes, si favorables à la classe des laboureurs, ont

peut-être plus contribué à la grandeur actuelle de l'Angleterre, que tous ses réglemens de commerce si vantés, à les prendre non séparément, mais tous ensemble.

La loi qui garantit les plus longs baux contre toutes les especes de successions, est, autant que je puis le savoir, particuliere à la Grande-Bretagne. Cette sûreté fut introduite en Ecosse dès l'an 1449, par une loi de Jacques II; son influence salutaire a cependant été fort traversée par les substitutions, les héritiers d'un bien substitué se trouvant généralement privés de la liberté de faire des baux pour un long terme, & souvent d'en faire pour plus d'un an. Un dernier acte du parlement vient de donner un peu plus de carrière à cet égard, mais il laisse encore trop de gêne. Ajoutez qu'en Ecosse les fiefs qu'on tient à bail, ne donnent point au fermier le droit d'élire un membre du parlement, & que par cette raison, la classe des bons laboureurs n'est pas si respectable pour les propriétaires, qu'elle l'est en Angleterre.

Dans d'autres parties de l'Europe, après avoir garanti les tenanciers con-

tre les héritiers & les nouveaux acquéreurs, on a borné cette garantie à un terme fort court; en France, par exemple, elle l'est à neuf ans, à dater du commencement du bail. Il est vrai que depuis peu de tems, on l'a prolongée jusqu'à vingt-sept ans, terme encore trop court, pour encourager le fermier à faire les améliorations les plus importantes. Les propriétaires des terres étoient anciennement les législateurs dans toute l'Europe; c'est pour quoi les loix sur les terres ont été toutes calculées, pour ce qu'on supposoit être l'intérêt du propriétaire. C'est pour son intérêt qu'ils ont imaginé qu'aucun bail accordé par ses prédécesseurs ne devoit l'empêcher de jouir pendant longues années de la pleine valeur de sa terre. L'avarice & l'injustice ont toujours la vue courte. Elles ne prévoient pas quel préjudice un pareil règlement apporteroit aux terres, dont il empêcheroit l'amélioration, ni par conséquent, celui qu'en recevroit, à la longue, l'intérêt réel du propriétaire même.

On supposoit aussi anciennement qu'outre la rente à payer, les fermiers étoient encore tenus, à l'égard du pro

propriétaire, d'un grand nombre de servitudes, qui rarement étoient spécifiées dans le bail, ou déterminées par aucune loi précise, mais sur lesquelles on s'en rapportoit à l'usage ou à la coutume du manoir ou de la baronnie. Ces servitudes étant par conséquent presque tout-à-fait arbitraires, elles exposoient le tenancier à bien des vexations. En Ecosse, l'abolition de toutes les servitudes qui n'étoient pas expressément stipulées dans le bail, a fait en peu d'années un changement très-favorable dans la condition des laboureurs du pays.

Les servitudes auxquelles les laboureurs étoient soumis par rapport au public, n'étoient pas moins arbitraires que celles qui regardoient les particuliers. Celle des corvées, pour faire & entretenir les grands chemins, subsiste encore, à ce que je crois, par-tout, quoiqu'avec différens degrés d'oppression dans différens pays, & n'étoit pas la seule. Quand les troupes du roi, sa maison ou ses officiers, de quelque espèce qu'ils fussent, passoient dans quelque partie d'une province, les laboureurs étoient obligés de leur fournir des chevaux, des voitures & des vi-

vres, à un prix réglé par le pourvoyeur. La Grande-Bretagne est, je pense, la seule monarchie de l'Europe, où l'oppression de la pourvoirie soit entièrement abolie. Elle subsiste encore en France & en Allemagne.

Les taxes auxquelles ils étoient sujets, n'étoient, ni moins régulières, ni moins oppressives que les servitudes. Les anciens lords, avec la plus grande répugnance à donner eux-mêmes des secours pécuniaires à leur souverain, lui accordoient aisément de mettre la taille, comme ils l'appelloient, sur leurs tenanciers, & ils avoient si peu de connoissance, qu'ils ne prévoyoient pas combien leur revenu devoit à la fin en souffrir. On peut citer comme un exemple de ces anciennes tailles, celle qui subsiste encore en France. C'est une taxe sur les profits supposés du fermier, profits qu'ils estiment par le fonds qu'il a sur la ferme. Il est donc de son intérêt de paroître en avoir le moins possible, & par conséquent, d'en employer le moins possible à sa culture, & point du tout à son amélioration : s'il arrivoit qu'un fonds s'accumulât entre les mains d'un fermier françois, la taille seroit presque équivalente à une

prohibition d'en faire l'emploi sur la terre. De plus, on y suppose que cette taxe est déshonorante, & qu'elle dégrade le taillable, non-seulement au dessous du rang de gentilhomme, mais au dessous du bourgeois, & quiconque prend à louage les terres d'un autre, y devient sujet. Il n'y a ni gentilhomme, ni bourgeois qui ait un fonds, qui se soumette à cette humiliation. Ainsi, cette taxe n'empêche pas seulement qu'on employe les fonds accumulés sur la terre à son amélioration, elle en détourne aussi tout autre fonds. Les anciennes dixmes & les quinzièmes, si usités anciennement en Angleterre, si on les considère en tant qu'elles affectoient la terre, paroissent avoir été des taxes de la même nature que la taille.

On ne pouvoit s'attendre que ceux qui tenoient les terres, découragés par tant d'obstacles, fissent de grands progrès dans l'agriculture. Avec toute la liberté & la sécurité que la loi peut donner à cet ordre d'hommes, il ne peut prospérer sans avoir toujours de grands désavantages à combattre. Le fermier, comparé avec le propriétaire, est comme un marchand qui commerce avec

de l'argent d'emprunt, comparé au marchand qui fait le commerce avec ses propres deniers. Le fonds de l'un & de l'autre peut augmenter ; mais, en supposant qu'ils aient tous deux une conduite également bonne, celui du premier doit s'accroître plus lentement que celui du second, à cause de la partie considérable des profits, qui est absorbée par l'intérêt du prêt. Que le fermier & le propriétaire soient également sages & entendus, il faut de même que les terres cultivées par le premier, se bonifient plus lentement que celles qui sont cultivées par le second, & la raison en est que la rente absorbe une grande partie du produit, que le fermier pourroit sans cela employer à rendre la terre encore meilleure. Ajoutez que l'état du fermier est, par la nature des choses, inférieur à celui d'un propriétaire. Dans la plus grande partie de l'Europe, les laboureurs sont regardés comme étant d'un rang inférieur à la première classe des marchands & des artisans ; & , dans toute l'Europe, on les met au dessous des négocians & des manufacturiers. Or il n'est pas naturel qu'un homme qui a par-devers lui un fonds considérable, quitte un état su-

supérieur pour passer à un inférieur. Ainsi, dans notre Europe même, telle qu'elle est à présent, il ne sortira guère de fonds des autres professions pour aller à la terre, par le moyen du fermage. Il en sortira peut-être plus dans la Grande-Bretagne que par-tout ailleurs, quoique les grands fonds qu'on y emploie ainsi dans certains endroits, ayent généralement été acquis par la voie même du fermage, qui, pour l'ordinaire, est peut-être la plus lente de toutes les voies pour en acquérir. Cependant, après les petits propriétaires, ce sont par-tout les riches & gros fermiers qui améliorent le plus. C'est ce qu'ils font en Angleterre, plutôt que dans toute autre monarchie de l'Europe. On dit que les fermiers de la Hollande & de Berne en Suisse, ne le cèdent point aux nôtres.

Outre tout ce que je viens de dire, l'ancienne politique de l'Europe s'opposoit à l'amélioration & à la culture, tant de la part du propriétaire que de celle du fermier; premièrement, par la prohibition générale de l'exportation du bled sans une permission expresse, ce qui paroît avoir été un règlement universel; & secondement, par les en-

traves qu'on mettoit au commerce intérieur, non-seulement du bled, mais de presque toute autre partie du produit de la ferme, par les loix absurdes contre les monopoleurs, les régratiers & les accapareurs, & par les privilèges des foires & des marchés. Nous avons déjà observé comment la défense d'exporter le bled, jointe à certains encouragemens donnés pour l'importation du bled étranger, nuisit à la culture de l'ancienne Italie, le pays de l'Europe naturellement le plus fertile, & qui étoit alors le siège du plus grand empire du monde. Il n'est peut-être pas aisé d'imaginer à quel point de découragement ces mêmes causes ont dû porter la culture dans des pays moins fertiles.

C H A P I T R E I I I.

De la naissance & du progrès des cités & des villes, après la chute de l'empire romain.

APRÈS la chute de l'empire romain, les habitans des cités & des villes ne furent pas plus favorisés que ceux de

la campagne. Véritablement ils formoient un ordre d'hommes fort différens des premiers habitans des anciennes républiques de la Grece & de l'Italie. Ceux-ci étoient composés principalement des propriétaires des terres, entre lesquels on avoit partagé le territoire dans l'origine, & qui trouvoient leur avantage à bâtir leurs maisons près les unes des autres, & à les entourer d'une enceinte de murs pour la défense commune. Il paroît, au contraire, qu'après la chute de l'empire romain, les propriétaires des terres véquirent généralement dans des châteaux fortifiés, sur leur territoire particulier & au milieu de leurs tenanciers & de leurs vassaux. Les villes furent sur-tout habitées par les marchands & les artisans, qui alors semblent avoir été d'une condition servile, ou très-peu s'en faut. Les privilèges que nous voyons avoir été accordés par d'anciennes chartes aux habitans de quelques-unes des principales villes de l'Europe, font assez connoître ce qu'ils étoient avant ces concessions. Quand on voit des gens auxquels il est accordé comme un privilège, qu'ils puissent marier leurs filles sans le consentement de leurs sei-

gneurs; qu'après leur mort ce soient leurs enfans & non leurs seigneurs qui héritent de leurs biens; qu'ils puissent disposer de leurs effets par testament, on peut conclure qu'ils étoient auparavant dans le même rang, ou à peu-près dans le même rang, que les vilains de la campagne.

Il semble, en effet, qu'ils aient été une pauvre & chétive espèce de gens qui alloient avec leurs marchandises de place en place & de foire en foire comme font aujourd'hui les petits marchands ou porte-balles. On levoit alors dans toute l'Europe, comme on levoit à présent dans plusieurs gouvernemens tartares de l'Asie, des taxes sur les personnes & les marchandises des voyageurs, quand ils passoient dans certains manoirs & sur certains ponts, quand ils transportoient leurs marchandises d'un endroit à l'autre dans une foire & quand ils y montoient une loge ou une échoppe pour les vendre. Ces différentes taxes étoient connues sous le nom de droits de péage, de pont, de peson, d'établage. Quelquefois le roi, quelquefois un grand seigneur qui, dans certains cas, en avoit le pouvoir, accordoit à des marchands particuliers,

spécialement à ceux qui vivoient dans leur domaine, l'exemption de ces droits. Cette exemption les faisoit appeler francs-marchands, quoiqu'à d'autres égards ils fussent d'une condition servile ou approchant. En retour, ils avoient coutume de payer à leur protecteur une sorte de capitation annuelle. Ils n'obtinrent guere cette protection sans quelque considération grave, & la capitation qu'ils payoient étoit, peut-être, une compensation pour ce que leurs patrons pouvoient perdre en les affranchissant des autres taxes. Il paroît que ces capitations & exemptions étoient d'abord personnelles, & qu'elles ne tomboient que sur des individus particuliers, soit leur vie durant, soit à la volonté de leurs protecteurs. Dans les états très-imparfaits qui ont été publiés sur les cadastres de différentes villes d'Angleterre, il est souvent fait mention, tantôt d'une taxe que les bourgeois particuliers payoient au roi, ou à d'autres grands seigneurs, pour cette espece de protection, & tantôt du simple montant général de toutes ces taxes.

Mais quelque servile que puisse avoir été originairement la condition des ha-

bitans des villes , il est constant qu'il parvinrent à la liberté & à l'indépendance , beaucoup plutôt que ceux qui tenoient les terres dans la campagne. La partie de revenu que le roi tiroit de ces capitations dans une ville , étoit communément donnée à bail durant un certain nombre d'années , pour une rente fixe , quelquefois au Sherif du pays & quelquefois à d'autres. Les bourgeois de la ville même avoient souvent assez de crédit pour qu'on leur donnât , à condition qu'ils seroient tous solidaires pour le total de la rente. Cette maniere d'affermir étoit toute-à-fait conforme à l'économie que pratiquoient , je crois , tous les souverains de l'Europe , & qui consistoit souvent à affermer des manoirs entiers à tous les tenanciers de ces manoirs. Chacun de ceux-ci , & tous ensemble , devenoient responsables de toute la rente ; mais en revanche , il leur étoit permis de la percevoir comme ils jugeoient à propos , & de la payer à l'échiquier par les mains de leur baillif. Cette permission les mettoit à l'abri de l'insolence des officiers royaux , avantage qui passoit alors pour être de la dernière importance.

Dans les commencemens, la ferme de la ville fut probablement donnée aux bourgeois, sur le même pied qu'elle avoit été à d'autres fermiers, c'est-à-dire, pour un certain nombre d'années seulement. Mais il paroît que dans la suite, la pratique générale fut de la donner en fief, c'est-à-dire, à perpétuité, moyennant une rente qui ne pouvoit plus augmenter. Comme cette rente devenoit ainsi perpétuelle, les exemptions pour lesquelles on la payoit, devenoient aussi en revanche également perpétuelles. Elles cessèrent donc d'être personnelles & on ne pouvoit plus les considérer comme attachées à tel ou tel individu, mais comme appartenant aux bourgeois d'un bourg particulier, qui, par cette raison, étoit appelé un bourg franc, comme on avoit appelé les bourgeois du lieu francs-bourgeois ou francs-marchands.

Dans les villes auxquelles cette concession fut faite, les bourgeois reçurent généralement en même tems, les importans privilèges de pouvoir marier leurs filles, de laisser leurs biens à leurs enfans & de tester. J'ignore si l'usage avoit été auparavant de les accorder aux bourgeois particuliers, ou aux in-

dividus , avec la liberté du commerce. Je ne regarde pas comme hors de vrai semblance qu'ils l'aient été , quoiqu' je n'en puisse donner aucune preuve directe. Mais , quoiqu'il en soit , déli vrés des principaux attributs de la condition de vilain & de serf , ils devin rent au moins libres , dans le sens que nous donnons présentement au mot *liberté*.

Ce n'est pas tout : ils furent généralement érigés en même tems en communautés , ou corporations , avec le privilège d'avoir des magistrats & un conseil de ville à eux , de faire des statuts pour leur propre gouvernement , de bâtir des murailles pour leur défense , de mettre tous les habitans sous une sorte de discipline militaire , en les obligeant de veiller & de faire le guet , c'est à-dire , selon ce qu'on entendoit anciennement par-là , de garder & de défendre ces murailles , contre toutes les attaques & les surprises de jour & de nuit. En Angleterre , ils étoient généralement exempts d'être traduits devant les cours du canton ou du comté , & tous les procès qui s'élevoient entr'eux , excepté ceux de la couronne , étoient laissés à la décision de leurs propres

propres magistrats. Ils obtinrent souvent dans d'autres pays des juridictions bien plus considérables & plus étendues.

Il fut probablement nécessaire d'accorder à ces villes, qui prenoient à ferme le revenu que le roi tiroit d'elles, une espèce de juridiction coactive, pour obliger leurs propres citoyens à payer chacun sa taxe. Dans ces tems de désordre, il eût été très-embarrassant pour eux, d'être obligés de se pourvoir par-devant tout autre tribunal, pour avoir justice sur cet article. Mais il doit paroître extraordinaire, que les souverains de tous les différens pays de l'Europe aient échangé de cette manière pour une rente fixe & désormais non susceptible d'augmentation, celle de toutes les branches de leur revenu, qui pouvoit s'accroître davantage, avec le tems, par le cours naturel des choses, sans qu'il leur en coûtât ni frais, ni soins; & qu'ils aient plus érigé, comme ils le firent, une sorte de république indépendante, dans le cœur de leurs propres domaines.

Pour entendre cela, il faut se souvenir que de tous les souverains de l'Europe, il n'y en avoit peut-être pas

un dans ce tems-là qui fût en état de protéger, dans toute l'étendue de ses domaines, la partie foible de ses sujets contre l'oppression des grands seigneurs. Ceux que la loi ne pouvoit protéger & qui n'étoient point par eux-mêmes assez forts pour se défendre, étoient obligés ou d'avoir recours à la protection de quelque grand, & de l'acheter, en devenant ses esclaves ou vassaux, ou bien de former entr'eux une ligue défensive. Les habitans des villes & des bourgs, considérés comme de simples individus, ne pouvoient se défendre; mais en se liguant avec leurs voisins, ils étoient capables de faire une assez bonne résistance. Les grands méprisoient les bourgeois, qu'ils regardoient non-seulement comme d'un ordre différent, mais comme un genre d'esclaves émancipés, & presque d'une autre espèce qu'eux. La richesse des bourgeois ne manquoit jamais d'exciter leur envie & leur indignation, dans toute occasion, ils les pilloient sans miséricorde & sans remords. Les bourgeois de leur côté, haïssoient naturellement & craignoient les seigneurs; le roi avoit pour eux les mêmes sentimens; mais quoiqu'il pût mépriser

aussi la bourgeoisie, il n'avoit aucun sujet de la haïr ni de la craindre. Un intérêt mutuel portoit donc les bourgeois à soutenir le roi, & le roi à les soutenir contre les seigneurs. Ils étoient les ennemis de ses ennemis, & il étoit intéressé à leur procurer la sûreté & l'indépendance, à l'égard de ces ennemis. C'est ce qu'il faisoit, autant qu'il pouvoit, en leur accordant des magistrats à eux, le privilege de se gouverner par leurs statuts, celui d'élever des murailles pour leur défense, & le droit de soumettre les habitans à une sorte de discipline militaire. Sans l'établissement d'un gouvernement régulier de cette espece, sans quelque autorité, pour faire agir les habitans selon un certain plan ou système, l'association volontaire, pour leur défense, n'eût jamais pu être solide & durable. Ils n'y auroient pas trouvé la sûreté qu'ils cherchoient, & le roi n'auroit jamais tiré d'eux un grand secours. En leur donnant en fief la ferme de la taxe qu'il levoit sur eux, il ôtoit à ceux qu'il vouloit avoir pour amis, ou, si on peut parler ainsi, pour ses alliés, tout sujet de méfiance & de soupçon qu'il dût un jour les opprimer, soit

en augmentant le prix de la ferme soit en la donnant à d'autres fermiers.

C'étoit si bien là le motif des souverains, que les princes qui vivoient le plus mal avec leurs barons, ont été justement ceux qui ont fait le plus de fortes de concessions. Le roi Jean d'Angleterre, par exemple, semble avoir été celui qui a poussé le plus loin la libéralité à l'égard de ses vassaux. Philippe I, roi de France, perdit toute son autorité sur ses barons, vers la fin de son regne. Selon le P. Daniel, son fils Louis, connu depuis sous le nom de Louis le Gros, consulta les évêques des domaines royaux, sur les moyens les plus propres à contenir la violence des grands seigneurs. Ils proposèrent deux choses; l'une, de créer un nouvel ordre de juridiction, en établissant des magistrats & un conseil de ville, dans chaque ville considérable de ses domaines; l'autre, de former une nouvelle milice, & de faire marcher à son secours, dans l'occasion, les habitans des villes, sous le commandement de leurs magistrats. Les antiquaires françois, datent de cette époque l'institution des magistrats & des conseils des villes de France.

fut pendant les regnes malheureux des princes de la maison de Suabe, que la plupart des villes d'Allemagne reçurent les premières concessions de leurs privilèges, & que la fameuse ligue an-
 féatique commença à devenir formidable.

Il paroît qu'alors la milice des villes n'étoit pas inférieure à celle de la campagne, & comme elle pouvoit s'assembler plus aisément dans les cas pressans, les bourgeois eurent souvent l'avantage de leurs querelles avec les seigneurs voisins. Dans les pays, tels que l'Italie & la Suisse, où le souverain perdit son autorité, soit parce qu'ils étoient à une trop grande distance du siège du gouvernement, soit parce qu'ils étoient forts d'assiette, soit par quelque autre raison, les villes devinrent généralement indépendantes & vainquirent toute la noblesse de leur voisinage, & l'obligèrent de raser ses châteaux dans la campagne, & de vivre paisiblement dans la ville comme les autres habitans. C'est en abrégé l'histoire de la république de Berne & de plusieurs autres villes de la Suisse. Si on excepte Genève, dont l'histoire est un peu différente, c'est encore celle de toutes les

républiques considérables d'Italie qu'on vit s'élever & périr en si grand nombre, entre la fin du dixième & le commencement du seizième siècle.

En France, en Angleterre & ailleurs, où l'autorité du souverain, quoique souvent très-foible, ne fut jamais détruite entièrement, les villes n'eurent pas la même facilité à se rendre absolument indépendantes. Elles acquirent cependant assez de considération pour que le souverain ne pût leur imposer, sans leur consentement, aucune taxe, outre celle de la rent qu'elles tenoient de lui à ferme, & qui étoit arrêtée une fois pour toutes. En conséquence, elles étoient invitées à envoyer des députés à l'assemblée des Etats du royaume, & à s'y joindre avec le clergé & aux barons, dans les nécessités urgentes, pour accorder au roi un subside extraordinaire. Comme elles étoient généralement plus favorables au pouvoir de la couronne, elles ont été quelquefois employées, ce semble, à contre-balancer l'autorité de la haute noblesse dans ces assemblées. C'est là l'origine des représentans des bourgeois dans les états généraux de toutes les grandes monarchies de l'Europe.

C'est ainsi que l'ordre & le bon gouvernement, & avec eux la liberté & la sûreté des individus s'établirent dans les villes, dans le tems où ceux qui tenoient les terres de la campagne, étoient exposés à toute sorte de violences. Les hommes ainsi opprimés se contentent naturellement de ce qu'il faut pour leur subsistance, parce que s'ils acquéroient au delà, ils ne feroient que tenter l'injustice de leurs oppresseurs. Quand, au contraire, ils sont sûrs de jouir des fruits de leur industrie, elle se déploie naturellement davantage; ils cherchent à rendre leur condition meilleure & tâchent d'acquiescer non-seulement ce qui est nécessaire pour vivre, mais ce qu'il faut pour vivre commodément & agréablement. De là vient que cette industrie qui aspire à quelque chose de plus que le simple nécessaire, s'est établie dans les villes bien du tems auparavant qu'elle devînt commune parmi les gens de la campagne. Si un pauvre cultivateur, dans le servage, amassoit quelque petit fonds, il devoit naturellement le dérober avec un grand soin à la connoissance de son maître, qui autrement s'en feroit emparé, & saisir la première

occasion de désertter dans une ville. La loi avoit alors tant d'indulgence pour les habitans des villes, & souhaitoit si fort de diminuer l'autorité des seigneurs sur ceux de la campagne que si le déserteur pouvoit se soustraire aux poursuites de son seigneur pendant un an, il étoit libre pour toujours. Ainsi tout ce qui s'accumuloit dans les mains de la partie industrieuse des habitans de la campagne prit naturellement son refuge dans les villes, comme dans les seuls sanctuaires où il pouvoit être assuré aux personnes qui l'avoient acquis.

Il est vrai que les habitans des villes doivent toujours tenir en dernier ressort de la campagne leur subsistance, les matieres & les instrumens qui servent à leur industrie; mais ceux d'une ville située près des côtes de la mer ou près d'une riviere navigable ne sont pas nécessairement réduits à les tirer de la campagne qui est dans leur voisinage; ils ont un champ beaucoup plus vaste, & peuvent les faire venir des extrémités du monde, soit par l'échange du produit manufacturé de leur propre industrie, soit en faisant le commerce de transport entre

les pays éloignés , & en échangeant le produit d'un pays pour celui de l'autre. De cette manière, une ville pourroit s'élever à un haut degré de richesse & de splendeur, tandis que non-seulement le pays qui l'avoisine, mais encore tous ceux avec lesquels elle commerceroit, demeureroient pauvres & misérables. Peut-être que chacun de ces pays, pris séparément, ne lui feroit qu'une petite partie de sa subsistance & de ses affaires; mais tous ensemble pourroient lui fournir une substance considérable & de grandes affaires. Quoique le commerce de ces pays-là se fît dans un cercle étroit, il avoit cependant des pays opulents & industrieux. Tel fut l'empire grec, tant qu'il subsista, & celui des Sarrazins, durant le regne des Abassides. Telle fut encore l'Egypte, jusqu'à ce qu'elle fut conquise par les Turcs, quelque partie de la Côte de Barbarie, & toutes ces provinces d'Espagne qui étoient sous le gouvernement des Mores.

Les villes d'Italie semblent avoir été les premières de l'Europe qui s'élevèrent par le commerce à un degré considérable d'opulence. L'Italie se trouve au centre de la partie du monde qui

étoit alors avancée & civilisée. D'ailleurs, quoique les Croisades aient nécessairement retardé le progrès de la plus grande partie de l'Europe, par la grande perte de fonds & d'habitans qu'elles occasionnerent, elles furent extrêmement favorables à celui de quelques villes d'Italie. Les grandes armées qui marchoient de toute part pour la conquête de la Terre-Sainte, donnèrent un encouragement extraordinaire à la marine de Venise, de Gênes & de Pise, qui leur fournirent quelquefois des vaisseaux pour les transporter, & toujours des vivres. Elles étoient, pour ainsi dire, les commensales de ces armées, & la manie- re la plus destructive qui se soit jamais employée par des nations européennes, fut une source d'opulence pour ces républiques.

Par l'importation des beaux ouvrages manufacturés & du luxe dissipé dans ces pays plus riches, les habitans des villes commerçantes fournirent l'aliment à la vanité des grands propriétaires qui s'empressèrent de donner pour ces marchandises étrangères, de grandes quantités de produit brut de leurs terres: c'est pourquoi nous voyons

que dans ce tems-là, le commerce de la plus grande partie de l'Europe consistoit principalement dans l'échange de leur produit brut avec le produit manufacturé de pays plus civilisés. C'est ainsi que la laine d'Angleterre s'échangeoit ordinairement pour les vins de France & pour les fines étoffes de Flandres, comme le bled de la Pologne s'échange aujourd'hui pour les vins & les eaux-de-vie de France, & pour les foieries & les velours de France & d'Italie.

Le goût pour les belles choses qui sortoit de manufactures portées à une plus grande perfection, s'introduisit de cette maniere dans les pays où l'on ne faisoit point ces fortes d'ouvrages. Mais quand ce goût devint si général, que beaucoup de monde voulut en avoir, les marchands, pour épargner les frais du transport, tâchèrent naturellement d'établir chez eux des manufactures de la même espece. De-là l'origine des premières manufactures dont le produit peut se vendre au loin, & qui semblent s'être établies dans les provinces occidentales de l'Europe, après la chute de l'empire romain.

Il n'y a jamais eu ni pu avoir de grand pays qui n'ait eu dans son sein quelque espece de manufactures, & quand on dit d'un pays étendu qu'il n'en a point, il faut toujours entendre cela de celles qui sont plus belles & plus parfaites, ou qui sont propres pour la vente au loin. Dans tout pays considérable, le vêtement & le meuble de la plus grande partie du peuple sont toujours le produit de l'industrie nationale. C'est même plus universellement le cas de ces pays pauvres qu'on dit communément n'avoir pas de manufactures, que celui des pays riches où l'on dit qu'elles abondent. On trouvera généralement dans ceux-ci beaucoup plus de productions étrangères, dans le vêtement & l'ameublement du bas peuple, qu'on n'en trouvera dans les autres.

Ces manufactures, propres pour la vente au loin, semblent s'être introduites dans différens pays en deux manieres.

Elles l'ont été quelquefois de la maniere dont je viens de parler, par l'opération violente, si on peut s'exprimer ainsi, des fonds des marchands & des entrepreneurs particuliers qui les

ont établies, à l'imitation de quelques-unes de même espece, qui existoient chez l'étranger. Ces sortes de manufactures sont donc les enfans du commerce étranger, & telles paroissent avoir été les anciennes manufactures de soieries, de velours & de brocards, qui s'introduisirent à Venise, au commencement du treizieme siecle. Il semble qu'on doit mettre au même rang celles de draps fins, qui florissoient anciennement en Flandres, & qui passerent en Angleterre, au commencement du regne d'Elisabeth. Telles sont encore aujourd'hui les manufactures de Lyon & de Spital-Fields. Comme elles s'établissent à l'imitation de celles qui sont chez l'étranger, elles travaillent généralement des matieres étrangères. Lorsque la manufacture de Venise étoit florissante, il n'y avoit pas un seul mûrier, ni par conséquent un seul ver à soie dans toute la Lombardie. Les Vénitiens tiroient leurs matieres de la Sicile & du Levant, la manufacture même étant à l'imitation de celle de l'empire Grec. On n'a commencé à planter des mûriers en Lombardie, qu'au commencement du treizieme siecle, ce qui se fit par l'encourage-

ment que donna Louis Sforce, du de Milan. Les manufactures de Flandres employoient principalement les laines d'Espagne & d'Angleterre. La laine d'Espagne fut la matiere employée en Angleterre, non dans les premieres manufactures de laine, mais dans les premieres qui s'y établirent pour la vente au loin. Les soies étrangères fournissent encore aujourd'hui Lyon plus de la moitié de ces matieres, & dans les premiers tems, elle lui fournissoient le tout ou presque le tout. Il est vraisemblable que l'Angleterre ne produira aucune de celle qu'emploie la manufacture de Spital Fields. Comme ces sortes de manufactures ont généralement pour auteurs quelques individus, leur siege est quelquefois dans une ville maritime, & quelquefois dans une ville située bien avant dans les terres. C'est l'intérêt, le jugement ou le caprice de leurs auteurs qui en décide.

D'autres fois, les manufactures propres pour la vente au loin, s'élevèrent naturellement, &, pour ainsi dire, d'elles-mêmes, par la perfection qu'acquierent graduellement les fabriques absolument nécessaires dans les pays

les plus pauvres & les plus barbares. Ces sortes de manufactures employent généralement les matieres que le pays produit , & il semble que souvent elles se soient d'abord perfectionnées & raffinées dans l'intérieur des terres, non pas à une très-grande, mais à une bonne distance des côtes de la mer , & quelquefois même de toute riviere navigable. L'intérieur d'un pays, quand il est fertile & facile à cultiver, produit beaucoup plus de vivres qu'il n'en faut pour la subsistance des cultivateurs , & souvent la sortie de cet excédent peut être difficile, à cause des frais qu'il en coûteroit pour le transporter hors du pays par terre & par eau. L'abondance amene donc alors le bon marché des denrées, & invite à s'établir dans le voisinage, un grand nombre d'ouvriers dont l'industrie peut trouver là mieux qu'ailleurs les nécessités & les commodités de la vie. Ces ouvriers manufacturent les matieres que la terre produit, & quand leur ouvrage est fait, ils l'échangent, ou, ce qui revient au même, ils en échangent le prix contre une plus grande quantité de matieres & de denrées. Ils donnent une nouvelle valeur au sur-

plus du produit brut, en épargnant la dépense de le voiturer au bord de l'eau ou à quelque marché éloigné, & en échange ils fournissent aux cultivateurs quelque chose d'utile ou d'agréable à meilleur compte qu'ils ne pouvoient l'avoir auparavant. Les cultivateurs vendent le surplus de leur produit au meilleur prix, & achètent à meilleur marché les commodités dont ils ont besoin. Cet avantage leur donne en même tems l'envie & le pouvoir d'augmenter ce surplus du produit, en améliorant & en cultivant mieux la terre; & comme la fécondité de la terre a fait naître les manufactures, les progrès de celles-ci réagissent sur la terre, & sont cause qu'elle devient encore plus fertile. Car quoique le produit de la terre & celui des manufactures grossières ne puissent que très-difficilement supporter la dépense d'un long transport, ce qui vient d'une manufacture perfectionnée le peut aisément. Il contient souvent dans un petit volume le prix d'une grande quantité de produit brut. Un morceau de fin drap, par exemple, qui ne pèse que huit livres, contient en soi le prix, non-seulement de huit livres de laine, mais quelquefois de

plusieurs milliers pesant de bled, qui font la subsistance des différens ouvriers & de ceux qui les ont employés immédiatement. Le bled qu'on auroit eu peine à transporter en nature hors du pays, est ainsi virtuellement exporté sous la forme d'ouvrage manufacturé, forme sous laquelle il peut aisément se transporter dans les endroits du monde les plus reculés. C'est ainsi que se sont levées naturellement, &, pour ainsi dire, d'elles-mêmes, les manufactures de Leeds, Halifax, Sheffield, Birmingham & Wolverhampton. De telles manufactures sont les enfans de l'agriculture. L'histoire moderne dépose qu'elles ne se sont étendues & perfectionnées qu'après celles qui doivent leur naissance au commerce. L'Angleterre étoit renommée, pour la finesse de ses draps faits avec de la laine d'Espagne, plus d'un siècle avant que les manufactures que je viens de citer, & qui fleurissent actuellement, fussent connues pour la vente au loin, ou pour passer chez l'étranger. Celles-ci ne pouvoient s'étendre & se perfectionner qu'en conséquence des progrès de l'agriculture, qui sont à leur tour le dernier & le plus grand effet du commerce.

ce étranger & des manufactures qu'il introduit, comme je vais l'expliquer.

CHAPITRE IV.

Comment le commerce des villes a contribué à l'amélioration des campagnes.

L'ACCROISSEMENT & les richesses des villes commerçantes & manufacturières contribuèrent en trois différentes manières à l'amélioration & à la culture des pays où elles se trouvoient.

1°. Par la commodité d'un marché considérable & à portée qu'elles fournissoient à la campagne pour la vente de son produit brut. Cet avantage ne se bornoit même pas aux campagnes où ces villes étoient situées; il s'étendoit à toutes celles qui avoient quelque commerce avec elles. Comme elles ouvroient à toutes un marché pour quelque partie de leur produit brut ou manufacturé, elles donnoient à toutes quelqu'encouragement favorable à leur industrie & à leur avancement. Cependant les campagnes voisines tiroient, à raison de leur voisinage, le plus grand profit de ce marché; leur pro-

uit brut n'étant pas chargé des mêmes frais de transport, les marchands pouvoient en donner un meilleur prix aux producteurs, & le vendre aux consommateurs aussi bon marché que celui des campagnes plus éloignées.

2°. Les habitans des villes mettoient souvent les richesses qu'ils avoient acquises à l'achat des terres qui étoient à vendre, & qui la plupart du tems n'étoient pas cultivées. Les marchands ont communément l'ambition de posséder un bien de campagne, & quand ils ont une terre, ils sont généralement les plus propres à la faire valoir. Un marchand est accoutumé à mettre la plus grande partie de son argent à des projets utiles, au lieu qu'un simple gentilhomme campagnard est accoutumé à dépenser le sien. L'un voit souvent son argent sortir de son coffre & y revenir avec un profit; l'autre, quand il le tire de sa poche, s'attend rarement à l'y voir revenir. Ces différentes habitudes affectent naturellement leur caractère & leurs dispositions qui s'en sentent dans toutes sortes d'affaires. Le premier est communément hardi, & le second timide à entreprendre. Celui-là ne craint pas

d'employer à la fois un gros capital pour améliorer sa terre quand il a perspective d'en augmenter la valeur en proportion de la dépense qu'il fait. Si celui-ci a quelque capital, c'est qui n'est pas toujours, il risque rarement d'en faire cet emploi. S'il fait quelque bien à sa terre, ce n'est pas ordinairement avec un capital, mais avec ce qu'il peut épargner sur son revenu annuel. Quiconque a vécu dans une ville marchande située dans un pays médiocrement cultivé, doit avoir souvent remarqué combien les opérations des commerçans dans ce genre sont plus animées que celles des propriétaires nés à la campagne & qui y vivent de leur bien. D'ailleurs les habitudes d'ordre, d'économie & d'attention, que forme le commerce rendent un homme plus propre à exécuter tout projet d'améliorissement avec profit & avec succès,

3°. Et en dernier lieu, le commerce & les manufactures introduisirent par degrés l'ordre & le bon gouvernement, & avec eux la liberté & la sûreté des individus parmi les habitans de la campagne, qui auparavant avoient vécu dans un état de guerre presque

ontinuel avec leurs voisins, & dans une dépendance fervile à l'égard de leurs supérieurs. Quoique cet effet du commerce & de l'industrie ait été observé le dernier, il est beaucoup plus important que tous les autres. M. Hume est le premier que je sache qui en ait fait mention.

Dans un pays où il n'y a ni commerce étranger ni belles manufactures, un grand propriétaire ne trouvant rien avec quoi il puisse échanger la plus grande partie du produit de sa terre qui lui reste, l'entretien des cultivateurs prélevé, il en exerce nécessairement chez lui une hospitalité rustique. Si cet excédent du produit suffit pour la subsistance de cent ou de mille hommes, il ne peut en faire un autre usage que celui d'entretenir cent ou mille hommes. Il est par conséquent toujours environné d'une multitude de gens à sa suite & qui dépendent de lui, parce que n'ayant rien à lui donner en retour de la vie & de l'habit dont ils sont entièrement redevables à sa bonté, il faut qu'ils lui obéissent par la même raison qu'il faut que les soldats obéissent au prince qui les paye. Avant l'extension du com-

merce & des manufactures en Europe l'hospitalité des riches & des grands depuis le souverain jusqu'au plus petit baron, étoit telle qu'il n'est pas facile aujourd'hui de s'en former une idée. La salle de Westminster étoit la salle à manger de Guillaume le Roux, peut-être que souvent elle n'étoit pas trop grande pour sa compagnie. On regarda comme un trait de magnificence dans Thomas Becquet, d'avoir fait joncher le plancher de sa salle de paille fraîche ou de joncs dans la façon, pour que les chevaliers & les écuyers qui ne pouvoient avoir de sièges ne gâtassent point leurs habits lorsqu'ils s'asseoient pour dîner. On dit que le grand comte de Warwick nourrissoit tous les jours dans ses différens manoirs trente mille ames, & quoi que ce nombre puisse être exagéré l'exagération même laisse à juger qu'il étoit très-considérable. On exerçoit encore il y a quelques années une hospitalité en différens endroits des montagnes d'Ecosse. Elle paroît commune à toutes les nations qui ne connoissent guere le commerce ni les manufactures. J'ai vu, dit le docteur Pocock, un chef Arabe dîner dans les

rués d'une ville où il venoit vendre son bétail, & inviter tous les passans, même les mendiens, à s'asseoir à sa table & à partager son banquet avec lui.

Les grands propriétaires n'étoient pas moins les maîtres, à tous égards, de ceux qui tenoient leurs terres, que de ceux qu'ils avoient à leur suite. Si ce n'étoit pas des vilains, c'étoit des tenanciers à volonté qui payoient une rente légère & nullement équivalente à la subsistance qu'ils tiroient de la terre. Un écu ou demi-écu d'Angleterre, une brebis, un agneau, étoient, il y a quelques années, dans les montagnes d'Ecosse la rente ordinaire pour des terres qui nourrissoient toute une famille. C'est encore de même en quelques endroits, & l'argent n'y achete pas une plus grande quantité de marchandises que dans d'autres lieux. Si le surplus du produit d'un vaste patrimoine doit être consommé sur les lieux même, il est souvent plus commode pour le propriétaire qu'il en soit consommé une partie loin de sa maison, pourvu que les consommateurs ne dépendent pas moins de lui que ses pensionnaires & ses domestiques.

Cela lui fauve l'embarras d'une trop grande compagnie, ou d'une maison trop nombreuse. Un tenancier à volonté qui possède assez de terre pour nourrir sa famille, moyennant une rente qui n'est guère plus forte qu'un cens, est aussi dépendant du propriétaire qu'aucun de ses pensionnaires ou domestiques, & il ne peut pas mettre plus de réserve à l'obéissance qu'il lui doit. Comme un pareil propriétaire nourrit ses pensionnaires & ses gens chez lui, de même il nourrit ses tenanciers chez eux. La subsistance de l'un & des autres vient de sa bonté & il peut la leur continuer ou la leur retirer, selon son bon plaisir.

C'étoit sur l'autorité que les grands propriétaires avoient nécessairement dans cet état des choses, sur leurs tenanciers & les gens de leur suite, qu'étoit fondé le pouvoir des anciens barons. Ils devinrent de toute nécessité les juges & les chefs de tout ce qui vivoit sur leurs terres, les juges dans la paix & les chefs dans la guerre. Ils pouvoient maintenir l'ordre & l'exécution des loix, parce que chacun d'eux pouvoit tourner toute la force de ses habitans contre l'injustice d'un particulier

particulier. Personne qu'eux n'avoit assez d'autorité pour le faire; le roi même n'en avoit pas. Dans ces anciens tems, il n'étoit guere que le plus grand des propriétaires de ses Etats, & les autres grands propriétaires ne lui rendoient certains hommages que par rapport à la nécessité d'une défense commune contre des ennemis communs. Si le roi avoit voulu contraindre quelqu'un, dans les domaines d'un grand propriétaire, au paiement d'une petite dette, & qu'il eût prétendu le faire de sa propre autorité, comme tous les habitans de ces domaines étoient armés & se soutenoient les uns les autres, cette entreprise lui auroit presque coûté autant d'effort que s'il eût été question d'éteindre une guerre civile. Il falloit donc qu'il abandonnât l'administration de la justice, dans la plus grande partie du pays, à ceux qui étoient capables de l'administrer, & que, par la même raison, il laissât le commandement de la milice de la campagne à ceux auxquels cette milice obéissoit.

On se trompe, quand on imagine que ces juridictions territoriales doivent leur origine aux loix féodales

Non-seulement les plus hautes juridictions tant civiles que criminelles mais le pouvoir de lever des troupes & de battre monnaie , celui-même de faire des statuts pour le gouvernement de ses vassaux, étoient des droits possédés allodialement par les grands propriétaires plusieurs siècles avant que l'Europe connût le nom des lois féodales. L'autorité des lords saxons en Angleterre paroît avoir été aussi grande avant la conquête que celle des lords normands le fut après. Or on suppose que les lois féodales ne devinrent la loi commune d'Angleterre qu'après la conquête. Que l'autorité & les juridictions les plus étendues aient été possédées en France par les grands seigneurs , long-tems avant que les lois féodales y fussent introduites c'est un fait qui ne souffre pas de doute. Cette autorité & ces juridictions découloient nécessairement de l'état de propriété & des mœurs dont je viens de parler. Sans remonter aux antiquités reculées des monarchies de France ou d'Angleterre , nous pouvons trouver dans des tems bien postérieurs diverses preuves que de pareils effets ont toujours de pareilles causes. Il n'y

as trente ans que M. Cameron de Lochiel, gentilhomme de Lochabar en cosse, exerçoit la plus haute juridiction criminelle sur tous les gens, sans aucune mission légale. Bien loin d'être ce que nous appellons *Lord de égalité*, il n'étoit pas seulement un financier en chef, mais il n'étoit qu'un vassal du duc d'Argyle, & n'avoit pas même la qualité de juge de paix. On dit qu'il jugeoit très-équitablement, quoique sans aucune formalité de justice, & il n'est pas improbable que c'estoit là où cette partie du pays se trouvoit alors le mit dans la nécessité de rendre cette autorité pour le maintien de la tranquillité publique. Ce gentilhomme, dont le revenu ne passa jamais cinq cents livres sterling par an, entraîna, en 1745, huit cents de ses gens dans sa rébellion.

Bien loin d'étendre l'autorité des grands Seigneurs allodiaux, l'introduction de la loi féodale fut plutôt une tentative pour la modérer. Elle établit une subordination régulière accompagnée d'une longue chaîne de services & de devoirs depuis le roi jusqu'au moindre propriétaire. Durant la supériorité du propriétaire, la rente, au

bien que l'administration de ses terres
 tomba entre les mains de son sup-
 rieur immédiat, & par conséquent ce-
 les des grands propriétaires entre les
 mains du roi, qui fut chargé de l'en-
 tretien & de l'éducation du pupile,
 qui, en vertu de son autorité de tuteur,
 fut censé avoir le droit de le marier,
 pourvu que ce fût d'une manière
 convenable à son rang. Mais quoique
 cette institution tendît nécessairement
 à fortifier l'autorité du roi & à affoi-
 blir celle des grands propriétaires,
 elle ne put le faire jusqu'à établir
 l'ordre & le bon gouvernement
 parmi les habitans de la campagne
 parce qu'elle ne fut pas capable de
 changer l'état de la propriété & les
 mœurs d'où naissoit le désordre. L'au-
 torité du gouvernement continua d'être,
 comme auparavant, trop foible dans le
 chef & trop forte dans les membres,
 & la trop grande force des membres
 étoit la cause de la foiblesse du
 chef. Le roi ne fut pas plus en état
 de contenir la violence des grands se-
 gneurs. Ils continuèrent de se faire,
 leur discrétion, presque toujours
 guerre entr'eux, & souvent de la faire
 au roi; & la campagne toute ouverte

ne cessa pas d'être une scène de violence, de rapine & de désordre.

Mais ce que la violence des institutions féodales ne put jamais effectuer fut amené graduellement par l'opération lente & insensible du commerce étranger & des manufactures, qui, par degrés, vinrent à fournir aux grands propriétaires de quoi échanger tout le surplus du produit de leurs terres, en leur présentant des choses qu'ils pouvoient consommer eux-mêmes, sans les partager avec leurs tenanciers & leurs pensionnaires. Tout pour nous, tout pour les autres, semble avoir été dans tous les âges la vile maxime des maîtres du genre humain. Dès qu'ils trouverent le moyen de consommer eux-mêmes toute la valeur de leurs ventes, ils ne voulurent plus en faire part à personne. Pour une paire de boucles de diamans, par exemple, ou pour quelque chose d'aussi inutile & d'aussi frivole, ils échangeoient peut-être la subsistance, ou, ce qui revient au même, le prix de la subsistance annuelle d'un millier d'hommes, & en même tems tout le poids & l'autorité qu'ils en tiroient. Cependant les boucles devoient être à eux seuls, & per-

sonne qu'eux ne devoit en avoir moindre part ; au lieu que, dans l'ancienne maniere de dépenser, il falloit partager leur jouissance avec mille personnes au moins. Cette différence étoit complètement décisive pour les juges qui avoient à prononcer sur la préférence ; & c'est ainsi qu'ils troquèrent tout leur pouvoir & leur autorité pour la plus puérile, la plus basse & la plus fardide de toutes les vanités.

Dans un pays qui n'a ni commerce étranger, ni belles manufactures, un homme de dix mille livres sterling de rente ne peut guere employer son revenu autrement qu'à faire subsister peut-être mille familles, qui toutes sont nécessairement à ses ordres. Dans l'état présent de l'Europe, il peut dépenser & généralement il dépense son revenu de maniere qu'il n'entretient & ne nourrit pas directement vingt personnes, & qu'il ne peut pas commander à plus de dix laquais qui n'en valent pas la peine. Peut-être qu'indirectement il fait subsister autant ou même plus de monde qu'il n'auroit pu le faire avec l'ancienne maniere de dépenser. Car quoique la quantité de productions précieuses pour lesquelles

Il échange son revenu soit fort petite, le nombre des ouvriers employés à les recueillir & à les préparer doit nécessairement avoir été fort grand. Ce qui les rend généralement si chères, c'est le salaire des ouvriers & les profits de ceux qui les employent; en payant le prix qu'elles coûtent, il paye indirectement tous ces salaires & profits, & contribue ainsi à la subsistance annuelle de bien des gens. Mais en général il ne contribue que pour une très-petite partie à celle de chacun d'eux, à celle de quelques-uns peut-être pour un dixième, pas pour un centième à celle de la plupart, pas même pour un millième ou pour un dix-millième à celle de certains autres; de sorte que tous sont plus ou moins indépendans de lui, parce que généralement ils peuvent subsister sans lui.

Lorsque les grands propriétaires consacrent leurs rentes à faire subsister leurs tenanciers & les gens de leur suite, chacun d'eux procure l'entière subsistance à ses tenanciers & à ceux de sa suite. Mais quand ils les emploient à faire subsister les marchands & les artisans, peut-être que pris collectivement ils nourrissent un aussi grand

nombre, &, attendu le dégât qui accompagne l'hospitalité rustique, probablement un plus grand nombre de gens qu'ils n'en nourrissoient auparavant. Chacun d'eux en particulier ne contribue que pour une petite portion à la subsistance de chacun des individus qui composent ce grand nombre. Chaque marchand, chaque artisan tire la sienne non d'une seule, mais de cent ou mille pratiques différentes. Quoique redevable en quelque sorte à toutes, il ne dépend absolument d'aucune d'elles en particulier.

La dépense personnelle des grands propriétaires s'étant accrue ainsi par degrés, il étoit impossible que le nombre des gens de leur suite ou de leurs pensionnaires ne diminuât pas de même jusqu'à ce qu'enfin ils fussent tous renvoyés. La même cause les amena par degrés à se défaire de la partie de leurs tenanciers qui ne leur étoit pas nécessaire. Les fermes furent agrandies, & malgré les plaintes sur la dépopulation, il y eut une réduction dans le nombre de ceux qu'il falloit pour cultiver les terres, selon la méthode imparfaite de culture & d'amendement usitée dans ces tems-là. En supprimant

es bouches inutiles, & en exigeant du fermier la pleine valeur de la ferme, le propriétaire obtint un excédent, ou, ce qui est la même chose, le prix d'un excédent plus considérable, que les marchands & les artisans lui donnerent occasion de dépenser sur sa personne, comme il avoit déjà dépensé le reste. La même cause ne cessant d'opérer, il souhaita de grossir ses rentes au delà de ce que lui rapportoient les terres dans l'état actuel de l'agriculture. Ses tenanciers ne purent s'y accorder qu'à une condition, savoir, que la possession des terres leur seroit assurée pour un nombre d'années qui leur donnoit le tems de recouvrer avec profit ce qu'ils avanceroient pour que les terres rendissent encore davantage. La vanité ruineuse du propriétaire lui fit accepter cette condition, & de-là l'origine des longs baux.

Le tenancier amovible, ou à volonté, qui paye la pleine valeur de la terre, ne dépend pas même entièrement du propriétaire. Les avantages pécuniaires qu'ils reçoivent l'un de l'autre sont mutuels & égaux, & un tenancier de cette espèce n'exposera jamais sa vie ni sa fortune pour servir son proprié-

taire. Mais s'il a un bail pour longues années, il est absolument indépendant, & son propriétaire ne doit pas attendre de lui le plus petit service au delà de ce qui est stipulé par le bail ou de ce qui lui est imposé par la loi ordinaire & connue du pays.

Les tenanciers ayant eu ainsi leur indépendance, & les gens de leur suite leur congé, les grands propriétaires ne furent plus capables d'interrompre le cours régulier de la justice, ou de troubler la paix du pays. Ayant vendu leur droit d'aînesse, non, comme Esau, dans un tems de famine & de nécessité, mais dans un excès d'abondance, pour des bagatelles & des babioles plus propres à être des jouets d'enfans qu'à être sérieusement recherchées par des hommes, ils perdirent toute leur importance & ne daterent pas davantage qu'un bourgeois ou un marchand riche. L'ordre s'établit dans la campagne aussi bien que dans les villes, personne n'étant assez puissant pour troubler ses opérations dans l'une plutôt que dans les autres.

Peut-être que ce que je vais dire n'est pas trop de mon sujet. Cependant je ne saurois m'empêcher d'ob-

server qu'on trouve rarement, dans les pays commerçans, de ces anciennes familles qui de pere en fils ayent possédé pendant plusieurs générations un bien considérable. Elles sont au contraire très-communes dans les pays qui ont peu de commerce, comme le pays de Galles & les montagnes d'Ecosse. Les histoires arabes paroissent toutes pleines de généalogies, & nous avons une histoire, écrite par un Kan des Tartares & traduite en plusieurs langues de l'Europe, qui ne contient presque autre chose, preuve que ces familles-là sont fort communes parmi ces nations. Lorsqu'un homme riche ne peut dépenser son revenu qu'en faisant subsister autant de monde qu'il en peut nourrir, ne craignez pas qu'il prodigue son bien, ni que sa générosité soit assez démesurée pour qu'il en nourrisse au delà de ses moyens. Mais quand il dépense sur sa personne le revenu le plus considérable, souvent il ne met point de bornes à sa dépense, parce que souvent il n'en met point à sa vanité ou à son affection pour sa chère personne. Ainsi, en dépit des réglemens les plus violens pour prévenir la dissipation dans les pays commerçans, les

richesses restent rarement dans les mêmes familles. Chez les nations simples, au contraire, elles s'y conservent sans l'intervention d'aucune loi. La nature *consommable* de la propriété des peuples pasteurs rend nécessairement chez eux toutes ces sortes de réglemens impossibles.

C'est ainsi qu'une révolution de la plus grande importance pour le bonheur public s'est faite par deux ordres d'hommes qui n'avoient pas la moindre intention de rendre service au public. Le seul motif des grands propriétaires étoit de satisfaire la plus puérile vanité. Les marchands & les artisans, beaucoup moins ridicules, agirent par la seule considération de leur propre intérêt, & en suivant le principe des Gagnepetits, de ne pas manquer l'occasion d'avoir un fol de plus. Nul d'eux ne fut & ne prévint cette grande révolution qu'amenoient par degré la folie des uns & l'industrie des autres.

Voilà comment, dans la plus grande partie de l'Europe, le commerce & les manufactures, au lieu d'être l'effet de l'amélioration & de la culture des terres, en furent la cause & l'occasion.

Cependant, comme cet ordre inter-

verti se trouve contraire au cours naturel des choses, il est nécessairement tout à la fois lent & incertain. Comparez la lenteur des progrès de ces pays de l'Europe, dont la richesse dépend beaucoup du commerce & des manufactures, avec la rapidité de ceux de nos colonies de l'Amérique septentrionale, dont la richesse est entièrement fondée sur l'agriculture. On suppose qu'il ne faut pas moins de cinq cents ans, dans la plus grande partie de l'Europe, pour y doubler le nombre des habitans. On trouve que dans plusieurs de nos colonies de l'Amérique septentrionale, il y double en vingt ou vingt-cinq ans. En Europe, la loi de primogéniture & les perpétuations de différentes especes préviennent la division des grands patrimoines, & par-là ils empêchent la multiplication des petits propriétaires. Cependant un petit propriétaire qui connoît chaque partie de son territoire, qui le voit tout entier avec l'affection que la propriété, & spécialement la petite propriété, inspire naturellement, & qui par cette raison prend plaisir non seulement à le cultiver, mais à l'orner, est généralement de tous ceux qui amé-

liorent, le plus industrieux, le plus intelligent & le plus heureux. Ajoutez que ces mêmes réglemens tiennent hors du commerce une si grande quantité de terres, qu'il y en a toujours moins à vendre qu'il n'y a de capitaux pour en acheter; de manière que celles qui sont vendues le sont toujours au prix du monopole. La rente ne paye jamais l'intérêt de l'argent qu'elles coûtent, & se trouve grevée par des réparations & d'autres charges accidentelles dont les frais ne produisent aucun intérêt. Acheter une terre est, par toute l'Europe, l'emploi le moins profitable qu'on puisse faire d'un petit capital. Un homme d'une fortune médiocre, qui se retire des affaires, & qui veut placer son capital plus sûrement, le mettra quelquefois, il est vrai, dans l'achat d'une terre. Souvent aussi un homme qui exerce une profession, & qui tire son revenu d'une autre source, aimera mieux assurer ses épargnes par la même voie. Mais si un jeune homme, au lieu de s'appliquer au commerce, ou à quelque profession, emploie un capital de deux ou trois mille livres sterling à acheter & à cultiver une petite pièce

la terre, il peut véritablement s'attende-
 re à vivre dans le bonheur & l'indé-
 pendance; mais il faut qu'il renonce
 pour jamais à toute espérance de gran-
 de fortune & d'illustration auxquelles
 il pouvoit prétendre comme bien d'au-
 tres, s'il avoit placé son fonds ailleurs.
 Ce même homme, d'ailleurs, quoique
 sans espérance de devenir propriétai-
 re, dédaignera souvent d'être fermier.
 Ainsi le peu de terre qui est à vendre,
 & le haut prix qu'elle se vend, em-
 pêche qu'on ne mette à sa culture &
 son amélioration un grand nombre
 de capitaux qui, sans cela, auroient
 pris cette direction. Dans l'Amérique
 septentrionale, au contraire, cinquante
 ou soixante livres sterling suffissent
 souvent pour commencer une planta-
 tion. L'achat & le défrichement des
 terres incultes, y est l'emploi le plus
 profitable des plus petits comme des
 plus grands capitaux, & le plus droit
 chemin pour y parvenir à la fortune
 & à l'illustration. Il est vrai qu'on y a
 ces sortes de terre presque pour rien,
 ou à un prix fort au dessous de la va-
 leur du produit naturel, chose impos-
 sible en Europe & dans tout pays où
 les terres ont été long-tems une pro-

priété particulière. Si cependant les fonds de terre devoient être partagés également entre tous les enfans, après la mort de tout propriétaire qui laisseroit une famille nombreuse, on vendroit communément le tout. Alors on entreroit tant dans le commerce qu'elles ne se vendroient plus à un prix de monopole. La rente quitte, ou nette de la terre, seroit plus approchante de ce qu'il faudroit pour payer l'intérêt de l'argent que l'acquisition auroit coûté, & l'emploi d'un petit capital à faire cette acquisition, pourroit rapporter autant de profit qu'aucun autre.

Par la fertilité naturelle de son sol, par la grande étendue de ses côtes maritimes, en proportion à celle de toute l'isle, & par les rivières navigables qui la traversent & qui fournissent la commodité du transport par eau à quelques-unes de ses parties intérieures, l'Angleterre est peut-être naturellement aussi propre qu'aucun grand pays de l'Europe à être le siège du commerce étranger des manufactures, dont les ouvrages se vendent au loin, & de toutes les espèces d'améliorations & de progrès que ces deux causes peuvent amener. D'ailleurs, dès le commence

ment du regne d'Elisabeth, la législation angloise a été particulièrement attentive aux intérêts du commerce & des manufactures, &, dans le fait, il n'y a point de pays en Europe, sans en excepter même la Hollande, dont les loix, à tout prendre, soient plus favorables à cette espece d'industrie. Ainsi le commerce & les manufactures y, ont fait depuis ce tems-là des progrès continuels. La culture & l'amélioration des campagnes en ont sans doute fait aussi, mais ils paroissent avoir été plus lents, & n'avoir suivi les autres que de loin. Il est probable que la plus grande partie du pays étoit cultivée avant le regne d'Elisabeth, & cependant il y reste encore beaucoup de terrain inculte, & la culture de la plupart des autres est fort inférieure à ce qu'elle pourroit être. Les loix d'Angleterre favorisent pourtant l'agriculture, non - seulement indirectement par la protection du commerce, mais par divers encouragemens directs. Hors les tems de disette, l'exportation n'est pas simplement libre, elle est encouragée par des gratifications. Dans les tems d'une abondance médiocre, l'importation du bled étranger est chargée

de droits qui équivalent à une prohibition. L'importation du bétail vie est défendue en tout tems, excepté celui de l'Irlande, & cette exception est récente. Les cultivateurs ont donc sur leurs concitoyens l'avantage d'un monopole pour les deux plus forts importans articles du produit de la terre, le pain & la viande de boucherie. Ces encouragemens, quoique peut-être entièrement illusoires dans leurs fonds, comme je tâcherai de le montrer ci-après, montrent du moins suffisamment la bonne intention de la législation en faveur de l'agriculture. Mais, ce qui est bien plus important que tout cela, les bons laboureurs ont toute la sûreté, toute l'indépendance & toute la considération que la loi peut donner à cet ordre d'hommes. De tous les pays où le droit de primogéniture a lieu, où l'on paye des dixmes, & où les perpétuations, quoique contraires à l'esprit de la loi, sont admises en certains cas, il n'en est donc pas un seul qui puisse donner plus d'encouragement à l'agriculture que l'Angleterre. Tel est néanmoins l'état de sa culture. Qu'eût-elle donc été, si la loi ne lui eût donné aucun encoura-

gement direct, si ses progrès avoient dépendu de ceux du commerce, & si la condition des bons laboureurs n'y avoit pas été meilleure qu'elle ne l'est dans presque tout le reste de l'Europe? Depuis le commencement du regne d'Elisabeth jusqu'à présent, il s'est écoulé plus de deux cents ans; période qui est communément tout ce que la prospérité humaine peut durer.

La France paroît avoir eu bonne part aux commerces étrangers, près d'un siècle auparavant que l'Angleterre fût distinguée comme pays commerçant. La marine de France étoit considérable, selon les idées du tems, avant l'expédition de Charles VIII à Naples. Cependant, à tout prendre, l'agriculture est plus négligée en France qu'en Angleterre; les loix ne lui ont point donné d'encouragement direct.

L'Espagne & le Portugal font un grand commerce avec les autres parties de l'Europe, quoiqu'il se fasse principalement sur des vaisseaux étrangers. Celui qu'elles entretiennent avec leurs colonies, se fait sur des bâtimens nationaux, & est beaucoup plus considérable, à cause des grandes richesses & de l'étendue de ces colonies. Mais il

n'y a jamais introduit de manufactures considérables propres pour la vente au loin, & la plus grande partie de ces deux royaumes reste encore inculte. Le commerce étranger du Portugal est de plus ancienne date que celui d'aucun grand pays de l'Europe, excepté l'Italie.

De tous les grands pays de l'Europe, l'Italie est le seul qui semble avoir été cultivé & amélioré par-tout, en conséquence du commerce étranger & des manufactures propres à la vente au loin. Avant l'invasion de Charles VIII, l'Italie, selon Guichardin, n'étoit pas moins cultivée dans les endroits montueux & ingrats que dans les plaines & les côteaux les plus fertiles. Vraisemblablement la situation avantageuse du pays & le grand nombre d'états indépendans qu'il contenoit pour lors, ne contribuèrent pas peu à cette culture générale. Il n'est pas impossible aussi que, malgré l'expression générale d'un des plus judicieux & des plus réservés des historiens modernes, l'Italie n'ait pas été mieux cultivée que l'Angleterre ne l'est à présent.

Cependant le capital qu'un pays ac-

quiert par le commerce & les manufactures est tout entier une possession incertaine & précaire, jusqu'à ce qu'il en ait réalisé quelque partie en la plantant dans la culture & l'amélioration de ses terres. On a dit, avec grande raison, qu'un marchand est citoyen du monde, parce qu'il ne tient nécessairement à aucun pays en particulier. Peu lui importe de quel endroit il fait son commerce, & un léger dégoût lui fera emporter d'un pays dans un autre & son capital & en même tems l'industrie que soutenoit ce capital. Un fonds n'appartient véritablement & immuablement à un pays que quand il y est, pour ainsi dire, répandu sur la terre, soit en bâtimens, soit en culture, ou en améliorations durables. Il ne reste plus de vestiges des grandes richesses qu'on dit avoir été possédées par les villes anféatiques, si ce n'est dans les histoires obscures du treizieme & du quatorzieme siecles. On est même incertain du lieu où quelques-unes étoient situées, & on ne fait pas trop à quelles villes d'Europe conviennent les noms latins qu'on leur donnoit. Mais quoique les malheurs de l'Italie, à la fin du quinzieme & au

commencement du seizième siècle, ayent fort diminué le commerce & les manufactures des villes de Lombardie & de Toscane, ces provinces ne laissent pas d'être encore mises au rang des plus peuplées & des mieux cultivées de l'Europe. Les guerres civiles de Flandres & le gouvernement espagnol, qui leur succéda, chassèrent le commerce d'Anvers, de Gand & de Bruges; mais la Flandre continue encore d'être une des provinces de l'Europe les plus riches, les plus peuplées & les mieux cultivées. Les révolutions ordinaires de la guerre & du gouvernement tarissent aisément les sources de richesse qui viennent du commerce seul. Celles qui viennent du bien solide fait à l'agriculture sont beaucoup plus durables & ne peuvent être détruites que par ces convulsions plus violentes qu'occasionnent les déprédations de peuples ennemis & barbares continuées pendant un siècle ou deux, telles qu'ont été celles qui arrivèrent quelque tems avant & après la chute de l'empire romain dans les provinces occidentales de l'Europe.

IVRE QUATRIEME.

Des systêmes d'économie politique.

INTRODUCTION.

L'ÉCONOMIE politique, considérée comme une branche de la science d'un homme d'Etat ou d'un législateur, se propose deux objets distincts; 1^o. de procurer au peuple un bon revenu ou une subsistance abondante, ou, pour mieux dire, de le mettre en état de se les procurer lui-même; & 2^o. de pourvoir à ce que l'Etat ou la communauté aient un revenu suffisant pour ses charges publiques. Elle se propose d'enrichir en même tems le peuple & le souverain.

Les différens progrès de l'opulence, chez différentes nations & en différens siècles, ont donné occasion à deux différens systêmes d'économie politique, touchant la maniere d'enrichir le peuple. Un de ces systêmes peut être ap-

pellé le systême du commerce, & l'autre, celui d'agriculture. Je vais tâcher de les développer le plus complètement & le plus clairement que je pourrai, & je commencerai par le systême de commerce, qui est le systême moderne & celui qu'on entend le mieux dans notre pays & de nos jours.

C H A P I T R E I.

Du principe du systême de commerce mercantille.

QUE la richesse consiste dans l'or & l'argent, c'est une notion populaire qui vient naturellement de la double fonction de l'argent comme instrument de commerce & comme mesure de valeurs. En conséquence de ce qu'il est l'instrument du commerce, dès que nous avons de l'argent, nous nous procurons toute autre chose dont nous avons besoin, plus facilement qu'avec toute autre marchandise. Il ne s'agit, disons-nous toujours, que d'avoir de l'argent, parce qu'avec de l'argent on a tout ce qu'on veut. En conséquence de ce qu'il est mesure des valeurs

nou

Nous estimons toutes les autres marchandises par l'argent qu'il faudra donner pour elles. Nous disons d'un homme riche qu'il a beaucoup vaillant, & d'un homme pauvre qu'il n'a rien vaillant. On dit qu'un homme aime l'argent, quand il est ménager ou qu'il marque une grande envie de s'enrichir; & on dit qu'il ne s'en soucie pas, quand il néglige ses affaires, qu'il est généreux ou prodigue. S'enrichir c'est gagner de l'argent; enfin dans le langage ordinaire la richesse & l'argent sont regardés comme parfaitement synonymes.

On juge d'un pays comme d'un particulier. On l'estime riche, quand l'argent y abonde, & on suppose que la voie la plus courte & la plus simple pour l'enrichir est d'y entasser l'or & l'argent. Après la découverte de l'Amérique, la première chose que demandaient les Espagnols quand ils abordèrent à quelque côte inconnue, c'était si on trouvoit de l'or ou de l'argent dans le voisinage. Ils se décidoient, sur les informations qu'ils recevoient, s'ils formeroient un établissement dans le pays, ou s'ils en feroient la conquête. Plano Carpino, moine envoyé par le roi de France en ambassade à un

des fils du fameux Gengis-Khan, dit que les Tartares lui demandoient souvent s'il y avoit beaucoup de gros & de menu bétail en France. La question qu'ils lui faisoient avoit le même objet que celle des Espagnols; ils vouloient savoir si le pays étoit assez riche pour valoir la peine d'être conquis. Parmi les Tartares, comme parmi toutes les autres nations de pasteurs qui généralement ne connoissent point l'usage de l'argent, le bétail est l'instrument du commerce & la mesure des valeurs. Selon eux, la richesse consistoit donc dans le bétail; & selon les Espagnols, elle consistoit dans l'or & l'argent. C'étoit peut-être les Tartares qui approchoient le plus du vrai.

M. Locke remarque une distinction entre l'argent & les autres biens meubles. Ceux-ci, dit-il, sont si périssables de leur nature, qu'on ne peut point trop compter sur la richesse qui en dépend, & qu'une nation chez laquelle ils abondent cette année, peut en souffrir une grande disette l'année prochaine, sans aucune exportation, & simplement par le dégât & l'abus qu'elle en aura faits. L'argent, au contraire, est un ami solide qui passe bien d'une ma-

dans une autre, mais qui, si on l'empêche de sortir du pays, n'est pas fort sujet à se gâter & à se dissiper. Ainsi, selon cet auteur, l'or & l'argent sont la partie la plus solide & la plus substantielle de la richesse mobilière d'une nation, &, par cette raison, la multiplication de ces métaux doit être le grand objet de l'économie politique.

D'autres accordent que, si une nation étoit séparée du reste du monde, il seroit indifférent qu'il circulât peu ou beaucoup d'argent chez elle. Les marchandises de consommation qui circuleroient par le moyen de cet argent, s'échangeroient seulement contre un plus grand ou un plus petit nombre de pièces de monnaie. Mais la richesse ou la pauvreté réelle du pays dépendroit entièrement (ils en conviennent) de l'abondance ou de la rareté de ces marchandises de consommation. Il en est bien autrement, disent-ils, des pays qui ont des rapports avec des nations étrangères, & qui sont obligées de faire la guerre au loin & d'y entretenir des flottes & des armées. Pour cela, il faut qu'un peuple envoie beaucoup d'argent dehors, & il faut par conséquent qu'il en ait beaucoup. Toute nation qui peut se trou-

ver dans ces circonstances, doit donc tâcher, en tems de paix, d'amasser de l'or & de l'argent pour l'occasion.

En conséquence de ces notions populaires, toutes les nations de l'Europe ont cherché assez mal-à-propos tous les moyens possibles d'accumuler l'or & l'argent chez elles. L'Espagne & le Portugal, propriétaires des principales mines qui fournissent l'Europe de ces métaux, n'ont pas manqué d'en défendre l'exportation, sous des peines rigoureuses, ou de la soumettre à un droit considérable. Il paroît que cette prohibition entroit anciennement dans la politique de la plupart des autres nations européennes. On la voit même où l'on devoit le moins s'attendre à la trouver, dans quelques anciens actes du parlement d'Ecosse qui défendent, sous de grandes peines, de transporter l'or ou l'argent hors du royaume. Telle étoit anciennement la politique de la France & de l'Angleterre.

Lorsque ces pays devinrent commerçans, les marchands trouverent souvent cette prohibition extrêmement gênante. Souvent il leur étoit plus avantageux de donner de l'or & de l'argent que toute autre chose, pour l'

marchandises étrangères qu'ils vou-
oient importer chez eux ou transpor-
ter ailleurs. En conséquence ils firent
des remontrances contre cette prohi-
bition, en la représentant comme nui-
sible au commerce.

Ils représentèrent 1^o. que l'exporta-
tion de l'or & de l'argent, à l'effet d'a-
cheter des marchandises étrangères,
ne diminuoit pas toujours la quantité
de ces métaux dans le royaume ; qu'au
contraire elle pouvoit souvent l'aug-
menter, parce que si la consommation
des marchandises étrangères n'en de-
venoit pas plus forte dans le pays, el-
les pouvoient être réexportées dans
d'autres, où, étant vendues avec un
grand profit, elles pourroient rapporter
dans le pays plus d'argent qu'il n'en
étoit sorti d'abord pour les acheter. M.
Mun compare cette opération du com-
merce étranger au tems de la semence
et de la récolte dans l'agriculture. " Si
nous jugions, dit-il, des actions
d'un laboureur par ce que nous le
voyons faire lorsqu'il jette & disperse
beaucoup de bon bled dans le fein
de la terre, nous le prendrions pour
un fol ; mais nous en portons un
jugement tout contraire, à la mois-

„ son qui est le but & le fruit de ses travaux „

Ils représenterent 2°. que cette prohibition n'étoit pas capable d'empêcher l'exportation de l'or & de l'argent qui, à raison de la petitesse de leur volume en proportion de leur valeur pouvoient facilement passer en fraude chez l'étranger; que le seul moyen de la prévenir étoit de donner l'attention qu'il falloit à ce qu'ils appelloient la balance du commerce; que quand le pays exportoit pour une plus grande valeur qu'il n'importoit, il lui étoit dû par les nations étrangères une balance qu'on lui payoit nécessairement en or & en argent, ce qui augmentoit la quantité de ces métaux dans le royaume; mais que quand il importoit pour une plus grande valeur qu'il n'exportoit, c'étoit lui alors qui devoit aux nations étrangères une balance qu'il leur payoit nécessairement de la même manière, ce qui diminuoit la quantité d'or & d'argent dans le royaume: que, dans ce cas, la défense d'exporter ces métaux ne pouvoit empêcher cette exportation d'avoir lieu, mais qu'elle la rendoit plus dispendieuse, parce qu'elle la rendoit plus dan-

gereuse; que par-là le change devenoit plus défavorable qu'il ne l'auroit été au pays qui devoit la balance; que le négociant qui achetoit une lettre de change sur le pays étranger, étoit obligé de payer le banquier qui la vendoit, non-seulement pour le risque, la peine & les dépenses naturelles qu'exigeoit le transport de l'argent, mais pour le risque extraordinaire auquel expose la prohibition: que plus le change est contre un pays, plus la balance du commerce y est aussi, la valeur de l'argent y diminuant d'autant par comparaison avec celui du pays auquel est dû la balance; que si le change entre l'Angleterre & la Hollande, par exemple, étoit de cinq pour cent contre l'Angleterre, il faudroit cent cinq onces d'argent en Angleterre, pour acheter une lettre de change de cent onces en Hollande; que, par conséquent, cent cinq onces d'argent en Angleterre, ne vaudroient que cent onces d'argent en Hollande, & n'acheteroient qu'une quantité proportionnée de marchandises hollandoises; tandis qu'au contraire cent onces d'argent en Hollande, en vaudroient cent cinq en Angleterre, & acheteroient une quantité proportionnée

de marchandises angloises; que les marchandises angloises se vendroient d'autant meilleur marché en Hollande, & les hollandoises d'autant plus cher en Angleterre, par la différence du change, qu'en proportion de cette différence, il viendrait moins d'argent de Hollande en Angleterre, & qu'il en iroit davantage d'Angleterre en Hollande; & qu'ainsi la balance du commerce seroit d'autant plus contre l'Angleterre, & qu'il lui faudroit une plus grande balance d'or & d'argent pour exporter en Hollande.

Ces arguments étoient en partie solides & en partie sophistiques. Ils étoient solides, en ce qu'ils assuroient que l'exportation de l'or & de l'argent dans le commerce, pouvoit souvent être avantageuse; ils étoient solides, en ce qu'ils posoient pour principes qu'aucune prohibition n'étoit capable d'empêcher leur exportation, toutes les fois que les particuliers trouvoient leur avantage à les exporter. Mais ils étoient sophistiques, en ce qu'ils supposoient que l'attention du gouvernement est plus nécessaire pour conserver ou augmenter la quantité de ces métaux, que pour conserver ou augmenter la quantité de toute autre marchan-

dise utile, que la liberté du commerce ne manque jamais de procurer suffisamment, sans aucune attention de la part du gouvernement. Ils sont peut-être encore sophistiques en ce qu'ils avancent que le haut prix du change augmente nécessairement ce qu'ils appellent la balance défavorable du commerce, ou qu'il occasionne l'exportation d'une plus grande quantité d'or & d'argent. Il est vrai que ce haut prix seroit extrêmement désavantageux aux négocians qui auroient de l'argent à payer dans les pays étrangers; ils payeroient d'autant plus cher les lettres de change que leur donneroient leurs banquiers pour ces pays-là. Mais quoique le risque, provenant de la prohibition, puisse occasionner quelque dépense extraordinaire à ces banquiers, il ne s'ensuit pas qu'il en dût sortir nécessairement plus d'argent du pays. Cette dépense seroit généralement employée dans le pays même à en faire sortir l'argent en fraude; mais il en sortiroit rarement six pences au delà de la somme précise à payer. Ajoutez que le haut prix du change disposeroit naturellement les négocians à tâcher de faire en sorte que ce qu'ils exporteroient ba-

lançât le mieux possible ce qu'ils importeroient, puisqu'il feroit de leur intérêt de ne payer ce haut change que sur la plus petite somme possible : ainsi le haut prix du change tendroit non pas à augmenter, mais à diminuer ce qu'ils appelloient la balance défavorable du commerce, & conséquemment l'exportation de l'or & de l'argent.

Tout foibles qu'étoient ces arguments, ils n'ont pas laissé de persuader ceux auxquels ils s'adrescoient. Ils étoient faits par des marchands, aux parlemens, aux conseils des princes à la noblesse, & aux propriétaires de terres dans les provinces ; c'est-à-dire qu'ils étoient faits par gens qu'on supposoit bien au fait du commerce, gens qui étoient bien sûrs de n'y rien entendre. Que le pays s'enrichit par le commerce étranger, l'expérience le démontrait à la noblesse, & aux propriétaires des campagnes, aussi bien qu'aux marchands ; mais comment & de quelle manière cela s'opéroit, nul d'entr'eux n'auroit pu le dire. Les marchands savoient parfaitement de quelle manière ils s'enrichissoient eux-mêmes. C'étoit leur affaire que de le savoir ; mais de quelle manière le pay

s'enrichissoit , c'étoit une autre affaire qui n'étoit plus la leur. Jamais ils ne s'aviserent de prendre ce sujet en considération , que quand ils eurent à demander quelque changement dans les loix relatives au commerce étranger. Alors il fallut bien dire quelque chose des bons effets de ce commerce , & des obstacles que les loix apportoitent à ces effets. Les juges qui avoient à décider , s'imaginèrent qu'on leur rendoit le compte le plus satisfaisant de la matière , lorsqu'on leur disoit que le commerce étranger versoit de l'argent dans le pays , mais que les loix en question s'opposoitent à ce qu'il en versât autant qu'il auroit fait sans elles. Ces raisons produisirent donc l'effet désiré. La prohibition d'exporter l'or & l'argent fut restreinte , en France & en Angleterre , à la monnoie de ces pays respectifs. L'exportation des monnoies étrangères , & de l'or & de l'argent en lingots , fut déclarée libre. En Hollande & en quelques autres endroits , la liberté s'étendit jusqu'à la monnoie du pays. De la vigilance à ce que l'or & l'argent ne fussent point exportés , l'attention du gouvernement se porta à veiller sur la balance du commerce.

qu'il croyoit être la seule cause capable d'occasionner de l'augmentation ou de la diminution dans la quantité de ces métaux. D'un soin superflu, elle se jeta dans un autre soin beaucoup plus compliqué, beaucoup plus embarrassant, & tout aussi inutile. Le titre du livre de Mun, *le trésor de l'Angleterre, dans le commerce étranger*, devint une maxime fondamentale de l'économie politique, non-seulement en Angleterre, mais chez toutes les nations commerçantes. Le commerce intérieur, qui est le plus important de tous, qui avec un capital égal rapporte le plus de revenu, & donne le plus d'emploi aux gens du pays, fut regardé comme n'étant que subsidiaire, par rapport au commerce étranger. Il ne fait, disoit-on, ni entrer, ni sortir de l'argent. Il ne peut donc rendre le pays ni plus riche, ni plus pauvre, qu'autant que sa prospérité ou sa décadence peuvent influer indirectement sur l'état du commerce étranger.

Un pays qui n'a point de mines est sans doute obligé de tirer son or & son argent des pays étrangers, comme celui qui n'a point de vignes est obligé d'en tirer ses vins. Il ne paroît cepen-

dant pas nécessaire que l'attention du gouvernement se tourne plutôt vers un de ces objets, que vers l'autre. Si un pays a de quoi acheter du vin, il ne manquera pas du vin dont il a besoin, & si un pays a de quoi acheter de l'or & de l'argent, ces métaux ne lui manqueront jamais. Il faut les acheter un certain prix, ni plus ni moins que toute autre marchandise; & comme ils font le prix de toutes les autres marchandises, de même toutes les autres marchandises en font le prix. Nous comptons fermement que la liberté du commerce nous fournira toujours, sans que le gouvernement s'en mêle en aucune façon, le vin qu'il nous faut. Comptons de même qu'elle nous procurera tout l'or & l'argent que nous ferons dans le cas d'acheter, ou d'employer à faire circuler nos marchandises, ou à d'autres usages.

La quantité de chaque marchandise que l'industrie humaine peut acheter ou produire, se règle naturellement, dans chaque pays, sur la demande effective, ou sur la demande qu'en font ceux qui sont disposés à payer toute la rente, le travail & les profits qui doivent être payés pour que la marchandise soit pré-

parée & mise en état de vente. Mais de toutes les marchandises, il n'y en a point qui se règle plus aisément & plus exactement sur cette demande effective, que l'or & l'argent, parce qu'à raison de la petitesse du volume & de la grande valeur de la chose, il n'y en a point qui se transportent plus aisément d'un lieu à l'autre, des endroits où ils font bon marché, dans ceux où ils sont chers, des endroits où il y en a trop, dans ceux où il n'y en a pas assez pour répondre à cette demande effective. S'il y avoit, par exemple, en Angleterre une demande effective pour une nouvelle quantité d'or, un paquebot pourroit nous en apporter de Lisbonne ou de tout autre endroit cinquante tonneaux, dont on pourroit frapper plus de cinq millions de guinées; mais s'il y avoit une demande effective de grain pour la même valeur, en le mettant à cinq guinées le tonneau, il faudroit un million de tonneaux d'embarquement, ou mille vaisseaux de mille tonneaux chacun; la marine d'Angleterre n'y suffiroit pas.

Lorsque la quantité d'or & d'argent importée dans un pays, excède la demande effective, toute la vigilance du

gouvernement ne fauroit en empêcher l'exportation. Malgré toutes les loix sanguinaires de l'Espagne & du Portugal, l'or & l'argent n'y font pas restés. L'importation continuelle du Pérou & du Bresil excède la demande effective de ces deux royaumes, & y fait baisser le prix de ces métaux au dessous du prix où ils sont dans les pays voisins. Si, au contraire, la quantité qu'il y en a dans un pays se trouve tellement au dessous de la demande effective, que leur prix y devienne plus haut que dans les pays voisins, le gouvernement n'a que faire de s'ingérer à en procurer l'importation; quand même il faudroit l'empêcher, il ne le pourroit pas. Dès que les Spartiates eurent de quoi en acheter, ces métaux rompirent toutes les barrières que les loix de Lycurgue avoient mises à leur entrée dans Lacédémone. Toutes les loix sanguinaires des douanes ne sont pas capables d'empêcher l'importation des thés des compagnies des Indes Orientales de Hollande & de Gottembourg, parce qu'ils font un peu meilleur marché que ceux de la compagnie angloise. Cependant une livre de thé est cent fois plus volumineuse que seize sche-

lings, qui font communément le plus haut prix qu'on la paye, & le volume en est deux mille fois plus grand que celui de la même somme en or, différences qui marquent au juste celles qu'il y a dans la difficulté de les passer en fraude.

C'est la facilité du transport de l'or & de l'argent, des endroits où il y en a trop, dans ceux où il n'y en a pas assez, qui est en partie cause que le prix de ces métaux n'éprouve pas les mêmes vicissitudes continuelles que la plupart des autres marchandises dont le volume ne permet pas de changer la situation, quand il arrive que le marché en est dégarni ou surchargé. Il est vrai que le prix de ces métaux n'est pas exempt de toute variation ; mais les changemens auxquels il est sujet sont lents, graduels & uniformes. On suppose, par exemple, peut-être sans beaucoup de fondement, qu'ils sont constamment, mais graduellement déchus de leur valeur en Europe, pendant le cours de ce siècle & du précédent, à cause des importations continuelles qui s'en font des Indes Occidentales Espagnoles. Mais pour qu'il arrive dans le prix de l'or & de l'argent

un changement soudain, qui fasse monter ou tomber tout d'un coup sensiblement & notablement le prix monétaire de toutes les autres marchandises, il ne faut pas une moindre révolution dans le commerce, que celle qui fut occasionnée par la découverte de l'Amérique.

Au reste, si l'or & l'argent viennent à manquer dans un pays qui a de quoi en acheter, il y a plus d'expédiens pour y suppléer, que pour suppléer au défaut de presque toutes les autres marchandises. Si les matières manquent aux manufactures, l'industrie ne va point; si les vivres manquent, il faut que le peuple meure de faim. Mais si l'argent manque, les échanges peuvent prendre sa place, quoiqu'avec beaucoup d'inconvéniens. Il y en auroit moins, si on achetoit & vendoit sur crédit, & si les différens marchands compensoient une fois le mois, ou une fois l'an, leurs dettes & leurs créances respectives. Un papier-monnoie bien réglé, tiendrait la place de l'or & de l'argent, non-seulement sans inconvénient, mais avec un grand avantage. Ainsi, à tous égards, l'attention du gouvernement ne fut jamais placée plus

inutilement qu'à veiller sur la conservation ou l'augmentation de la quantité du numéraire.

Il n'y a cependant rien dont on se plaigne communément plus que de la disette d'argent. L'argent, comme le vin, doit être rare chez ceux qui n'ont ni de quoi en acheter, ni de crédit pour en emprunter. Ceux qui ont l'un ou l'autre manqueront rarement de l'argent ou du vin dont ils ont besoin. Ces plaintes ne sont pourtant pas toujours particulières à ces dissipateurs qui vivent sans prévoyance. Elles sont quelquefois générales dans toute une ville commerçante & dans les campagnes qui l'avoisinent. La cause ordinaire en est qu'on ne fait pas borner le négoce. Des gens rangés dont les projets ont été disproportionnés à leurs capitaux, ne doivent pas être plus en état d'acheter de l'argent, ni avoir plus de crédit pour emprunter, que ceux dont la dépense a été disproportionnée à leur revenu. Leurs fonds s'en vont avant que leurs projets puissent être réalisés, & leur crédit part avec leurs fonds. Ils courent par-tout pour emprunter de l'argent, & chacun leur dit qu'il n'en a point à prêter. Ces

fortes de plaintes générales sur la disette d'argent ne prouvent pas même toujours qu'il circule moins de pièces d'or & d'argent dans le pays qu'à l'ordinaire : elles prouvent simplement qu'il y a des gens chez lesquels on n'en trouve point, parce qu'ils n'ont rien à donner pour elles. Quand les profits du commerce viennent à être plus grands qu'à l'ordinaire, les gros & les petits marchands tombent généralement dans l'erreur de trop embrasser. Ils n'envoient pas toujours au dehors plus d'argent que de coutume ; mais ils achètent sur crédit, tant au dehors qu'au dedans, une quantité extraordinaire de marchandises qu'ils font passer au loin pour y être vendues, dans l'espérance que les retours arriveront avant qu'on leur demande ce qu'ils doivent. La demande vient avant les retours, & ils sont pris au dépourvu. Ils n'ont chez eux ni de quoi acheter de l'argent, ni de quoi répondre solidement pour celui qu'ils veulent emprunter. Ces plaintes ne supposent donc pas la disette d'argent, mais bien la difficulté que ces gens-là trouvent à emprunter & celle que leurs créanciers trouvent à s'en faire payer.

Il seroit ridicule de procéder sérieusement à montrer que la richesse ne consiste pas dans les especes, ou dans l'or & l'argent, mais dans ce que l'argent achete & que son seul mérite est d'acheter. L'argent, sans doute, fait toujours une partie du capital d'une nation. Mais on a déjà prouvé qu'il n'en est généralement qu'une petite partie, & toujours la moins profitable.

Ce n'est point parce que la richesse consiste plus essentiellement dans l'argent que dans les marchandises, que le marchand trouve qu'il est généralement plus aisé d'avoir des marchandises avec de l'argent que de faire, de l'argent avec des marchandises; c'est parce que l'argent est l'instrument connu & établi du commerce, & qu'en conséquence on donne volontiers toute autre chose en échange pour lui, quoiqu'on ne soit pas également disposé à le donner pour d'autres choses. D'ailleurs, la plupart des marchandises sont plus périssables que l'argent, & il y a souvent beaucoup plus de perte à les garder. Ajoutez qu'en les gardant le marchand n'est pas aussi prêt à faire honneur aux lettres de change qu'on tire sur lui, que quand il en a le prix

dans ses coffres. De plus, son profit vient plus directement de la vente que de l'achat, & par toutes ces considérations il est généralement plus curieux d'échanger ses marchandises pour de l'argent, que son argent pour des marchandises. Mais quoiqu'un marchand particulier dont les magasins sont pleins puisse quelquefois être ruiné, faute de vendre ses marchandises à tems, une nation n'est pas sujette au même accident. Tout le capital d'un marchand consiste souvent dans des marchandises périssables destinées à faire de l'argent. Mais il n'y a qu'une très-petite partie du produit de la terre & du travail qu'on puisse jamais destiner, dans un pays, à se procurer de l'or & de l'argent des pays voisins. La très-grande partie de ce produit circule & se consume dans le pays même, & la plus grande partie du surplus qui en sort est destinée généralement à lui procurer d'autres marchandises étrangères. Ainsi, quand un pays ne pourroit avoir de l'or & de l'argent en échange des marchandises qu'il destineroit à en acheter, la nation ne seroit point du tout ruinée. Elle pourroit souffrir quelque perte & quelque incommodité qui la for-

ceroient de recourir à quelqu'un de ces expédiens qui suppléent à l'argent ; mais le produit annuel de ses terres & de son travail feroit le même ou à-peu-près le même qu'à l'ordinaire , parce qu'elle emploieroit le même ou à-peu-près le même capital de choses de consommation à le maintenir ; & quoique les marchandises n'attirent pas toujours l'argent aussi vite que celui-ci les attire , à la longue elles l'attirent plus nécessairement & plus infailliblement. Elles peuvent servir à beaucoup d'autres usages que celui d'acheter de l'argent ; mais le seul usage de l'argent est d'acheter des marchandises. L'argent court donc nécessairement après les marchandises , & celles-ci ne courent pas toujours nécessairement après l'argent. L'homme qui achete n'a pas toujours intention de revendre , souvent il veut user & consommer , au lieu que celui qui vend a toujours envie d'acheter. Le premier a souvent fait tout ce qu'il comptoit faire , & le second n'en peut jamais avoir fait que la moitié. Si on soupire après l'argent , ce n'est pas pour l'amour de lui , c'est pour ce qu'on peut acheter avec lui.

Les marchandises qui se consom-

ment font, dit-on, bientôt détruites, au lieu que l'or & l'argent font d'une nature plus durable, & que, fans l'exportation qui s'en fait perpétuellement, ils pourroient être accumulés pendant des siècles, & porter la richesse réelle d'un pays à un taux incroyable. Rien, prétend-on, ne peut être plus défavantageux à un pays, que le commerce qui consiste dans l'échange de cette marchandise solide pour d'autres marchandises périssables. Nous ne regardons pourtant pas comme défavantageux le commerce qui se fait par l'échange des quincailleries d'Angleterre contre les vins de France, quoique la quincaillerie soit une marchandise fort durable, & que, sans l'exportation continue qui s'en fait, elle pourroit s'accumuler pendant des siècles, & porter à un taux incroyable la batterie de cuisine & la poterie du pays. Mais chacun voit d'abord que le nombre de ces ustensiles est nécessairement borné, dans un pays, par le besoin qu'on en a; qu'il seroit absurde d'en avoir plus qu'il n'en faut pour cuire les vivres qu'on y consomme; & que, si la quantité de vivres venoit à augmenter, le nombre de ces ustensiles y augmenteroit aussi, parce

qu'une partie de ce surcroît de vivre feroit employée à en acheter ou à faire subsister un plus grand nombre de quincailliers & de potiers. On devroit voir de même que la quantité d'or & d'argent est bornée, dans un pays, par le besoin qu'il en a pour son usage; que cet usage, à les considérer comme monnoie, consiste à faire circuler les marchandises, & qu'à les considérer comme vaisseaux, il consiste à fournir une espèce de meubles; que la quantité de monnoie dans chaque pays est réglée par la valeur des marchandises qu'elle doit faire circuler; que si cette valeur augmente, il en sortira incontinent une partie qu'on enverra dehors pour acheter, où l'on en pourra trouver, la nouvelle quantité de monnoie nécessaire à la circulation; que la quantité de vaisseaux est réglée par le nombre & l'opulence des familles particulières qui se plaisent à montrer cette sorte de magnificence; que si le nombre & l'opulence de ces familles augmente, une partie de ce surcroît d'opulence ira probablement à l'acquisition d'une nouvelle quantité d'argenterie; qu'il est aussi absurde de vouloir augmenter la richesse d'un pays en y faisant entrer
ou

ou rester une quantité inutile d'or & d'argent; qu'il seroit absurde de vouloir augmenter la bonne chere dans les familles particulieres, en les obligeant d'avoir une quantité inutile d'ustensiles de cuisine. Comme la dépense pour acheter ces ustensiles superflus, au lieu d'augmenter la quantité ou la qualité des mets sur la table des familles, ne manqueroit pas de les diminuer, de même la dépense pour acheter une quantité superflue d'or & d'argent, doit nécessairement diminuer dans tout le pays la richesse qui nourrit, habille & loge, qui fait subsister & travailler le peuple. L'or & l'argent, sous la forme de monnoie ou de vaisselle, sont purement des ustensiles comme la batterie de cuisine, & c'est ce qu'il ne faut jamais perdre de vue. La quantité en augmentera infailliblement, si on en a plus de besoin, s'il y a plus de marchandises de consommation à faire circuler, soigner, à préparer par leur moyen; mais si vous tentez par des moyens extraordinaires d'augmenter la quantité des especes, il est impossible que vous n'en diminuiez pas l'usage & même la quantité, qui ne peut jamais excéder ce qu'il en faut pour l'usage. Si

jamais elles s'accumuloient au-delà du besoin, leur transport est si facile & la perte de les garder à rien faire est si grande, qu'aucune loi ne pourroit empêcher leur sortie du pays.

Il n'est pas toujours nécessaire d'accumuler l'or & l'argent, pour mettre un pays en état de faire une guerre étrangère & d'entretenir des flottes & des armées au loin. On entretient les flottes & les armées, non avec de l'or & de l'argent, mais avec des choses de consommation. La nation à qui le produit annuel de son industrie domestique, le revenu annuel de ses terres, de son travail & de ses fonds consommables, fournit de quoi acheter ces choses de consommation dans des pays éloignés, peut y faire la guerre.

Il y a trois manières de fournir le paye & les vivres à une armée dans des pays éloignés. Une nation peut le faire, 1°. en y envoyant une partie de l'or & de l'argent qu'elle aura mis en réserve; 2°. en envoyant dehors quelque partie du produit annuel de ses manufactures, & 3°. quelque partie de son produit brut annuel.

On peut distinguer en trois parties l'or & l'argent qu'on peut regarder pro

prement comme accumulés ou amassés dans un pays; 1°. la monnoie circulante; 2°. l'argenterie des familles particulieres; 3°. l'argent qui peut avoir été amassé par plusieurs années d'épargnes, & mis dans le trésor du prince.

Il n'arrivera guere qu'on épargne beaucoup sur la monnoie circulante du pays, parce qu'il est rare qu'elle soit bien surabondante. La valeur des marchandises achetées & vendues annuellement dans un pays, exige une certaine quantité d'argent monnoyé, pour circuler & se distribuer à leurs consommateurs, & c'est le seul usage qu'elle en puisse faire. Le canal de la circulation attire à soi une somme suffisante pour se remplir, & il n'en admet pas davantage. On en retire cependant généralement quelque chose, dans le cas d'une guerre étrangere. Comme il y a grand nombre de gens à entretenir au dehors, il y en a moins à faire subsister au dedans. Il circule donc moins de marchandises au dedans, & il y faut moins d'argent pour cette circulation. Dans ces occasions l'on multiplie ordinairement le papier-monnoie d'une sorte ou d'une autre, comme les billets de l'échiquier, les billets de l'a-

mirauté, ou les billets de banque, en Angleterre, & en suppléant à l'or & à l'argent circulans, on donne la facilité d'en exporter davantage hors du pays. Ce ne feroit cependant qu'une pauvre ressource, pour une guerre étrangère d'une grande dépense & de plusieurs années de durée.

Une ressource encore plus misérable est celle de fondre la vaisselle des familles particulières. Les François se servirent de cet expédient, au commencement de la dernière guerre, & ils n'en tirèrent pas de quoi compenser la perte de la façon.

Les trésors accumulés du prince ont fourni anciennement une ressource beaucoup plus grande & beaucoup plus durable. Actuellement, si l'on excepte le roi de Prusse, il paroît que la politique de tous les princes de l'Europe n'est pas de thésauriser.

Les fonds employés aux guerres étrangères de notre siècle, les plus dispendieuses, peut-être, dont parle l'histoire, semblent n'avoir pas beaucoup dépendu de l'exportation, soit de la monnoie circulante, soit de l'argenterie des particuliers, soit du trésor du prince. La dernière guerre avec la France

ce a coûté à la Grande - Bretagne plus de 90 millions st. en y comprenant non-seulement les 75 millions de la nouvelle dette contractée. mais les deux nouveaux schelings. pour livre sur la taxe des terres, & ce qui a été emprunté annuellement du fonds d'amortissement. On a fait plus des deux tiers de cette dépense dans des pays éloignés, en Allemagne, en Portugal, en Amérique, dans les ports de la Méditerranée, dans les isles orientales & occidentales. Les rois d'Angleterre n'avoient point amassé de trésor. Nous n'avons pas entendu dire qu'on y eût fondu plus de vaisselle d'argent qu'à l'ordinaire. On a supposé que l'or & l'argent monnoyés du pays n'excédoient pas 18 millions st. On a cru cependant, depuis la dernière refonte de l'or, que cette estimation s'éloignoit assez de la vérité, non en plus, mais en moins. Supposons donc, selon le calcul exagéré de M. Horsely, que l'or & l'argent monnoyés, pris ensemble, se montoient 30 millions st. si nous avions fait la guerre avec notre monnoie, il faudroit, même en suivant ce calcul, que toute notre monnoie fût sortie du royaume, & y fût rentrée pour le moins deux fois dans l'espace de six à sept ans.

Mais, d'après cette supposition, nous avons l'argument le-plus décisif pour démontrer combien il est inutile que le gouvernement veille sur ce que la quantité d'argent ne diminue pas, puisque tout l'argent monnoyé feroit sortir & rentré deux fois, en si peu de tems, sans que personne s'en doutât. Durant tout ce tems cependant, le canal de la circulation n'a point paru plus vuide qu'à l'ordinaire. L'argent ne manquoit pas à ceux qui avoient de quoi donner en échange. Véritablement les profits du commerce étranger ont été plus grands que de coutume, durant toute la guerre, & spécialement lorsqu'elle tenoit à sa fin. Ces profits extraordinaires ont occasionné, comme il arrive toujours, un commerce outré. Le mal a été général dans tous les ports d'Angleterre, & ces folles entreprises de commerce n'ont pas manqué d'occasionner à leur tour les plaintes accoutumées sur la disette d'argent. Elle regnoit véritablement parmi bien des gens qui n'avoient pas de quoi en acheter, ni de crédit pour en emprunter; & par la raison que les débiteurs trouvoient de la difficulté à emprunter, les créanciers en trouvoient à être

payés. Le fait est que généralement l'argent ne manquoit pas à ceux qui avoient de quoi en donner la valeur.

L'énorme dépense de la dernière guerre a donc été défrayée principalement, non par l'exportation de l'or & de l'argent, mais par celle des marchandises angloises d'une sorte ou d'une autre. Lorsque le gouvernement contractoit avec un négociant pour une traite dans le pays étranger, le négociant cherchoit naturellement à payer son correspondant étranger sur lequel il avoit donné une lettre de change à tirer, plutôt en envoyant des marchandises qu'en envoyant de l'or & de l'argent. Si on n'avoit pas besoin des marchandises de la Grande-Bretagne dans ce pays-là, il cherchoit à les envoyer dans quelque autre où il pût acheter une lettre de change sur celui-là. Le transport des marchandises, quand elles vont à ceux qui en demandent, est toujours suivi d'un profit considérable, au lieu que celui de l'or & de l'argent n'en rapporte presque jamais aucun. Lorsqu'on les envoie au dehors pour acheter des marchandises étrangères, le profit du marchand vient non de l'achat, mais de la vente des retours.

Mais quand on les fait passer chez l'étranger simplement pour payer une dette, il n'y a point de retour, ni conséquemment de profit pour le marchand. Il doit donc naturellement mettre en œuvre ce qu'il a d'esprit & d'invention, pour trouver le moyen de payer ce qu'il doit à l'étranger plutôt par le transport des marchandises, que par celui de l'or & de l'argent. Aussi l'auteur de l'état présent de la nation remarque-t-il la grande quantité de marchandises angloises transportées, durant la dernière guerre, sans aucun retour.

Outre les trois sortes d'or & d'argent dont je viens de parler, il y a dans tous les pays qui font un grand commerce, une bonne quantité de lingots alternativement importés & exportés pour les besoins du commerce étranger. Ces lingots circulent parmi les différentes nations commerçantes, de la même manière que la monnaie nationale circule dans chaque pays particulier, & par-là ils peuvent être considérés comme la monnaie de la grande république commerçante. La monnaie nationale reçoit son mouvement & sa direction des marchandises qui circulent dans l'étendue de chaque

pays particulier ; la monnoie de cette république reçoit les siens de celles qui circulent entre différens peuples : toutes deux servent à faciliter les changes , l'une entre différens individus de la même nation , l'autre entre ceux des nations différentes. On a probablement employé une partie de cette monnoie de la grande république mercantille , à faire la dernière guerre. Il est naturel de supposer que dans le tems d'une guerre générale , elle prend un autre mouvement & une autre direction que celle qu'elle suit ordinairement dans une profonde paix ; qu'elle doit circuler davantage autour du siège de la guerre , & que c'est là sur-tout , & dans les pays voisins , qu'on s'en sert pour acheter la paye & les vivres des différentes armées. Mais quelque quantité de cette monnoie que la Grande-Bretagne puisse avoir annuellement employée de cette manière , il faut qu'elle l'ait achetée annuellement par des marchandises angloises , ou avec quelque autre chose qu'elles avoient acheté , ce qui nous ramène encore au produit annuel de la terre & du travail du pays , comme étant véritablement & en dernière analyse les ressources qui nous

ont mis en état de pousser la guerre. En effet, il est naturel de penser qu'une si forte dépense annuelle doit avoir été défrayée par un grand produit annuel. La dépense de 1761, par exemple, se montoit à plus de 19,000,000, & il n'y a point d'accumulation qui eût été capable d'y suffire. Il n'y a pas même de produit annuel d'or & d'argent qui eût pu la supporter. Tout l'or & l'argent importés, tant en Espagne qu'en Portugal, n'y vont guere annuellement, selon les meilleures informations, qu'à six millions sterl. qui auroient à peine payé quatre mois de dépenses dans certaines années de la dernière guerre. Il paroît que les marchandises les plus propres à être transportées au loin, pour y acheter ou immédiatement la payer & les vivres d'une armée, ou médiatement par le moyen de la monnoie de la grande république commerçante, sont celles que fournissent les manufactures les plus belles & les plus perfectionnées, dont les ouvrages contiennent une grande valeur sous un petit volume, & peuvent conséquemment être exportés fort loin, à petits frais. Avec une grande surabondance annuelle de ces fortes de production de l'industrie,

qu'on envoie ordinairement chez l'étranger, un pays est en état de soutenir plusieurs années une guerre très-dispendieuse, sans exporter une grande quantité d'or & d'argent, ou sans en avoir même beaucoup à exporter. Il est vrai qu'une partie considérable du surplus annuel de ses manufactures, fera, dans ce cas, nécessairement exportée, sans qu'il y ait de retours; mais tout ne le fera pas de même. Les manufacturiers auront pour lors doubles-fournitures à faire chez l'étranger. On leur demandera & de quoi y payer les lettres de change à tirer pour le paiement & la subsistance de l'armée, & de quoi acheter les retours de marchandises qui se consomment ordinairement dans le pays. Ainsi la plus grande partie des manufactures peuvent souvent être très-florissantes au milieu de la guerre étrangère la plus destructive, & tomber, au contraire, au retour de la paix. Elles peuvent fleurir au milieu de la ruine de leur pays, & commencer à décheoir au retour de sa prospérité. Ce que je dis là peut s'illustrer par l'état de différentes branches des manufactures angloises pendant la dernière guerre, & celui où elles se

sont trouvées quelque tems après la paix.

Une guerre étrangere, longue & coûteuse, ne peut se soutenir commodément par l'exportation du produit brut. Il faudroit trop de dépense, pour en envoyer en quantité suffisante pour acheter la paye & les vivres d'une armée. D'ailleurs, il y a peu de pays dont le produit brut excède ce qui suffit pour la subsistance de ses habitans. En faire passer beaucoup chez l'étranger, ce seroit ôter au peuple une partie nécessaire de sa subsistance. Il n'en est pas de même du produit manufacturé qu'on exporte. La subsistance de ceux qui le travaillent reste au dedans, & on n'exporte au dehors que le surabondant de leur ouvrage. M. Hume remarque souvent l'impuissance, où étoient les anciens rois d'Angleterre, de continuer long-tems sans interruption une guerre étrangere. Les Anglois n'avoient alors, pour acheter la paye & les vivres de leurs armées chez l'étranger, que le produit brut de leur sol, dont on ne pouvoit pas épargner une quantité considérable sur la consommation intérieure, ou que peu de manufactures des plus grossieres, dont le produit,

ainsi que le produit brut, coûtoit trop à transporter. Cette impuissance ne venoit pas de ce qu'ils manquoient d'argent, mais de ce qu'ils n'avoient pas de manufactures plus belles & plus perfectionnées. Les achats & les ventes se faisoient alors en Angleterre, comme ils s'y font à présent, par la médiation de l'argent. Il y avoit entre la quantité d'argent circulant, & le nombre & la valeur des achats & des ventes, la même proportion qu'à présent, ou plutôt il y en avoit une plus grande, parce que dans ce tems-là on ne connoissoit point le papier qui fait aujourd'hui une si grande partie des fonctions de l'or & de l'argent. Chez les nations qui ne connoissent guere le commerce & les manufactures, il est rare, par des raisons que j'expliquerai ci-après, que le souverain puisse tirer de grands secours de ses sujets, dans les occasions extraordinaires. C'est pourquoi le souverain s'y applique généralement à se faire un trésor, qu'il regarde comme la seule ressource dans les cas pressans. Indépendamment de cette nécessité, il se trouve dans une situation qui le dispose naturellement à l'épargne qu'il faut pour accumuler.

Dans cet état simple, la dépense du souverain même n'est pas dirigée par la vanité, qui se plaît à la riche parure d'une cour; elle est réglée par la bonté envers ses tenanciers, & l'hospitalité envers ceux de sa suite; mais la bonté & l'hospitalité menent rarement à l'extravagance, & la vanité y mène presque toujours. Aussi voyons-nous que chaque chef, parmi les Tartares, a un trésor. On dit que ceux de Mazepa, chef des Cosaques dans l'Ukraine, le fameux allié de Charles XII, étoient très-considérables. Les rois de France, de la race Mérovingienne, avoient tous des trésors. Ils en faisoient le partage à leurs enfans, quand ils leur faisoient celui de leurs royaumes. Les princes saxons & les premiers princes, depuis la conquête, paroissent également avoir accumulé des trésors. Le premier exploit de chaque nouveau regne, étoit communément de s'emparer du trésor du roi prédécesseur. C'étoit la précaution la plus essentielle, pour s'assurer la succession. Les souverains de pays plus civilisés & commerçans, n'ont pas les mêmes raisons de nécessité pour amasser des trésors, parce que généralement ils peuvent tirer de leurs sujets des se-

cours extraordinaires dans les cas imprévus. D'ailleurs ils ne sont pas disposés de même à thésauriser. Ils suivent naturellement, & peut-être nécessairement, le ton du siècle, & leur dépense vient à se régler par la même vanité extravagante qui dirige celle de tous les grands propriétaires dans leurs domaines. Le vain faste de leur cour prend de jour en jour de nouveaux accroissemens, & ce qu'il coûte les met non seulement hors d'état d'accumuler, mais entame & dissipe des fonds destinés à des dépenses plus nécessaires. On peut appliquer à divers princes de l'Europe ce que Dercyllidas disoit de la cour de Perse. J'y ai vu, disoit-il, beaucoup d'éclat, peu de forces, beaucoup de valets & peu de soldats.

L'importation de l'or & de l'argent n'est pas le principal, encore moins le seul bénéfice qu'une nation tire de son commerce étranger. Quels que soient les pays entre lesquels il s'établit, tous en retirent deux avantages distincts. Il en fait sortir cette partie surabondante du produit de leurs terres & de leur travail, dont ils n'ont que faire, & y fait entrer d'autres choses dont ils ont besoin. Il donne une valeur à leurs su-

perfluités, en les échangeant avec ce qui peut les fatisfaire & augmenter leurs jouiffances. Par fon moyen, les limites étroites du marché intérieur ne s'oppofent point à ce que la divifion du travail dans les branches particulières des arts & des manufactures, foit poulée à la plus grande perfection. En ouvrant un marché plus étendu pour les parties du produit de leur travail qui ne fe confommeroient pas au dedans, elle les encourage à perfectionner les facultés productives de ce même travail, & à en augmenter le produit annuel autant qu'il eft poffible, d'où réfulte l'accroiffement du revenu réel & de la richeffe de la fociété. Tels font les grands & importans fervices que le commerce étranger s'occupe continuellement à rendre à tous les pays qui le font entr'eux. Tous en retirent un grand bénéfice; mais le plus grand eft pour celui où rélide le commerçant, parce qu'en général il fonge plus à pourvoir aux befoins & à l'exportation des fuperfluités de fon propre pays que de tout autre. Il appartient, fans doute, au commerce étranger d'importer l'or & l'argent dont on peut avoir befoin dans les pays qui n'ont pas de mines.

Mais c'est la moindre de toutes les fonctions. Un pays qui ne feroit le commerce étranger que pour cet objet, auroit à peine occasion de fréter un vaisseau dans un siècle.

Ce n'est point par l'importation de l'or & de l'argent, que la découverte de l'Amérique a enrichi l'Europe. L'abondance des mines de l'Amérique a diminué le prix de ces métaux. On peut acheter aujourd'hui un service de vaisselle, pour environ la troisième partie du bled ou du travail qu'il auroit coûté dans le quinzième siècle. Avec la même dépense annuelle de travail & de marchandise, l'Europe peut acheter annuellement environ trois fois autant d'argenterie qu'elle en auroit acheté dans ce tems-là. Mais quand une marchandise ne se vend plus que le tiers de ce qu'elle a valu, non-seulement ceux qui l'achetoient auparavant peuvent en acheter trois fois autant, mais elle se met à la portée d'un beaucoup plus grand nombre d'acheteurs. Il y en aura peut-être dix, peut-être vingt fois plus qu'il n'y en avoit. Sur ce pied là, l'Europe peut avoir aujourd'hui, non-seulement plus de trois fois, mais plus de vingt ou trente fois plus de

vaisselle d'argent qu'elle n'en auroit eu, même dans son état actuel de progression, si l'Amérique n'eût point été découverte. Il est certain que par-là l'Europe a gagné une commodité réelle, quoique très-mince. Le bon marché de ces métaux les rend d'un autre côté moins propres à servir en qualité de monnoie. Pour faire les mêmes achats, il faut se charger d'une plus grande quantité d'argent, & porter un scheling dans sa poche, au lieu d'une piece de quatre sols. Il est malaisé de dire quel est le plus futile de cet inconvénient ou de la commodité opposée. Ni l'un ni l'autre ne pouvoient faire un changement essentiel dans l'état de l'Europe. Il est constant cependant, que la découverte de l'Amérique y en a fait un des plus essentiels. En ouvrant à toutes les marchandises d'Europe un marché nouveau & inépuisable, elle a occasionné de nouvelles divisions de travail, & le perfectionnement des arts, ce qui ne seroit point arrivé dans le cercle étroit de l'ancien commerce, faute d'un marché pour enlever la plus grande partie de leur produit. Les facultés productives du travail ayant beaucoup acquis, leur produit s'est

multiplié dans tous les différens pays de l'Europe, & avec lui les habitans ont vu augmenter leur revenu réel & leur richesse. Les marchandises de l'Europe étoient presque toutes nouvelles pour l'Amérique, & la plupart de celles de l'Amérique l'étoient pour l'Europe. Il s'établit donc un nouveau genre d'échanges auquel on n'avoit jamais pensé, & qui naturellement devoit être aussi avantageux pour le nouveau continent qu'il l'a été pour l'ancien. Par l'injustice barbare des Européens, un événement, qui devoit être salutaire à tous, devint ruineux & destructif pour une grande partie du Nouveau-Monde.

La découverte d'un passage aux Indes-Orientales par le cap de Bonne-Espérance, faite à-peu-près dans le même tems, ouvrit peut-être au commerce un champ encore plus vaste que celui de l'Amérique même, quoiqu'à une distance plus grande. Il n'y avoit, dans le Nouveau-Monde, que deux nations supérieures, à tous égards, aux Sauvages; & elles furent détruites presque aussi-tôt que découvertes. Mais quoique les empires de la Chine, de l'Indostan, du Japon, & plusieurs au-

tres dans les Indes-Orientales, ne fussent pas plus riches en mines d'or & d'argent, ils l'étoient beaucoup plus dans tout le reste; ils étoient mieux cultivés & plus avancés dans tous les arts & les manufactures que ni le Mexique ni le Pérou, quand on en jugeroit même sur les rapports exagérés & peu dignes de foi que les écrivains espagnols ont faits de l'ancien état de ces empires. Or les nations riches & civilisées peuvent toujours faire entr'elles des échanges d'une plus grande valeur que ceux qu'elles font avec des Sauvages & des Barbares. Cependant, jusqu'à présent, l'Europe a tiré moins d'avantage de son commerce avec les Indes-Orientales, que de son commerce avec l'Amérique. Les Portugais s'emparèrent entièrement de celui des Indes-Orientales, & y firent le monopole, pendant près d'un siècle. C'étoit par leur canal seul, que les autres nations pouvoient y envoyer ou en tirer des marchandises. Lorsque les Hollandois se mirent à empiéter sur les Portugais, au commencement du dernier siècle, ils investirent une compagnie exclusive de tout commerce de l'Inde. Les Anglois, les François, les Suédois & les

Danois ont tous suivi cet exemple ; de maniere qu'aucune des grandes nations de l'Europe, n'a joui, jusqu'à présent, de l'avantage d'un commerce libre avec les Indes-Orientales. On ne peut assigner d'autre raison de ce qu'il n'a pas été si profitable que celui de l'Amérique, où tous les sujets de presque toutes les nations de l'Europe peuvent commercer librement avec leurs colonies respectives. Les privileges exclusifs de ces compagnies des Indes-Orientales, leurs grandes richesses, la haute faveur & la protection que leur ont valu ces richesses de la part de leurs gouvernemens respectifs, leur ont attiré l'envie. Cette passion a souvent représenté leur commerce comme absolument pernicieux, à raison des grosses sommes d'argent qu'il exporte chaque année des pays d'où il se fait. Les parties intéressées ont répondu qu'à la vérité leur commerce pouvoit tendre à l'appauvrissement de l'Europe en général, par cette continuelle exportation d'argent, mais non à celui de leur pays en particulier, parce que s'il en sort beaucoup de ce métal, il en rentre beaucoup plus par l'exportation d'une partie des marchandises de l'Inde qui

viennent en retour & qui sont vendues à d'autres pays de l'Europe. L'objection & la réponse sont également fondées sur la notion populaire que j'examine actuellement. Il est donc inutile de s'y arrêter davantage. L'exportation d'argent qui se fait annuellement aux Indes, a probablement un peu renchéri la vaisselle d'argent en Europe, & probablement elle est cause qu'on peut acheter plus de travail & de marchandises avec la même quantité d'argent monnoyé. Le premier de ces deux effets est une perte fort légère, & le second un avantage de *bibus*, & tous deux de si peu de conséquence, qu'ils ne méritent nullement l'attention du public. Le commerce aux Indes-Orientales, en ouvrant un marché aux productions de l'Europe, ou, ce qui revient à-peu-près au même, à l'or & à l'argent qu'on achète avec ces marchandises, doit nécessairement tendre à augmenter les productions annuelles de l'Europe, & conséquemment son revenu réel & sa richesse. S'il les a si peu augmentés jusqu'à ce jour, c'est probablement à cause des entraves qu'on lui a mises par-tout.

J'ai cru qu'au hasard d'être ennuyeux,

il falloit examiner complètement cette notion populaire, que la richesse confifte dans la finance ou dans l'or & l'argent. J'ai déjà obfervé que dans le langage ordinaire l'argent fignifie fouvervent la richesse. Cette ambiguïté d'expreflion nous a rendu cette notion populaire fi familiere que ceux même qui font convaincus de fon abfurdité, font fort fujets à oublier leurs propres principes, & à la fuppofer dans leurs raifonnemens comme une vérité certaine & incontestable. Quelques - uns des meilleurs auteurs anglois qui ont écrit fur le commerce, débutent par obferver que la richesse d'un pays confifte non-feulement dans fon or & fon argent, mais dans fes terres, fes maifons & fes marchandifes confommables de toute efpece. Cependant, dans le cours de leurs raifonnemens, les terres, les maifons & les chofes de confommation femblent s'échapper de leur mémoire. En continuant de traiter leur fujet, ils fupposent fouvervent que toute la richesse confifte dans l'or & l'argent, & que le grand objet de l'industrie nationale & du commerce eft la multiplication de ces métaux.

Dès qu'on eut admis les deux prin-

cipes , que la richesse consiste dans l'or & l'argent , & qu'on ne pouvoit en introduire dans un pays dépourvu de mines que par la balance du commerce, ou en exportant pour plus de valeur qu'on n'importoit, le grand objet de l'économie politique devint nécessairement de diminuer, autant qu'il étoit possible, l'importation des marchandises étrangères pour la consommation au dedans , & d'augmenter, le plus qu'il étoit possible, l'exportation du produit de l'industrie domestique. Les deux grands moyens pour enrichir le pays, furent donc de mettre des entraves à l'importation & d'encourager l'exportation.

On mit des entraves à deux fortes d'importation.

1°. A l'importation des marchandises étrangères, telles que le pays pouvoit les produire. On gêna la liberté de cette importation, de quelque endroit qu'elle se fit , dès qu'elle avoit pour objet la consommation du pays même.

2°. A l'importation de presque toutes les especes de marchandises venant des pays particuliers avec lesquels on supposoit que la balance du commerce étoit défavorable.

Ces

Ces entraves ont été quelquefois de gros droits, & quelquefois des prohibitions absolues.

L'exportation fut encouragée quelquefois par des remises, quelquefois par des traités avantageux de commerce avec d'autres États, & quelquefois par l'établissement de colonies dans les pays lointains:

On accorda des remises en différentes occasions. Lorsque les manufactures du pays étoient soumises à quelque droit ou excise, on rabattoit souvent le tout ou une partie sur leur exportation, ce qui se pratiqua de même par rapport aux marchandises étrangères sujettes à un droit, lorsqu'on les importoit pour les réexporter.

On donna des gratifications, pour encourager des manufactures naissantes ou d'autres especes d'industrie qu'on croyoit dignes d'une faveur particulière.

Par les traités avantageux de commerce, on procura, dans quelques États étrangers, des privileges particuliers à ses marchands & à ses marchandises, c'est-à-dire, des facilités que les autres nations n'y trouvoient pas.

En établissant des colonies, on pro-

cure non-seulement des privilèges aux marchandises & aux marchands du pays, mais on leur assura le monopole avec les colonies établies.

Ces deux manières de gêner l'importation, & ces quatre encouragemens donnés à l'exportation, constituent les six principaux moyens que propose le système du commerce pour augmenter la quantité d'or & d'argent, dans un pays, en faisant tourner la balance du commerce en sa faveur. Je les considérerai chacun dans un chapitre particulier; & sans parler davantage de la tendance qu'on leur suppose à rendre un pays plus pécunieux, j'examinerai sur-tout quels doivent être naturellement les effets de chacun d'eux sur le produit annuel de son industrie: selon qu'ils tendent à augmenter ou à diminuer ce produit annuel, ils doivent tendre évidemment à augmenter ou à diminuer la richesse & le revenu réel du pays.

CHAPITRE II.

Des empêchemens mis à l'importation des marchandises étrangères de la même espece que celles que produit le pays.

LORSQU'ON empêche par de gros droits ou par des prohibitions absolues l'importation des marchandises étrangères de l'espece de celles que produit le pays, on assure par là plus ou moins le monopole intérieur à l'industrie domestique qui les produit. La prohibition d'importer de chez l'étranger du bétail en vie ou des provisions salées, assure ainsi le monopole intérieur de la viande de boucherie aux nourrisseurs de bestiaux de la Grande-Bretagne. Les gros droits sur l'importation du bled, droits qui, dans le tems d'une abondance ordinaire, équivalent à une prohibition, donnent le même avantage aux producteurs de cette denrée. La défense d'importer des laines étrangères est également favorable aux manufacturiers en laine. Quoique la manufacture de soie ne travaille que

fur des matieres étrangères, elle a obtenu dernièrement le même avantage. Celle de toile n'en est pas encore venue là, mais elle s'y achemine à grands pas. Plusieurs autres especes de manufacturiers de la Grande-Bretagne ont obtenu de même, ou entierement, ou presque entierement, le monopole contre leurs concitoyens.

On ne peut pas douter que ce monopole intérieur ne donne souvent un grand encouragement à l'espece particuliere d'industrie qui en jouit, & qu'elle ne détermine à employer de ce côté là une plus grande quantité du travail & des fonds de la société qu'on n'en auroit employé sans cela. Mais il n'est peut-être pas également certain qu'il tende à l'accroissement de l'industrie générale de la société, ou à lui donner une direction plus avantageuse.

L'industrie générale de la société ne peut jamais aller au delà de ce que son capital peut en employer. Comme le nombre des ouvriers qui peuvent être employés par un particulier doit toujours avoir une certaine proportion avec son capital, de même le nombre de ceux qui peuvent être continuelle-

ment employés par tous les membres d'une grande société doit avoir une certaine proportion avec tout le capital de cette société, & il ne peut jamais excéder cette proportion. Il n'y a point de règlement de commerce, qui puisse augmenter la quantité d'industrie, dans une société, au delà de ce que son capital peut en mettre en œuvre. Ils peuvent seulement en détourner une partie dans une direction où elle n'auroit point été sans eux, & il n'est nullement certain que cette direction artificielle doive être plus avantageuse à la société, que celle que l'industrie prendroit d'elle-même.

Chaque individu cherche continuellement à trouver l'emploi le plus avantageux, pour le capital dont il est le maître. Véritablement c'est son intérêt propre, & non celui de la société, qu'il a en vue. Mais l'application à son intérêt personnel le conduit naturellement, ou plutôt nécessairement, à préférer l'emploi le plus avantageux à la société.

Premièrement, chaque individu tâche d'employer son capital le plus près de chez lui qu'il peut, & conséquemment, autant qu'il le peut, à soutenir

l'industrie domestique , pourvu cependant qu'il y gagne les profits ordinaires des fonds, ou qu'il n'y gagne guere moins.

Ainsi à égalité de profits, ou à peu près, tout marchand en gros préfère naturellement le commerce intérieur au commerce étranger de consommation, & celui-ci au commerce de transport. Son capital ne s'éloigne jamais tant de sa vue, dans le premier de ces commerces, que dans le second. Il connoît mieux les personnes auxquelles il se fie, & s'il lui arrive d'être trompé, il connoît mieux les loix du pays auquel il faut qu'il s'adresse pour obtenir la réparation du tort qu'on lui a fait. Dans le commerce de transport, le capital du marchand est, pour ainsi dire, partagé entre deux pays étrangers, & il n'est jamais nécessaire qu'il en revienne une partie chez lui, ni qu'elle se place immédiatement sous ses yeux & sous sa main. Le capital qu'un marchand d'Amsterdam employe à transporter du bled de Königsberg à Lisbonne, & des fruits & du vin de Lisbonne à Königsberg, doit être généralement moitié à Königsberg & moitié à Lisbonne. Il n'est pas nécessaire

qu'il en revienne jamais rien à Amsterdam. La résidence naturelle du marchand qui fait ce commerce, devroit être ou à Königsberg ou à Lisbonne; & il n'y a que des circonstances toutes particulières, qui puissent lui faire préférer celle d'Amsterdam. Cependant la peine qu'il sent de se voir si loin de son capital, le détermine à faire venir à Amsterdam une partie des marchandises de Königsberg, qu'il destine pour Lisbonne, & une partie de celles de Lisbonne, qu'il destine pour Königsberg; & quoique cet usage l'assujettisse au double embarras de charger & de décharger, aussi bien qu'au payement de quelques taxes ou droits de douane, il se soumet volontiers à ces frais extraordinaires, pour avoir toujours sous ses yeux & à son commandement une partie de son capital, & c'est ainsi que tout pays qui s'adonne beaucoup au commerce de transport devient toujours l'entrepôt ou le marché général pour les marchandises de tous les différens pays dont il fait le commerce. Le marchand, pour épargner une seconde charge & décharge, tâche toujours de vendre chez lui le plus qu'il peut de toutes ses marchandises.

étrangeres , & de convertir par ce moyen le commerce de transport en un commerce étranger de consommation. De même, un marchand livré au commerce de consommation sera toujours charmé de vendre chez lui à égalité de profits, ou à peu près, le plus qu'il pourra des marchandises qu'il amasse pour les marchés du dehors, & de changer ainsi son commerce étranger de consommation en commerce intérieur. Par-là il s'épargne, autant qu'il est en lui, le risque & l'embarras de l'exportation. De cette manière, l'intérieur d'un pays est, pour ainsi dire, le centre autour duquel les capitaux des habitans circulent toujours, & vers lequel ils tendent continuellement, quoique des causes particulières puissent les repousser & les chasser vers un emploi plus éloigné. Mais on a déjà montré qu'un capital employé dans le commerce intérieur met nécessairement en mouvement une plus grande quantité d'industrie domestique, & donne de l'occupation & du revenu à un plus grand nombre d'habitans du pays, que ne peut le faire un capital égal placé dans le commerce étranger de consommation, & que ce-

lui qu'on place dans ce dernier a le même avantage sur celui qu'on met dans le commerce de transport. Ainsi à égalité de profits, ou peu s'en faut, chaque individu penche naturellement à employer son capital de la manière qui, selon toute apparence, doit le plus contribuer à l'industrie domestique, & procurer du revenu & de l'occupation à un plus grand nombre de gens du pays.

Secondement, tout individu qui emploie son capital au soutien de l'industrie domestique, tâche naturellement de la diriger tellement que son produit soit de la plus grande valeur possible.

Le produit de l'industrie est ce qu'elle ajoute au sujet & aux matières sur lesquels elle travaille. Les profits de celui qui la met en œuvre sont en proportion de la valeur de ce produit. Mais ce n'est que pour l'amour du produit qu'un homme emploie son capital en faveur de l'industrie, & par conséquent il tâchera toujours de l'employer en faveur de l'industrie dont le produit lui paroît devoir être de la plus grande valeur, ou devoir s'échanger contre une plus grande quantité d'argent ou d'autres marchandises.

Or le revenu annuel de toute so-

ciété est précisément égal à la valeur échangeable de tout le produit annuel de son industrie, ou plutôt il est précisément la même chose que cette valeur. Comme chaque individu fait tous ses efforts pour employer son capital à soutenir l'industrie, & à la diriger de manière que son produit soit de la plus grande valeur possible, chaque individu travaille donc nécessairement à rendre le revenu de la société le plus grand possible. Véritablement son intention n'est pas de procurer l'intérêt public, & il ignore combien il lui est utile. En préférant l'emploi de l'industrie domestique à celui de l'industrie étrangère, il ne cherche que sa propre sûreté; & en dirigeant cette industrie de manière que son produit puisse être de la plus grande valeur, il ne cherche que son gain particulier, & dans ce cas, comme dans bien d'autres, il est guidé, par une main invisible, & conduit à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions; & ce n'est pas toujours le plus mal pour la société, qu'il ne se propose pas le bien qu'il lui fait. S'il avoit l'intérêt public devant les yeux, il n'y contribueroit pas si efficacement qu'il le fait en ne con-

sultant que son intérêt personnel. Je n'ai jamais vu que ceux qui affectoient de commercer pour le bien public ayent rendu grand service au public. Il est vrai que cette affectation n'est pas commune parmi les marchands, & qu'il ne faut pas de longs discours pour les en guérir.

Il est évident que chaque particulier, dans sa situation locale, peut beaucoup mieux juger à quelle sorte d'industrie il doit mettre son capital, que l'homme d'Etat & le législateur ne peuvent le juger pour lui. L'homme d'Etat qui entreprendroit de diriger les particuliers dans la maniere dont ils doivent employer leurs capitaux, ne se chargeroit pas simplement d'un soin inutile, mais il s'arrogeroit une autorité qu'on ne pourroit pas confier sûrement, je ne dis point à une seule personne, mais à une assemblée ou un sénat quelconque, & qui ne feroit jamais en plus mauvaises mains que dans celles d'un homme qui auroit la folie & la présomption de s'imaginer qu'il est capable de l'exercer.

Accorder le monopole de la vente intérieure au produit de l'industrie domestique, dans un art ou une manu-

facture particuliere, c'est en quelque forte diriger les individus dans la maniere dont ils doivent employer leurs capitaux, & dans presque tous les cas cette conduite doit être ou inutile ou nuisible. Un règlement de cette nature est manifestement inutile, si on peut acheter chez soi le produit de l'industrie domestique à aussi bon marché que celui de l'industrie étrangere. Si on ne le peut pas, il est généralement nuisible. Tout chef de famille sage & prudent a pour maxime de ne jamais faire chez lui ce qu'il a meilleur marché d'acheter. Le tailleur ne s'avise pas de faire ses souliers, il les achete du cordonnier. Le cordonnier ne fait pas ses habits, il se sert du tailleur. Le fermier se sert de l'un & de l'autre, pour sa chaussure & son habillement. Tous voyent qu'il est de leur intérêt d'employer toute leur industrie dans un genre qui leur donne quelque avantage sur leurs voisins, & d'acheter ce qui leur manque avec une partie, ou, ce qui revient au même, avec le prix d'une partie de ce qu'elle produit.

Il est difficile que ce qui est prudence dans la conduite d'une famille particuliere, soit folie dans celle d'un

grand royaume. Si un commerce étranger peut nous fournir une chose à meilleur marché que nous ne pouvons la faire, il vaut mieux l'acheter des étrangers avec quelque partie du produit de notre propre industrie employée dans le genre où nous avons quelque avantage. L'industrie générale du pays étant toujours en proportion avec le capital qui l'emploie, ne fera pas plus diminuée par là que celle des ouvriers dont je viens de parler; elle fera seulement la maîtresse de choisir la direction où elle pourra s'employer le plus avantageusement. On ne l'emploie sûrement pas avec le plus grand avantage, quand on la dirige vers un objet qu'il en coûte moins d'acheter que de faire. La valeur de son produit annuel est certainement plus ou moins diminuée, quand on la détourne de faire des choses qui ont évidemment plus de valeur, pour en faire qui en ont moins. Par la supposition, la marchandise achetée de l'étranger reviendrait à meilleur compte que si elle étoit fabriquée dans le pays même. On auroit donc pu l'acheter avec une partie seulement des marchandises, ou, ce qui revient au même, avec une partie du prix des marchan-

dites que l'industrie employée dans le pays par un capital égal auroit fournies, si on ne l'eût pas empêché de suivre son cours naturel. L'industrie se trouve donc détournée par là d'un emploi qui est plus avantageux, à un autre qui l'est moins; & la valeur échangeable de son produit annuel, au lieu d'augmenter, conformément à l'intention du législateur, diminue nécessairement par ces sortes de réglemens.

Il est vrai que ces réglemens pourront procurer plutôt une manufacture au pays, & qu'après un certain tems la marchandise qu'elle fabriquera pourra s'y vendre aussi bon & peut-être meilleur marché que celle qu'on tiroit de l'étranger. Mais quoiqu'on puisse faire ainsi entrer avec avantage l'industrie de la société dans un canal particulier en moins de tems qu'il n'en eût fallu sans cela, il ne s'ensuit nullement que la somme totale de son industrie ni de son revenu puisse jamais en devenir plus considérable. L'industrie de la société ne peut augmenter qu'en proportion de ce que son capital augmente, & son capital ne peut augmenter qu'en proportion de ce qu'elle

épargne sur son revenu. Mais l'effet immédiat de ces fortes de réglemens, est de diminuer son revenu ; & ce qui diminue son revenu n'est certainement pas fort propre à augmenter son capital au delà de l'accroissement qu'il auroit pris de lui-même, si l'emploi du capital & de l'industrie s'étoit fait naturellement.

Quand la société n'auroit jamais acquis une certaine manufacture, faute de pareils réglemens, elle n'en feroit pas nécessairement plus pauvre en aucun tems. Elle auroit pu employer, dans chaque période de sa durée, tout son capital & son industrie à d'autres objets, & le faire de la manière la plus avantageuse pour le tems. Dans chaque période, son revenu auroit pu être le plus grand que comportoit son capital, & tous les deux s'augmenter avec la plus grande rapidité possible.

Les avantages qu'un pays a sur l'autre par ses productions sont quelquefois si considérables, que tout le monde reconnoit l'inutilité de lutter contre eux. Avec des couches, des châlis de verre, & des ferres, on peut faire produire à l'Ecosse de fort bons raisins & en faire de bon vin qui coûteroit

environ trente fois plus que le vin au moins aussi bon, qu'elle tire de l'étranger. Seroit-ce une loi raisonnable, en Ecosse, que d'y défendre l'importation de tous les vins étrangers, uniquement pour y encourager à faire du claret & du bourgogne? Mais s'il y auroit une absurdité manifeste à tourner vers un emploi trente fois plus du capital & de l'industrie, qu'il n'en faudroit pour acheter des pays étrangers une égale quantité des marchandises dont on manque, il y en a nécessairement une de la même espèce, quoique moins frappante, à tourner vers un pareil emploi un trentième ou même un trois-centième de plus de l'un & de l'autre. Que les avantages d'un pays sur l'autre soient naturels ou acquis, il n'importe à cet égard. Tant qu'un pays les a & que l'autre ne les a pas, il sera toujours plus avantageux pour le dernier d'acheter du premier, que de fabriquer. L'avantage qu'un artisan a sur son voisin qui fait un autre métier, n'est qu'un avantage acquis, & cependant tous deux trouvent leur compte à acheter l'un de l'autre ce qui n'est pas de leur métier particulier.

Les marchands & les manufactu-

riers font ceux qui tirent le meilleur parti de ce monopole intérieur. La défense d'importer du bétail en vie & des salaisons, & ces gros droits sur le bled étranger, qui, dans le tems d'une abondance ordinaire, équivalent à une prohibition, ne font pas à beaucoup près si avantageux aux nourrisseurs de bestiaux & aux fermiers de la Grande-Bretagne que les autres réglemens de la même sorte le font aux marchands & aux manufacturiers. Les marchandises de ceux-ci, sur-tout celles de la plus belle espèce, se transportent bien plus aisément d'un pays à l'autre, que le bled ou le bétail. Aussi est-ce à faire venir ou à faire aller le produit de ces manufactures, que s'occupe le commerce étranger. En fait de manufactures, il ne faut qu'un très-petit avantage, pour mettre les étrangers en état de vendre, même chez nous, à meilleur marché que ne vendent nos propres ouvriers; mais il en faudroit un très-grand, pour qu'ils le fissent à l'égard du produit brut. Si on permettoit l'importation libre des manufactures étrangères, probablement plusieurs de nos manufactures en souffriroient; quelques-unes d'elles seroient peut-être

entièrement ruinées, & une partie considérable des fonds & de l'industrie qu'on y employe à présent seroit forcée de prendre une autre route. Mais la plus libre importation du produit brut de la terre n'opéreroit pas le même effet sur l'agriculture du pays.

Si jamais, par exemple, on laissoit pleine liberté d'importer du bétail étranger, il en viendrait si peu que nos nourrisseurs de bestiaux ne pourroient pas y perdre grand'chose. De toutes les marchandises, le bétail en vie est peut-être la seule dont le transport soit plus coûteux par mer que par terre. Quand les bestiaux viennent par terre, ils se transportent eux-mêmes au marché. Par mer, il faut non-seulement les embarquer; mais transporter aussi avec eux leur nourriture & leur boisson, ce qui n'entraîne pas de petits frais ni de petits inconvéniens. Le petit trajet de mer qui sépare l'Irlande de la Grande-Bretagne rend, à la vérité, plus facile l'importation du bétail irlandais; mais quand on auroit permis pour toujours l'importation libre de ce bétail, qu'on n'a permise depuis peu que pour un tems limité, elle n'affecteroit pas beaucoup l'intérêt de nos

nourrisseurs de bestiaux. Les parties de la Grande-Bretagne qui bordent la mer d'Irlande, sont toutes des pays de pâturages. Ce ne pourroit être pour leur usage, qu'on transportât le bétail d'Irlande. Pour qu'il arrive à son véritable marché, il faut le faire passer, à grands frais & avec de grandes incommodités, à travers une grande étendue de pays. Les bœufs gras ne peuvent aller si loin. L'on ne pourroit donc importer que les maigres, & cette importation ne pourroit nuire à l'intérêt des pays qui les nourrissent & les engraisent; elle leur seroit plutôt avantageuse, en faisant baisser le prix du bétail maigre; elle croiserait seulement l'intérêt des pays qui en font des élèves. Le peu de bétail d'Irlande importé depuis la permission donnée, & le prix auquel se soutient le bétail maigre, semblent démontrer que les pays où l'on fait des élèves dans la Grande-Bretagne ne souffriront jamais beaucoup de la liberté de cette importation. On dit, il est vrai, que le menu peuple d'Irlande s'y est quelquefois violemment opposé; mais si les exportateurs avoient trouvé beaucoup à gagner dans la continuation de leur com-

merce, comme ils avoient la loi pour eux, il leur eût été facile de triompher de cette résistance de la populace.

Ajoutez que les pays qui nourrissent & engraisent doivent toujours être bien cultivés, au lieu que ceux qui font des élèves font généralement incultes. Le haut prix du bétail maigre, en augmentant la valeur des terres incultes, est comme une gratification accordée au défaut de culture. Si un pays étoit très-bien cultivé par-tout, il lui feroit peut-être plus avantageux d'importer son bétail maigre que de le nourrir. C'est aussi, à ce qu'on dit, la maxime que la province de Hollande suit à présent. Les montagnes d'Ecosse, du pays de Galles & du Northumberland, ne sont pas, il est vrai, des terrains fort susceptibles d'amendement, & semblent destinées par la nature à faire des élèves pour la Grande-Bretagne. La plus libre importation du bétail étranger ne pourroit avoir d'autre effet que d'empêcher ces pays qui font des élèves de tirer avantage des progrès de la population & de la culture dans le reste du royaume, de les mettre à un prix exorbitant, & d'établir ainsi une taxe réelle sur les parties du

pays mieux cultivées.

La plus libre importation des viandes salées feroit aussi peu de tort aux nourrisseurs de bestiaux que celle du bétail en vie. Les viandes salées ne sont pas seulement une marchandise volumineuse , mais , comparées à la viande fraîche , elles sont d'une plus mauvaise qualité , & d'un plus haut prix , à raison de ce qu'elles coûtent plus de frais & de travail. Elles ne pourroient donc jamais entrer en concurrence avec la viande fraîche , quoiqu'elles pussent y entrer avec les viandes salées du pays. Elles peuvent être bonnes à l'avitaillement d'un vaisseau , pour un voyage de long cours , ou à d'autres usages pareils ; mais elles ne feront jamais une partie considérable de la nourriture du peuple. La petite quantité de provisions salées , qui nous est venue d'Irlande depuis la liberté de l'importation , est une preuve d'expérience que nos nourrisseurs de bestiaux n'en ont rien à craindre. Il ne paroît pas que le prix de la viande de boucherie s'en soit jamais senti sensiblement.

La libre importation du bled même ne pourroit guere porter préjudice aux

fermiers de la Grande-Bretagne. Le bled est une marchandise encore plus volumineuse que la viande de boucherie. Une livre de bled à un penny est aussi chère qu'une livre de viande de boucherie à quatre pences. La petite quantité de bleds étrangers importée dans les tems même de la plus grande disette, peut convaincre nos fermiers qu'ils n'ont rien à appréhender de l'importation la plus libre de cette denrée. Selon l'auteur fort bien instruit des *Traités sur le commerce des grains*, la quantité importée, année commune, ou une année portant l'autre, se monte seulement à vingt-trois mille sept cents vingt-huit quartiers de toutes les sortes de grains, & n'excède pas la cent-foixante & onzième partie de la consommation annuelle. Mais comme la gratification sur les bleds occasionne une plus grande exportation dans les années d'abondance, elle occasionne aussi conséquemment une plus grande importation dans les années de disette. Elle empêche que l'abondance d'une année ne compense la disette de l'autre; & comme elle augmente nécessairement la quantité moyenne exportée, la quantité moyenne impor-

tée doit augmenter de même, dans l'état actuel de l'agriculture. S'il n'y avoit point de gratification, l'on exporteroit moins de bled, & il est probable qu'une année portant l'autre il en feroit moins importé qu'à présent. Les marchands de bled, ceux qui en font venir de dehors ou qui en transportent chez l'étranger, feroient moins employés & pourroient en souffrir beaucoup. Mais les propriétaires & les fermiers n'en souffriroient guere. Aussi n'est-ce pas dans les propriétaires & les fermiers, mais dans les marchands de grains, que j'ai observé le plus grand empressement pour que la gratification fût renouvelée & continuée.

Il faut le dire, au grand honneur des propriétaires vivans à la campagne & des fermiers, il n'y a pas de gens moins sujets au malheureux esprit du monopole. Si l'entrepreneur d'une grande manufacture apprend qu'il s'établit une fabrique de la même espece à vingt milles de la sienne, il n'en faut pas davantage pour l'alarmer. L'entrepreneur hollandois de la manufacture de laine à Abbeville, stipula qu'il n'y en eût point de semblable à trente lieues de cette ville. Les propriétaires de la cam-

pagne, & les fermiers, sont, au contraire, généralement plus disposés à aider leurs voisins qu'à les traverser dans la culture & l'amélioration de leurs fermes & de leurs biens. Ils n'ont point de secrets, comme en ont la plupart des manufacturiers, & s'ils ont trouvé quelque nouvelle pratique avantageuse, ils se font un plaisir de la communiquer & de la répandre. *Pius Quæstus*, dit Caton l'ancien, *stabilissimusque, minimèque invidiosus; minimèque male cogitantes sunt qui in eo studio occupati sunt.* (Profession agréable aux Dieux, la plus solide & la moins odieuse; & ceux qui l'exercent sont les gens du monde qui songent le moins à mal faire). Les propriétaires qui vivent à la campagne, & les fermiers, sont dispersés & ne peuvent se liguier aussi aisément que les marchands & les manufacturiers, qui, rassemblés dans les villes & accoutumés à cet esprit exclusif de communauté qui regne parmi eux, tâchent naturellement d'étendre contre tous leurs compatriotes le privilège exclusif qu'ils ont dans les villes, au préjudice de tous leurs habitans. Aussi paroissent-ils avoir été originairement les inventeurs des réglemens qui s'oppo-

sent

sent à l'importation des marchandises étrangères, & qui leur assurent le monopole intérieur. Ce fut probablement pour les imiter, & pour se mettre au pair avec gens disposés à les opprimer, que les propriétaires campagnards & les fermiers s'éloignèrent de la générosité naturelle à leur condition, jusqu'au point de demander le privilege exclusif de fournir leurs concitoyens de grain & de viande de boucherie. Peut-être ne se donnerent-ils pas le loisir de considérer combien moins il y avoit à craindre pour eux de la liberté du commerce, que pour ceux dont ils suivoient l'exemple.

Défendre l'importation des grains & du bétail étranger par une loi perpétuelle, c'est, dans le fait, statuer que la population & l'industrie du pays n'excéderont jamais ce que le produit brut de son sol peut en entretenir.

Il semble cependant qu'il y ait deux cas où il seroit généralement avantageux de mettre quelque charge sur l'industrie étrangère, pour encourager l'industrie domestique.

Le premier cas est lorsqu'une espece particuliere d'industrie est nécessaire à

la défense du pays. La défense de la Grande-Bretagne, par exemple, dépend beaucoup de ses matelots & de ses vaisseaux. Par conséquent l'acte de la navigation a cherché sagement à donner à ses matelots & à ses vaisseaux le monopole du commerce intérieur, tantôt par des prohibitions absolues, tantôt par de grosses charges sur les vaisseaux des pays étrangers. Les principales dispositions de cet acte sont celles qui suivent.

1°. Tous les vaisseaux dont les propriétaires, les maîtres & les trois quarts de l'équipage ne sont pas sujets de la Grande-Bretagne, ne pourront, sous peine de confiscation du vaisseau & de sa cargaison, faire le commerce aux établissemens & plantations de l'Angleterre, ni être employés au commerce côtier de la Grande-Bretagne.

2°. Un grand nombre de différens articles d'importation les plus volumineux pourront être importés dans la Grande-Bretagne seulement, soit dans les vaisseaux tels qu'on vient de les décrire, soit dans les vaisseaux du pays produisant ces articles, & dont les propriétaires, les maîtres & les trois quarts

des équipages feront de ce pays-là; & quand ils feront importés par des vaisseaux de cette dernière espèce, ils seront sujets à une taxe double de celle imposée sur les marchandises étrangères. S'ils sont transportés dans des vaisseaux d'un autre pays, le vaisseau & la cargaison seront confisqués. Lorsqu'on fit cet acte, les Hollandois étoient, ce qu'ils sont encore aujourd'hui, les grands voituriers de l'Europe, & ce règlement leur ôta entièrement la faculté d'être ceux de la Grande-Bretagne, ou d'importer chez nous les marchandises d'aucun autre pays de l'Europe.

3°. Défense, sous peine de confiscation du vaisseau & de sa cargaison, d'importer, même dans des vaisseaux britanniques, beaucoup de différens articles d'importation des plus volumineux, si ce n'est des pays qui les produisent. L'intention de ce règlement fut probablement de mortifier les Hollandois. La Hollande étoit alors, comme à présent, la grande foire où se rendoient toutes les marchandises de l'Europe, & par-là on empêcha les vaisseaux anglois de se charger en Hol-

lande des marchandises d'aucun autre pays de l'Europe.

4°. Tout poisson salé, ainsi que les nageoires, les os & l'huile de baleine, qui n'auront point été pris & salés à bord des vaisseaux britanniques, seront sujets au double des droits sur les marchandises étrangères, quand ils seront importés dans la Grande-Bretagne. Les Hollandois, qui sont encore aujourd'hui les principaux pêcheurs en Europe, étoient alors les seuls qui entreprirent de fournir du poisson à toutes les nations étrangères. Ce règlement mit une charge bien lourde sur la fourniture qu'ils en faisoient à la Grande-Bretagne.

L'Angleterre & la Hollande n'étoient point en guerre, quand on passa l'acte de la navigation; mais il regnoit entre les deux nations une violente animosité. Elle avoit commencé durant le gouvernement du long parlement qui le premier dressa cet acte. Elle éclata bientôt après dans les guerres de Hollande, durant le gouvernement du Protecteur & celui de Charles II. Il n'est donc pas impossible que quelques-unes des dispositions de ce fameux acte

ayent eu l'animosité nationale pour principe. Elles sont cependant aussi sages que si elles avoient été dictées par la plus profonde sagesse. Cette animosité avoit alors en vue le même objet qu'auroit indiqué la sagesse la plus consommée, je veux dire, la diminution de la puissance de la Hollande, la seule puissance navale qui fût capable de mettre la sûreté de l'Angleterre en danger.

L'acte de la navigation n'est point favorable au commerce étranger ou à l'accroissement de l'opulence qui en dérive. L'intérêt d'une nation dans ses relations de commerce avec les nations étrangères, est comme celui d'un marchand par rapport aux différentes personnes avec lesquelles il traite d'affaires; c'est d'acheter le meilleur marché, & de vendre le plus cher possible. Or il est naturel qu'elle achete meilleur marché, lorsque, laissant au commerce une liberté parfaite, elle encourage toutes les nations à lui apporter les marchandises qu'elle a besoin d'acheter; & par la même raison il est tout simple qu'elle vende plus cher quand ses marchés seront pleins d'acheteurs. Il

est vrai que l'acte de la navigation ne met point de charges sur les vaisseaux étrangers qui viennent pour exporter le produit de l'industrie britannique. Les anciens droits que les étrangers avoient coutume de payer sur toutes les marchandises exportées, aussi bien qu'importées, ont été même supprimés, par des actes subséquens, sur la plus grande partie des articles de l'exportation. Mais si par des prohibitions ou de gros droits on empêche les étrangers de venir vendre, on les met souvent hors d'état de venir acheter, parce qu'obligés de venir sans cargaison, il faut qu'ils perdent le fret depuis leur pays jusqu'à la Grande-Bretagne. Ainsi en diminuant le nombre des vendeurs, nous diminuons nécessairement celui des acheteurs, & nous nous mettons dans le cas non-seulement d'acheter les marchandises des autres plus cher, mais encore de vendre les nôtres meilleur marché que nous ne le ferions s'il y avoit une pleine liberté de commerce. Cependant comme la défense est une chose beaucoup plus importante que l'opulence, l'acte de la navigation est peut-être le plus sage de tous les régle-

mens de commerce qui aient été faits en Angleterre.

Le second cas où il fera généralement avantageux de mettre quelque charge sur l'industrie étrangere, afin d'encourager celle du dedans, est lorsqu'il y a quelque taxe d'imposée dans le pays sur le produit de la derniere. Alors il paroît raisonnable d'imposer une taxe égale sur pareil produit de la premiere. Ce ne fera pas donner le monopole intérieur à l'industrie domestique, ni déterminer vers un certain emploi plus de fonds & de travail qu'il ne s'en feroit porté naturellement de ce côté-là. Ce seroit seulement empêcher que ce qui s'y feroit porté n'en fût détourné par la taxe, pour prendre une direction moins naturelle, &, la taxe imposée, la concurrence entre l'industrie domestique & étrangere resteroit, autant qu'il est possible, sur le même pied qu'auparavant. Quand on met dans la Grande-Bretagne une taxe sur le produit de l'industrie domestique, l'usage est d'en mettre une beaucoup plus forte sur l'importation de toutes les marchandises étrangères de la même espece, afin d'arrêter les clameurs de nos marchands & de nos manufacturiers,

qui se plaignent bien haut qu'ils vont être obligés de mévendre chez eux.

Selon quelques personnes, cette seconde limitation de la liberté du commerce devrait quelquefois s'étendre bien plus loin que sur les marchandises étrangères qui peuvent entrer précisément en concurrence avec celles du pays qui sont taxées. Ils prétendent que quand on a imposé dans un pays des choses nécessaires à la vie, il convient de taxer non-seulement les mêmes choses importées des autres pays, mais encore toutes les sortes de marchandises étrangères qui peuvent entrer en concurrence avec tout ce qui compose le produit de l'industrie domestique. La subsistance, disent-ils, renchérit nécessairement en conséquence de ces taxes, & le prix du travail doit toujours hausser avec le prix de la subsistance des ouvriers. Ainsi quoique chaque marchandise faisant partie du produit domestique ne soit pas imposée immédiatement, elle devient plus chère par un effet de ces taxes, puisque le travail qui les produit devient lui-même plus cher. Ces taxes, continuent ils, sont donc réellement équi-

valentes à une taxe sur chaque marchandise particulière que le pays produit. Par conséquent, concluent-ils, pour mettre l'industrie domestique sur le même pied que l'étrangère, il convient de mettre sur toute marchandise étrangère un droit égal à ce surhaussement du prix des marchandises du pays avec lesquelles elle peut entrer en concurrence.

Savoir si les taxes sur les choses nécessaires à la vie, comme les taxes mises dans la Grande-Bretagne sur la drêche, la bière, le savon, le cuir, la chandelle, &c. font nécessairement hausser le prix du travail, & conséquemment celui de toutes les autres marchandises, c'est ce que j'examinerai ci-après en traitant des taxes. En supposant cependant qu'elles aient cet effet, comme elles l'ont certainement, ce surhaussement général du prix de toutes les marchandises en conséquence de celui du prix du travail, est un cas différent de celui d'une marchandise particulière, dont le prix monte par la taxe particulière qu'on impose immédiatement sur elle. Il en diffère à deux égards.

1°. On peut toujours savoir exacte-

ment de combien peut monter le prix d'une telle marchandise par la taxe dont on la charge ; mais on ne peut jamais favoir avec la moindre exactitude à quel point le surhaussement général de toutes les marchandises qui sont le fruit du travail, affectera le prix de chacune en particulier ; & par conséquent il n'y a pas moyen de proportionner avec exactitude à ce surhaussement de prix la taxe sur chaque marchandise étrangère.

2°. Les taxes sur les choses nécessaires à la vie ont sur le bien-être du peuple à-peu-près le même effet qu'un sol pauvre & un mauvais climat. Elles rendent les vivres plus chers, tout comme ils le feroient s'il falloit un travail & une dépense extraordinaire pour les tirer de la terre. Dans une disette naturelle provenant du sol & du climat, il seroit absurde de diriger les gens dans la manière dont ils doivent employer leurs capitaux & leur industrie. Ce seroit une égale absurdité que de prétendre le faire dans une disette artificielle provenant de ces fortes de taxes. Les laisser s'arranger comme ils pourront, accommoder leur industrie

à leur situation, & chercher les emplois du travail & des fonds dans lesquels ils peuvent, malgré la dureté de leur situation, se procurer quelque avantage dans le commerce du dedans ou du dehors, c'est évidemment ce qu'il y a pour lors de mieux à faire pour eux. Si on leur met une nouvelle taxe, parce qu'ils sont déjà surchargés de taxes; si parce qu'ils payent déjà trop cher les choses nécessaires à la vie, on leur fait payer aussi trop cher la plus grande partie des autres marchandises, ne prend-on pas la voie la plus absurde pour les indemniser?

Lorsque ces fortes de taxes parviennent à un certain excès, elles sont une malédiction égale à la stérilité de la terre & à l'inclemence du ciel; & c'est pourtant dans les pays les plus riches & les plus industrieux, qu'elles sont le plus généralement imposées. Des pays moins heureux ne pourroient soutenir un si grand désordre. Comme les corps les plus vigoureux sont les seuls qui vivent & se portent bien avec un régime mal sain, de même il n'y a que les

nations douées des plus grands avantages naturels & acquis dans toutes sortes d'industrie, qui puissent subsister & prospérer avec le fardeau d'un grand nombre de taxes. La Hollande est le pays de l'Europe où il y en a le plus, & par des circonstances particulières elle continue de prospérer, non par le moyen de ces charges, comme on l'a supposé avec la plus grande absurdité, mais en dépit d'elles.

Comme il y a deux cas où il sera généralement avantageux d'imposer l'industrie étrangère pour encourager l'industrie domestique, il y a aussi deux autres cas où il peut se trouver quelquefois matière à délibérer, savoir, pour le premier cas, jusqu'où il est à propos de continuer la libre importation de certaines marchandises étrangères; & pour le second cas, jusqu'où & de quelle manière il est à propos de rétablir l'importation libre, après qu'elle a été interrompue quelque tems.

Nous pouvons être quelquefois dans le cas de délibérer jusqu'où il est à propos de continuer l'importation libre de certaines marchandises étrangères, quand quelqu'autre nation empêche,

par de gros droits ou des prohibitions, qu'on n'importe chez elle le produit de certaines de nos manufactures. La vengeance dicte alors naturellement de rendre la pareille, & d'établir les mêmes droits & prohibitions sur l'importation qu'ils feroient chez nous du produit de quelques-unes ou de toutes leurs manufactures. Aussi les nations ne manquent guere d'avoir recours à ces représailles. Les François ont été particulièrement ardens à favoriser leurs manufactures, en mettant des entraves à l'importation des marchandises étrangères qui pouvoient entrer en concurrence avec les leurs. C'étoit là une grande partie de la politique de M. Colbert, qui, malgré ses grands talens, paroît avoir été trompé dans cette affaire par les sophismes des marchands & des manufacturiers, qui ne cessent de demander le monopole contre leurs concitoyens. L'opinion de ce qu'il y a aujourd'hui de plus intelligent en France, est que toutes ses opérations de ce genre n'ont pas fait de bien à son pays. Ce ministre, par le tarif de 1667, imposa de fort gros droits sur les marchandises d'un grand nombre de ma-

nufactures étrangères. Sur son refus de les modérer en faveur des Hollandois, ils défendirent, en 1671, l'importation des vins, des eaux-de-vie, & de tout ce que fabriquoient les manufactures de France. La guerre de 1672 paroît avoir été en partie occasionnée par cette dispute de commerce. La querelle fut terminée en 1678 par la paix de Nimegue. Quelques-uns de ces droits furent modérés en faveur des Hollandois, qui en revanche leverent leur prohibition. Ce fut vers le même tems que les François & les Anglois commencerent à opprimer mutuellement l'industrie les uns des autres par de semblables droits & prohibitions, dont les François semblent cependant avoir donné l'exemple. L'esprit d'hostilité, qui a toujours subsisté depuis entre les deux nations, n'a pas permis de les modérer de part ni d'autre. En 1697, les Anglois défendirent l'importation de la dentelle qui se fait en Flandres. Le gouvernement de ce pays, qui étoit alors sous la domination de l'Espagne, défendit de son côté l'importation des laines angloises. En 1700, la défense d'importer de la dentelle

en Angleterre fut levée, à condition que l'importation des laines angloises seroit en Flandres sur le même pied qu'elle étoit auparavant.

Il peut y avoir une bonne politique à user de cette espece de représailles, quand il y a une probabilité qu'elles feront révoquer les gros droits & les prohibitions dont on se plaint. Ce qu'on recouvrera d'étendue, dans le marché du dehors, fera généralement plus que suffisant pour compenser l'inconvénient passager de payer plus cher certaines marchandises pendant un court espace de tems. Savoir si ces fortes de représailles produiroient la révocation dont il s'agit, c'est un point dont la décision appartient peut-être moins à la science du législateur, dont les délibérations doivent toujours être dirigées par des principes généraux qui ne varient jamais, qu'à l'adresse de cet animal insidieux & rusé, communément appelé *homme d'Etat* ou *politique*, dont les conseils se régrent selon les vicissitudes ou les variations momentanées qui arrivent dans les affaires. S'il n'y a pas de probabilité que ces représailles fai-

font lever les impositions & les défenses, il semble que ce soit une mauvaise méthode que de réparer un tort fait à certaines classes de nos concitoyens, en faisant nous-mêmes un autre tort à ces classes & à presque toutes les autres. Quand nos voisins ferment leurs portes à quelques-unes de nos fabriques, nous fermons les nôtres non-seulement à ce qui se fait de pareil chez eux, ce qui seul ne les toucheroit pas beaucoup, mais encore à d'autres produits de leur industrie. Cette vengeance peut sans doute donner de l'encouragement à quelque classe particulière de nos ouvriers, &, en excluant certains de leurs rivaux, les mettre en état d'augmenter le prix de ce qu'ils font & vendent chez nous. Cependant les ouvriers qui ont souffert de la prohibition de nos voisins, n'y gagneront rien ; au contraire, ils y perdront, eux, & presque toutes les autres classes de citoyens, puisque par-là ils seront obligés de payer certaines marchandises plus cher qu'ils ne les payoient auparavant. Une loi de cette nature impose donc une taxe réelle sur tout le pays, non en faveur de cette classe

d'ouvriers à qui la prohibition de nos voisins porte préjudice , mais en faveur de quelqu'autre classe.

Il y a aussi quelquefois matière à délibérer jusqu'où & de quelle manière il convient de rétablir la libre importation des marchandises étrangères, après qu'elle a été interrompue pendant quelque tems. Ce second cas a lieu quand des manufactures particulières, au moyen des gros droits & des prohibitions sur toutes les marchandises étrangères qui pouvoient entrer en concurrence avec elles, se sont étendues au point d'employer une grande multitude de bras. Dans ce cas, l'humanité peut exiger que la liberté ne soit rendue au commerce que peu-à-peu, lentement & avec beaucoup de réserve & de circonspection. Si on supprimoit tout d'un coup & tout à la fois ces forts droits & ces prohibitions, il viendrait peut-être bientôt dans le pays une si grande quantité de marchandises étrangères de la même espèce, & moins chères, que plusieurs milliers de sujets se verroient tout à coup privés de leur emploi ordinaire & des moyens de subsister. Il en résulteroit sans doute un

grand désordre, mais qui seroit pourtant, selon toute apparence, beaucoup moindre qu'on ne l'imagine communément, ce que je prouve par les deux raisons suivantes.

1°. Toutes ces manufactures dont le produit passe communément en partie chez l'étranger, sans qu'il y ait de gratification attachée à son exportation, ne peuvent guere se ressentir de la plus libre importation des marchandises étrangères. Il faut que leurs productions se vendent hors du pays aussi bon marché que toutes les étrangères des mêmes especes & qualités, & conséquemment il faut qu'elles se vendent meilleur marché dans le pays même. Elles seroient donc encore en possession du marché intérieur; & quand certaines personnes du beau monde auroient la fantaisie de préférer les marchandises étrangères, précisément parce qu'elles sont étrangères, à celles du pays qui sont de même espece, quoique meilleures & moins cheres, cette folie, par la nature des choses, seroit toujours si rare & s'étendrait si peu, qu'elle ne pourroit faire aucune impression sensible sur l'emploi général

des ouvriers. Mais il n'y a aucune gratification attachée à l'exportation qui se fait annuellement d'une grande partie de nos manufactures de laine, de nos cuirs tannés & de notre quincaillerie; & ce sont ces manufactures qui emploient le plus de bras. La manufacture de soie seroit peut-être celle qui souffriroit le plus de cette liberté du commerce; celle de toile ensuite, quoique beaucoup moins.

2°. De ce qu'un grand nombre de gens perdroient leur gagne-pain ordinaire, par le rétablissement de la liberté du commerce, il ne s'ensuit nullement qu'ils seroient privés de tout moyen de travailler & de subsister. Par la réduction des armées de terre & de mer, à la fin de la dernière guerre, il y eut plus de cent mille, tant soldats que matelots, à qui on retira leur emploi ordinaire, & ce nombre égale ce qu'on emploie de gens dans les plus grandes manufactures. Sans doute qu'ils en souffrirent quelque dommage; mais en les congédiant on ne leur ôta point tout moyen de travailler & de gagner leur vie. La plus grande partie des matelots s'attachèrent probable-

ment au service des vaisseaux marchands à fur & mesure qu'ils en trouverent l'occasion, & en attendant, les soldats & eux furent absorbés dans la grande masse du peuple, où ils s'adonnerent à beaucoup de différentes occupations. Non-seulement l'Etat n'éprouva aucune convulsion, mais il n'arriva pas même de désordre sensible d'un si grand changement dans la situation de plus de cent mille hommes, tous rompus dans l'usage des armes, & la plupart accoutumés à la rapine & au pillage. On ne s'aperçut pas que le nombre des vagabonds fût nulle part augmenté sensiblement; & autant que j'ai pu l'apprendre, le salaire même du travail ne baissa dans aucune profession, si ce n'est dans celle des matelots au service de la marine marchande. Mais si l'on compare les habitudes d'un soldat avec celles d'un manufacturier quelconque, on trouvera que celles du dernier tendent moins à le rendre inhabile à un nouveau métier, que celles du premier à le rendre incapable d'en exercer aucun. Le manufacturier a toujours été accoutumé à ne compter pour sa subsistance que sur

son travail seul, au lieu que le soldat l'a toujours attendue de sa paie. L'application & l'industrie ont été le partage de l'un, la fainéantise & la dissipation celui de l'autre. Or il est beaucoup plus facile de changer la direction de l'industrie & de la tourner d'une espèce de travail à une autre, que d'amener l'oïveté & la dissipation à s'occuper. D'ailleurs, comme on l'a déjà observé, la plupart des manufactures se ressembloient assez pour qu'un ouvrier n'ait pas grande peine à passer de l'une à l'autre. La plus grande partie de ces ouvriers sont aussi employés accidentellement aux travaux de la campagne. Les fonds qui les mettoient auparavant en action dans une manufacture particulière demeurant encore dans le pays, serviront à occuper le même nombre de bras à quelque autre chose. Le capital du pays restant le même, on demandera la même ou à-peu-près la même quantité de travail. Peu importe qu'il ne se fasse pas dans les mêmes endroits, & qu'il n'ait pas les mêmes objets. Il est vrai que les soldats & les matelots licenciés ont la liberté d'exercer tel métier qu'ils voudront dans toutes

les villes & tous les lieux de la Grande-Bretagne & de l'Irlande. Qu'on rende à tous les fujets de fa majesté la même liberté naturelle d'exercer telle efpece d'industrie qu'il leur plaira, & par-tout où bon leur semblera dans les trois royaumes ; qu'on casse les privileges exclusifs des corporations, & qu'on abolisse le statut de l'apprentissage , deux institutions qui font de véritables breches faites au droit naturel ; qu'on y ajoute aussi la révocation de la loi des établissemens, & qu'un pauvre ouvrier qui ne trouve plus rien à faire dans un certain métier, ou dans un certain endroit , cherche impunément de quoi gagner sa vie autrement, ou dans un autre endroit ; qu'il ne craigne plus d'être poursuivi ou renvoyé ; alors ni le public ni les individus ne feront guere plus lésés par la dissolution accidentelle de quelques classes de manufacturiers, que par le licentiaement des soldats. Nos manufacturiers ont fans doute un grand mérite par rapport à leur pays , mais ils ne peuvent en avoir plus que ceux qui le défendent de leur sang , & ils ne méritent pas d'en être mieux traités.

S'attendre que la liberté du commerce soit jamais rétablie entièrement dans la Grande-Bretagne, ce seroit une bonhomie aussi absurde que de compter d'y voir jamais réaliser l'*Océana* ou l'Utopie. Non-seulement les préjugés, mais, ce qui est bien plus insurmontable, les intérêts particuliers de plusieurs individus, s'y opposent irrésistiblement. Si les officiers d'une armée s'opposent à toute réduction des troupes avec autant de zèle & d'unanimité, que les maîtres manufacturiers en ont pour s'élever contre toute loi tendante à multiplier leurs rivaux dans le marché intérieur; si les premiers animoient leurs soldats comme les autres enflamment leurs ouvriers, pour les soulever & les déchaîner contre toute proposition d'un pareil règlement, il n'y auroit pas moins de danger à réduire une armée, qu'il n'y en a eu dernièrement à vouloir diminuer à quelque égard le monopole que nos manufacturiers ont obtenu contre leurs concitoyens. Ce monopole a tellement grossi parmi nous le nombre de certaines races d'hommes, que, semblables à un déluge de troupes sur pied, ils

sont devenus formidables au gouvernement, & ont intimidé la législation dans plusieurs occasions. Le membre du parlement qui vient à l'appui de toute proposition faite pour fortifier le monopole, est sûr d'acquérir non-seulement la réputation de bien entendre le commerce, mais de la faveur & du crédit dans un ordre d'hommes à qui leur multitude & leurs richesses donnent une grande importance. S'il s'y oppose, au contraire, & qu'il ait de plus assez d'autorité pour les traverser, ni la probité la plus reconnue, ni le plus haut rang, ni les plus grands services rendus au public, ne peuvent le mettre à l'abri de la détraction & des calomnies les plus infâmes, des insultes personnelles, & quelquefois du danger réel que produit le déchaînement des monopoleurs furieux & trompés dans leurs espérances.

Si on ouvroit subitement le marché intérieur à la concurrence des étrangers, le maître particulier d'une manufacture qui seroit obligé d'abandonner son commerce, en souffriroit sans doute considérablement. Il pourroit peut-être trouver aisément un autre emploi

emploi à cette partie de son capital qui lui serroit à acheter les matieres & à payer ses ouvriers ; mais il ne pourroit guere se garantir d'une grosse perte dans la disposition qu'il feroit de l'autre partie de son capital fixée dans ses ateliers & dans les instrumens servans à sa fabrique. Un ménagement équitable pour son intérêt demanderoit donc que ces sortes de changemens ne se fissent jamais brusquement , mais lentement , graduellement , & après de longs avertissemens. La législation , supposé qu'elle puisse jamais être dirigée non par les clameurs importunes de l'intérêt personnel , mais par une vue étendue de ce qu'exige le bien général , la législation , dis-je , doit peut-être donner par la même raison une attention particuliere à ne point établir de nouveaux monopoles de ce genre , & à ne pas étendre plus loin ceux qui subsistent déjà. Tout nouveau règlement de cette nature introduit plus ou moins un désordre réel dans la constitution de l'Etat , auquel il sera difficile de remédier ensuite sans occasionner un autre désordre.

J'examinerai ci-après en traitant des

Tome III.

N

taxes, jusqu'où il est à propos d'en imposer sur les marchandises étrangères, non pour prévenir leur importation, mais pour faire un revenu au gouvernement. Celles qu'on impose en vue d'empêcher ou même de diminuer l'importation, sont évidemment aussi destructives du revenu des douanes que de la liberté du commerce.

FIN de ce troisieme volume.

TABLE

DES CHAPITRES

Contenus dans ce troisieme volume.

SUITE DU LIVRE SECOND.

CHAP. III. *De l'accumulation des fonds
& du travail productif & non pro-
ductif.* p. 1

CHAP. IV. *Des fonds prêtés à inté-
rêt.* 45

CHAP. V. *Des différens emplois des ca-
pitaux.* 64

LIVRE TROISIEME.

*Des divers progrès de l'opulence chez
différentes nations.* 101

CHAP. I. *Du progrès naturel de l'opu-
lence.* ibid.

- CHAP. II. *Du découragement de l'agriculture dans l'ancien état de l'Europe, après la chute de l'Empire Romain.* 112
- CHAP. III. *De la naissance & du progrès des cités & des villes, après la chute de l'Empire Romain.* 138
- CHAP. IV. *Comment le commerce des villes a contribué à l'amélioration des campagnes.* 162

LIVRE QUATRIEME.

Des systèmes d'économie politique. p. 191

INTRODUCTION. ibid.

CHAP. I. *Du principe du système de commerce ou mercantille.* 192

CHAP. II. *Des empêchemens mis à l'importation des marchandises étrangères de la même espece que celles que produit le pays.* 243

FIN de la Table.







